

Rodolfo Stavenhagen
sociologue (El Colegio de Mexico)
1972

Sept thèses erronées sur l'Amérique latine ou Comment décoloniser les sciences humaines

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Rodolfo Stavenhagen, sociologue mexicain
Professeur à la retraite, El Colegio de Mexico.

Sept thèses erronées sur l'Amérique latine ou Comment décoloniser les sciences humaines

Une édition électronique réalisée à partir du livre de Rodolfo Stavenhagen, *Sept thèses erronées sur l'Amérique latine ou Comment décoloniser les sciences humaines*. Paris : Éditions Anthropos, 1972, 1^{re} édition, 208 pages.

[Autorisation accordée par l'auteur le 9 juillet 2003]
Courriel : (staven@colmex.mx)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.
Pour les citations : Times 10 points.
Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 4 novembre 2003 à Chicoutimi, Québec.



Table des matières

[Introduction](#)

I. “[Sept thèses erronées sur l'Amérique latine](#)”¹

[Première thèse](#) : Les pays d'Amérique latine sont des sociétés dualistes.

[Deuxième thèse](#) : Le progrès se réalisera en Amérique latine par la diffusion des produits de l'industrie dans les zones arriérées, archaïques et traditionnelles.

[Troisième thèse](#) : L'existence de zones rurales arriérées, traditionnelles et archaïques constitue un obstacle à la formation du marché interne et au développement du capitalisme national et progressiste.

[Quatrième thèse](#) : La bourgeoisie nationale a intérêt à briser le pouvoir et la domination de l'oligarchie terrienne.

[Cinquième thèse](#) : Le développement de l'Amérique latine est la création et l'œuvre d'une classe moyenne nationaliste, progressiste, entreprenante et dynamique, et l'objectif de la politique sociale et économique de nos gouvernements doit être de stimuler la « mobilité sociale » et le développement de cette classe.

[Sixième thèse](#) : L'intégration nationale en Amérique latine est un produit du métissage.

[Septième thèse](#) : Le progrès ne se réalisera en Amérique latine que par une alliance entre ouvriers et paysans, alliance qui impose l'identité d'intérêts de ces deux classes.

II. [L'Amérique latine demain](#) : entre le sous-développement et la révolution

- A. [Trois manières d'envisager l'avenir](#)
- B. [Le sous-développement en Amérique latine](#)
- C. [Les tâches de demain](#) : quelques projections
- D. [Les taux de croissance sont insuffisants](#)
- E. [Les déséquilibres structureaux](#) : le secteur agricole
- F. [Latifundia et microparcelles](#)
- G. [Les réformes agraires](#)
- H. [La « polarisation » croissante dans le secteur agricole](#)
- I. [Urbanisation et industrialisation](#)
- J. [La marginalité structurale](#)
- K. [Le développement dépendant](#)
 - 1. [La détérioration des termes de l'échange](#)
 - 2. [L'industrialisation par le remplacement des importations](#)

¹ *Partisans*, no spécial 26-27, 1966.

3. [Les sociétés multinationales](#)
4. [L'aide internationale](#) et la « décapitalisation » de l'Amérique latine

- L. [Les bourgeoisies « consulaires »](#)
- M. [L'intégration économique régionale](#)
- N. [L'inégalité de la répartition des revenus](#)
- O. [Le colonialisme interne](#)
- P. [Nécessité de réformes de structure](#)
- Q. [L'État-patron et le double étalon de la politique de développement](#)
- R. [L'échec de la démocratie libérale et le populisme](#)
- S. [Les régimes militaires](#)
- T. [Les mouvements populaires](#)
- U. [La lutte révolutionnaire](#)
- V. [Perspectives d'avenir](#)

III. [Marginalité, participation et structure agraire](#) en Amérique latine ¹

- A. [Développement et participation sociale](#)
- B. [Le contexte social et économique de la participation sociale](#)
- C. [La notion de marginalité](#)
- D. [La participation sociale dans la structure agraire](#)

IV. “ [Le Mexique](#) : L'« ejido » et le paysan individuel ” ²

- A. [Antécédents historiques](#)
- B. [Le processus de distribution des terres](#)
- C. [Le développement agricole](#)
- D. [La politique agricole](#)
 - i. [Recherche et vulgarisations agricoles](#)
 - ii. [Le mouvement coopératif](#)
 - iii. [La politique des prix](#)
- E. [Structure agraire et structure politique](#)

V. “ [Comment décoloniser les sciences sociales appliquées](#) ” ³

[Références](#)

¹ *Bulletin de l'Institut International d'Études Sociales*, no 7, juin 1970, pp. 63-100.

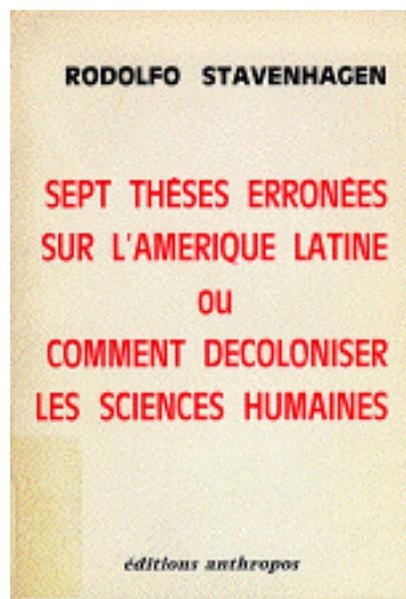
² *Futuribles*

³ *Les Temps modernes*, juin-juillet 1971, no 299-300.

Rodolfo Stavenhagen

Sept thèses erronées
sur l'Amérique latine
ou comment décoloniser
les sciences humaines

Paris : Éditions Anthropos, 1973, 208 pages.



[Retour à la table des matières](#)

Rodolfo Stavenhagen



[Retour à la table des matières](#)

Né en 1932, citoyen mexicain, a fait ses études universitaires au Mexique, aux États-Unis et en France, où il a fait un Doctorat de Troisième Cycle à l'EPHE, sous la direction du Pr. Georges Balandier.

Il est professeur de sociologie à l'Université Nationale Autonome du Mexique depuis 1956, et a enseigné également à l'Institut d'Études du Développement Économique et Social de l'Université de Paris (1960-61) et à l'Université Catholique de Rio de Janeiro (1962). En outre, il a fait des conférences dans plusieurs universités de l'Amérique du Sud et des États-Unis.

Il a commencé ses activités professionnelles comme chercheur de l'Institut National Indigéniste de Mexico (1953-56), où il a participé au programmes de développement du Gouvernement mexicain auprès des peuples les indigènes de son pays. Entre 1962 et 1965 il était d'abord Secrétaire Général du Centre Latino-américain de Recherches In Sciences Sociales à Rio de Janeiro (UNESCO), puis Directeur du Bureau sous-Régional pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du centre, à Mexico. En 1965 était également chercheur au Colegio de Mexico, institution d'éducation supérieure au Mexique.

Entre 1966 et 1968, il a été Chef du Projet de Recherche sur réforme agraire au Mexique, patronné conjointement par le Centre de Recherches

Agraires de Mexico et le Comité Inter-américain pour le développement agricole. À partir de 1969, il est chargé d'un programme latino-américain à l'Institut International d'Études Sociales du Bureau International du Travail, à Genève.

Il est membre de plusieurs sociétés scientifiques de son pays et à l'étranger ainsi que Conseiller de la Fédération Nationale Paysanne du Mexique. En 1957 il a été nommé membre du Comité Directeur du conseil Latino-américain des Sciences Sociales.

Introduction

Mars 1972

Par Rodolfo Stavenhagen

[Retour à la table des matières](#)

Tout comme les autres sciences, les sciences sociales progressent avec l'accumulation de nos connaissances, mais également compte tenu de la critique ininterrompue des modèles et des paradigmes qui orientent et conduisent la recherche empirique. Chaque nouvelle génération de sociologues de toutes disciplines - quel que soit le domaine spécifique de leur réflexion - a l'obligation de mettre en question les schémas conceptuels légués par ses prédécesseurs, procéder à leur critique et d'en faire l'expérience. Et cela, non par souci gratuit de critique ou de simple recherche du nouveau : dans les sciences sociales, comme ailleurs, les diverses théories et méthodologies connaissent, elles aussi, des périodes de « mode » à durée longue ou brève. Une critique, destructrice et constructive à la fois, est nécessaire pour permettre l'interprétation de plus en plus rigoureuse des réalités sociales complexes et changeantes et surtout l'élaboration de stratégies d'action, pratiques et efficaces.

Dans aucun autre domaine, une telle démarche n'est davantage nécessaire aujourd'hui que dans celui de la recherche et de la réflexion sur la problématique latino-américaine. Longtemps, le développement des sciences sociales en Amérique latine s'est déroulé selon un processus de mimétisme et sous l'hégémonie de la production socio-scientifique des grands centres mondiaux. Cette dépendance intellectuelle et culturelle n'était, notons-le, rien de plus qu'un reflet de la situation de sous-développement des sociétés latino-américaines. Elle se manifestait, en effet, non seulement au niveau de la théorisation abstraite et générale, mais encore dans le choix des interprétations courantes de la situation en Amérique latine. Il s'en est suivi qu'ont été adoptés et largement commentés par les milieux académiques, les intellectuels, voire les hommes politiques d'Amérique, certains courants de la pensée sur la réalité latino-américaine dont l'origine et l'évolution fondées beaucoup trop rarement sur l'observation « objective » des phénomènes latino-américains, se sont inscrites dans le champ de préoccupations théoriques et idéologiques dérivées de situations historiques différentes.

Il s'est produit en Amérique latine, dans une certaine mesure, ce qui est arrivé sous des formes plus graves et plus aiguës dans les colonies et les anciennes colonies africaines et asiatiques des puissances impérialistes européennes. Dans ces continents, les colonisés se percevaient eux-mêmes à travers la vision déformée du colonisateur ; en Amérique latine, les problèmes du sous-développement et de la dépendance extérieure étaient traités à travers le prisme, parfois tout aussi déformant, de la pensée des pays dits développés.

L'inadéquation de tels schémas et formules aux réalités latino-américaines apparut à l'évidence à l'issue de la seconde guerre mondiale et particulièrement, en ce qui concerne les sciences sociales, à partir des années 1960. Les spécialistes de sciences sociales des divers pays latino-américains - en particulier ceux qui étaient les plus jeunes - ont manifesté avec une insistance croissante leur insatisfaction à l'encontre surtout des théories, des concepts et modèles associés plus particulièrement aux tendances néo-libérales des pays industriels capitalistes. Ainsi, les notions mêmes de « développement » et de « sous-développement » ont-elles été mises en question. L'histoire coloniale et celle de l'indépendance des pays latino-américains, leur insertion dans les systèmes coloniaux et post-coloniaux de domination mondiale ont été soumises à une réévaluation et réinterprétation. La caractérisation de l'évolution politique et sociale de nos pays en termes de « processus harmonieux » de modernisation s'est révélée insuffisante pour expliquer les phénomènes complexes du changement social. Le traitement de la problématique des classes sociales dans la perspective d'une théorie des couches supérieures, moyennes et inférieures, croissant et décroissant avec le temps, est apparu comme une énorme tentative de mystification, ce qu'il est, en réalité. Les phénomènes intérieurs de domination et d'exploitation d'un groupe ethnique par un autre, ne sauraient plus être rangés simplement sous les rubriques descriptives de sociétés « duelles », ou « pluralistes » qu'utilisaient - et utilisent encore - les anthropologues et les sociologues s'inspirant de la science sociale colonialiste. Ainsi se sont effondrées l'une après l'autre, nonobstant leur inertie et leur résistance, les théories et les conceptions socio-scientifiques dont l'expérience a montré qu'elles étaient inadéquates, inefficaces, inutiles et fausses, appliquées à l'interprétation des phénomènes sociaux en Amérique latine.

Cependant, ces « mystifications » n'ont pas pour seule origine les sciences sociales élaborées par les sociétés bourgeoises. Le mimétisme latino-américain s'est manifesté également à l'égard des diverses tendances du marxisme. Bien qu'en Amérique latine les thèses principales de l'économie et de la sociologie dites « bourgeoises » aient fait l'objet des critiques des penseurs marxistes, la majorité d'entre eux se sont contentés de leur opposer les conceptions du marxisme orthodoxe sur les sociétés industrielles européennes ou, dans le meilleur des cas, les théories marxistes concernant l'évolution des sociétés asiatiques. C'est ainsi que certains schémas d'analyse et d'interprétation émanant de situations historiques totalement différentes ont été appliqués mécaniquement à l'Amérique latine. Ce n'est pas le lieu de s'interroger sur la valeur originale de ces interprétations ; mais leur application schématique aux problèmes de la réalité latino-américaine en l'absence d'une étude rigoureuse préalable, a suscité cependant le même type d'équivoques qui s'étaient manifestées lors de la transposition à cette réalité des concepts de la science bourgeoise. La pensée originale de José Carlos Mariátegui, du Pérou, constitue la principale exception à cette dépendance intellectuelle des marxistes latino-américains à l'égard du marxisme orthodoxe. Mariátegui a toujours été en effet une figure solitaire dans son époque.

Le mimétisme marxiste a produit des concepts et des schémas qui, dans une certaine mesure, ont résisté à la critique des dernières années. La périodisation de l'histoire latino-américaine en étapes « féodale » et « capitaliste » ne correspond plus aux interprétations récentes. La notion de « bourgeoisie compradore » que le marxisme développe dans ses études de sociétés coloniales ne trouve pas d'application dans les réalités latino-américaines. La notion de « bourgeoisie nationale » amplement utilisée par la littérature marxiste est sujette, elle aussi, à révision par les nouveaux courants du marxisme latino-américain. La fonction et le rôle du prolétariat industriel en tant que classe sociale ne sauraient être dans l'Amérique latine du 20^e siècle, ce qu'elles étaient au commencement du capitalisme industriel en Europe. L'étude même des sociétés pré-hispaniques s'est vue limitée par l'application mécanique de concepts tels que « le mode de production asiatique ».

La nouvelle science sociale latino-américaine a su, non seulement se libérer de la tutelle intellectuelle des tendances néo-classiques, néo-libérales, structuralistes et fonctionnalistes, mais les nouveaux courants marxistes ont su dépasser la transposition mécanique - et parfois dogmatique - des schémas du marxisme orthodoxe à la réalité latino-américaine, pour s'attaquer à l'étude scientifique et empirique de cette réalité, empruntant à la littérature marxiste ses références (et ses réponses) mais aussi et davantage, une méthode et des interrogations fondamentales.

Le processus de critique et de dépassement de la nouvelle science sociale latino-américaine est en cours et nullement achevé. Il s'agit d'une tâche constante, permanente, qui doit se poursuivre pendant les années à venir. Il est également important d'insister sur le fait que la critique de certaines conceptions et de certaines théories n'a pas encore produit, nécessairement, des notions et des théories valables et des schémas étayés assez solidement pour être acceptés tels quels par la communauté scientifique. En d'autres termes, nous savons maintenant ce que nous voulons récuser mais nous n'avons pas fini d'élaborer ce que nous proposons en lieu et place de ce que nous récusons.

C'est par exemple le cas des conceptions de « capitalisme périphérique », « dépendance », « colonialisme intérieur », « développement du sous-développement », « marginalité structurelle », entre tant d'autres actuellement manipulées et qui constituent autant d'éléments isolés dans l'érection du nouvel édifice théorique de la science sociale latino-américaine. Il ne s'agit pas de concepts univoques et universellement acceptés ; encore moins de théories aux fondements solides qui ont résisté à l'épreuve de l'histoire ; il s'agit beaucoup plus de tentatives de reconsidération, en fonction de nouvelles préoccupations théoriques et idéologiques, de la réalité changeante des pays latino-américains. Cette entreprise constitue une tâche collective qui incombe à tous ceux qui travaillent dans les sciences sociales en Amérique latine. Aucun chercheur n'apportera, à lui seul, quelque importante que soit sa contribution, davantage que sa petite part à cette oeuvre commune. Le panorama actuel des sciences sociales en Amérique latine incite à penser - du moins en ce qui concerne la sociologie du développement - que l'on se trouve en plein milieu d'une révolution scientifique au cours de laquelle un paradigme est substitué à un autre, comme l'écrit Thomas S. Kuhn (*Structure des révolutions scientifiques*, FCE, 1971). Il s'agit nécessairement d'un processus très long, coupé de périodes de progrès, de remise en question et de pas en arrière. Il exigera surtout des penseurs le rejet absolu de tout dogmatisme et de tout sectarisme, une curiosité intellectuelle considérable jointe à l'humilité scientifique la plus grande.

Les études présentées au lecteur dans cet ouvrage s'inspirent de cet esprit, leur publication sous forme d'un livre ne se justifiant que si on les considère comme une contribution au débat contemporain sur les sciences sociales en Amérique latine. Il existe le danger habituel quand on réunit dans un même volume des écrits et des travaux élaborés à des époques différentes (le premier essai date de 1964, le dernier de 1971), destinés à des publics divers, d'une absence d'unité du matériel proposé. D'autre part, l'auteur s'étant attaché à une problématique déterminée - la situation en Amérique latine - un certain nombre de répétitions sont inévitables dans certains passages des divers chapitres, et le lecteur s'en apercevra sans doute, mais j'espère, qu'il nous en excusera.

Étant donné que de telles études et recherches -préliminaires, critiques, polémiques - ne sauraient être considérées comme des produits finis, la tentation est grande de rectifier, réviser, voire reformuler telle ou telle affirmation, tel ou tel passage. Et cela d'autant plus qu'avec l'éloignement du temps, certaines vues ont pu évoluer. Nous avons cependant choisi de ne procéder à aucun changement étant donné surtout que nous n'avons pas modifié substantiellement nos conceptions, quelle que soit l'expérience nouvelle que les années aient pu nous apporter sur tel ou tel thème.

Ces conceptions ne nous sont pas propres, bien qu'elles soient vraiment nôtres. Nous voulons reconnaître ici notre dette intellectuelle aux professeurs, collègues, étudiants et amis dont la pensée est, d'une manière ou d'une autre, présente dans ces pages sans que, pour autant, ils soient tenus responsables des erreurs et des déficiences qu'elles contiennent.

R.S., Mars 1972.

I

Sept thèses erronées sur l'Amérique latine

Texte originellement publié dans la revue
Partisans, no spécial 26-27, 1966.

[Retour à la table des matières](#)

Parmi l'abondante littérature qu'ont suscitée ces dernières années les problèmes du développement et du sous-développement économique et social en Amérique latine figurent des thèses et des affirmations nombreuses qui sont inexactes, erronées et ambiguës. Malgré cela, beaucoup de ces thèses sont acceptées comme monnaie courante et font partie de l'ensemble des concepts que manient nos intellectuels, nos politiciens, nos étudiants, et même plusieurs chercheurs et professeurs. Bien que ces thèses soient démenties par les faits et que différentes études récentes prouvent qu'elles sont fausses, ou tout au moins font douter de leur exactitude, ces thèses prennent de l'importance et acquièrent parfois un caractère de dogme, du fait qu'elles sont reprises dans de multiples ouvrages et articles consacrés, à l'étranger surtout, aux problèmes dit développement et du sous-développement en Amérique latine.

Je ne me référerai, dans ce texte, qu'à des thèses à caractère sociologique, étant donné que certaines thèses erronées à caractère économique ont été abondamment discutées et rejetées récemment par les économistes.

Première thèse :

Les pays d'Amérique latine sont des sociétés dualistes.

[Retour à la table des matières](#)

Cette thèse affirme essentiellement que, dans les pays d'Amérique latine, il existe en fait deux sociétés différentes et, dans une certaine mesure, indépendantes, bien que nécessairement reliées entre elles : une société archaïque, traditionnelle, agraire, stagnante ou rétrograde ; et une société moderne, urbanisée, industrielle, dynamique, progressiste et en plein développement. La « société archaïque » serait caractérisée par des rapports de type essentiellement familial et personnel, par les institutions traditionnelles (le compérage, certaines formes de travail collectif, certaines formes de domination personnelle et de clientèle politique, etc.) ; par une stratification sociale rigide de statuts attribués (c'est-à-dire où la position de l'individu dans l'échelle sociale est déterminée dès sa naissance et a peu de chance de varier au cours de la vie), et par des normes et des valeurs qui exaltent - ou du moins acceptent le statu quo, les forces de vie traditionnelles héritées des ancêtres, et qui constituent un obstacle à la pensée économique « rationnelle ». La société « moderne » au contraire, se composerait de rapports sociaux de type dit « secondaire », déterminés par les actes impersonnels entrepris à des fins rationnelles et utilitaires ; d'institutions fonctionnelles, d'une stratification peu rigide (c'est-à-dire avec une mobilité sociale) où abondent les statuts acquis par l'effort personnel et déterminés soit par des indices quantitatifs (tels que le montant des revenus ou le niveau d'instruction), soit par des fonctions sociales (comme la profession). Dans la « société moderne », les normes et les valeurs des individus tendent à s'orienter vers le changement, le progrès, les innovations et la rationalité économique (c'est-à-dire, le calcul des plus grands bénéfices aux moindres coûts).

D'après cette thèse, chacune de ces deux sociétés qui se rencontrent - et s'affrontent - ainsi dans chaque pays d'Amérique latine, a sa dynamique propre. La première, la société archaïque, date de l'époque coloniale, et même d'avant, et conserve beaucoup d'éléments culturels et sociaux très anciens. Elle ne change généralement pas ou seulement très lentement. Les changements qu'elle subit viennent en tout cas de l'extérieur, de la société « moderne » précisément, et n'on[pas une origine interne. L'autre, la société « moderne »

est orientée vers le changement, elle engendre ses propres modifications, et elle est naturellement le foyer du développement économique tandis que la première constitue un obstacle à ce développement.

À un niveau plus élaboré et peut-être, par là même, plus trompeur, la thèse de la société dualiste s'exprime comme une soi-disant dualité entre le féodalisme et le capitalisme dans nos pays. Elle affirme, en fait, qu'il subsiste dans une grande partie de l'Amérique latine une structure sociale et économique quasi-féodale qui constitue la base des groupes sociaux et économiques rétrogrades et conservateurs, c'est-à-dire l'aristocratie terrienne, l'oligarchie, les caciques politiques locaux, etc. Par ailleurs, affirme-t-on, il existe les noyaux de l'économie capitaliste où opèrent les classes moyennes, entreprenantes, progressistes, urbanisées. Cette description implique l'idée que le « féodalisme » constitue un obstacle au développement de nos pays et qu'il doit être éliminé pour être remplacé par le capitalisme progressiste, celui qui sera développé par les groupes sociaux de capitalistes entrepreneurs, dans l'intérêt du pays tout entier.

Nul doute que dans tous les pays d'Amérique latine, il existe de grandes différences sociales et économiques entre les zones rurales et urbaines, entre les populations indigènes et non indigènes, entre la masse des paysans et les petites élites urbaines et rurales, entre les régions très arriérées et d'autres relativement développées. Nul doute non plus que, dans certaines zones arriérées et isolées, on trouve d'immenses propriétés où les rapports de travail et les rapports sociaux entre les paysans et le propriétaire (ou son représentant) ont toutes les caractéristiques de la servitude, sinon de l'esclavage.

Ces différences ne justifient cependant pas l'emploi du concept « société dualiste », et cela pour deux raisons principales :

1° parce que les deux pôles résultent d'un processus historique unique ;

2° parce que les rapports mutuels que conservent entre eux les régions et les groupes « archaïques » ou « féodaux » et les « modernes » ou « capitalistes » représentent le fonctionnement d'une seule société globale dont ces deux pôles font partie intégrante.

En ce qui concerne le processus historique, il faut rappeler que la conquête de l'Amérique a eu dès le début des caractéristiques commerciales. Elle s'est réalisée essentiellement grâce à un certain nombre d'entreprises mercantiles où intervenaient de gros capitaux privés et où l'État a participé. Il est certain que, dans certaines régions, grâce aux encomiendas et aux concessions, de véritables domaines se créèrent et les populations indigènes conquises furent naturellement soumises aux formes d'oppression et d'exploitation les plus brutales de la part des Espagnols. Mais, de même que l'esclavage des noirs importés d'Afrique pour travailler sur les plantations de sucre des Caraïbes et du Brésil, répondait essentiellement aux besoins d'une économie mercantile orientée vers les marchés consommateurs d'Europe, de même le « féodalis-

me » des zones indigènes d'Amérique, loin d'être la caractéristique d'une économie fermée d'autosubsistance (comme le féodalisme classique européen) répondait aussi, à son tour, aux besoins de :

1° l'exploitation minière d'exportation

2° l'agriculture qui ravitaillait les centres miniers, les villes ou les marchés européens.

Ainsi, pendant toute l'époque coloniale, le moteur de l'économie américaine était le système mercantiliste capitaliste en expansion. Les colonies espagnoles et portugaises n'étaient que de grandes réserves de matières premières qui alimentaient, directement ou indirectement, les différents marchés européens et contribuèrent ainsi au développement industriel de l'Europe occidentale. L'économie « féodale », si elle a jamais existé, n'était que subsidiaire des centres dynamiques - les mines et l'agriculture d'exportation - qui, à leur tour, répondaient aux besoins de la métropole coloniale. La grande constante de l'économie coloniale était la recherche et l'obtention de main-d'œuvre bon marché pour les entreprises coloniales : on essaya d'abord l'esclavage des indigènes, ensuite on introduisit l'esclavage des Africains ; on réussit enfin à s'assurer le concours de la main-d'œuvre servile indigène au moyen d'un ensemble de procédés allant de l'*encomienda* aux *repartimientos*¹. Les conditions « féodales » de travail et de vie de la majorité de la population indigène paysanne servaient précisément à réduire au minimum les coûts de production des mines et de l'agriculture coloniales. Le « féodalisme » dans les rapports de travail peut donc être considéré comme une fonction du développement de l'économie coloniale dans son ensemble qui, elle-même, faisait partie du système mercantiliste mondial.

L'économie coloniale était sujette à de grandes variations cycliques. Au Brésil, on a vu se développer puis décliner l'une après l'autre l'économie primitive d'extraction du bois, la production du sucre dans les grandes plantations esclavagistes du Nord-Est, l'exploitation minière du centre du pays, l'extraction du caoutchouc dans le bassin de l'Amazone et, finalement, dans notre siècle, la production du café dans le Sud et le Sud-Est du Brésil. Chacun de ces cycles a apporté une époque d'essor et de prospérité à la zone où il se développait. Chacun répondait, à un certain moment, à la demande étrangère. Et chacun d'eux a laissé en se terminant une économie étouffée, sous-développée, arriérée, et une structure sociale archaïque. Dans une grande partie du Brésil, le sous-développement a donc suivi et non précédé le développement. Le sous-développement actuel de ces régions n'est bien souvent que le résultat d'un développement antérieur mais de courte durée et du développement de nouvelles activités dans d'autres régions du pays.

La même chose s'est produite dans le reste de l'Amérique latine, principalement dans les zones minières qui ont prospéré à une époque et dont l'économie a décliné ensuite.

¹ Voir à ce propos l'article d'André Gunter Franck, « Sur le problème indien », *Partisans*, no 26-27, p. 15.

Les cycles économiques de l'Amérique coloniale ont été déterminés en grande partie par les cycles économiques du monde occidental. En Amérique centrale, beaucoup de communautés indigènes actuellement fermées, isolées et autosuffisantes n'ont pas toujours été ainsi. D'abord, les populations indigènes ont été déplacées par le colonisateur vers les régions les plus déshéritées où elles ont été réduites à des conditions de vie extrêmement misérables ; ensuite, dans les époques de dépression économique, ces communautés qui étaient auparavant relativement intégrées à l'économie globale se sont fermées au monde et ont été réduites, par nécessité, à un niveau de subsistance. Nous voyons donc que le développement et le sous-développement d'une zone impliquait le sous-développement d'une autre. Nous voyons aussi que les conditions « féodales » répondaient dans une grande mesure à des nécessités de la métropole coloniale et de l'élite coloniale qui n'avaient rien de féodal.

Actuellement, le même rapport subsiste. L'important n'est pas l'existence de deux « sociétés », c'est-à-dire de deux pôles qui contrastent en termes d'indices socio-économiques, mais les rapports entre ces deux « mondes ». Dans la mesure où le développement localisé dans certaines zones d'Amérique latine se fonde sur l'utilisation de main-d'œuvre bon marché (et n'est-ce pas elle principalement qui attire le capital étranger ?), les régions arriérées qui sont pourvoyeuses de cette main-d'œuvre - jouent un rôle particulier dans la société nationale et ne sont pas seulement des zones où, pour une raison ou pour une autre, le développement n'a pas pénétré. En outre, ces zones « archaïques » sont généralement exportatrices de matières premières, également bon marché, vers les centres urbains et l'étranger. Pour ces raisons - et pour d'autres aussi - les régions sous-développées *tendent à se sous-développer davantage du fait qu'y interviennent les processus que Gunnar Myrdal a appelés de causation circulaire cumulative*. Autrement dit, dans les régions « archaïques » ou « traditionnelles » de nos pays, il se passe la même chose que dans les pays coloniaux par rapport aux métropoles (par exemple en Afrique). Les régions sous-développées de nos pays jouent le rôle de colonies internes et, au lieu de poser le problème des pays d'Amérique latine en termes de « société dualiste », il conviendrait de parler plutôt de colonialisme interne.

Deuxième thèse :

Le progrès se réalisera en Amérique latine par la diffusion des produits de l'industrie dans les zones arriérées, archaïques et traditionnelles.

[Retour à la table des matières](#)

Cette thèse de la diffusion se retrouve à plusieurs niveaux. Les uns parlent d'une culture urbaine - ou occidentale - qui s'étend lentement dans le monde et qui absorbe peu à peu les peuples arriérées et primitifs. D'autres parlent de l'effet du modernisme comme d'une tâche d'huile qui prend de plus en plus d'importance en partant d'un foyer central. D'autres encore affirment que tout ce qui peut donner l'élan d'une transformation dans les régions rurales provient nécessairement des zones urbaines. Pour appuyer ces arguments, on fait remarquer que l'on connaît maintenant dans les régions les plus isolées du monde les transistors, les bicyclettes, le dentifrice et le Coca-Cola. Cette thèse en implique d'autres qui ne se manifestent pas toujours aussi clairement :

1° que le développement du secteur moderne, essentiellement expansionniste, amènera automatiquement avec lui le développement du secteur archaïque ou traditionnel ;

2° que la « transition » - suivant l'expression de certains chercheurs - du traditionalisme au modernisme est une évolution actuelle, permanente et inéluctable à laquelle seront inévitablement mêlées toutes les sociétés traditionnelles qui existent aujourd'hui dans le monde ;

3° que les centres même de modernisme ne sont que le résultat de la diffusion d'éléments « modernistes » (techniques, savoir faire, esprit d'entreprise et, naturellement, capitaux) provenant des pays actuellement développés.

Nous pouvons considérer que ces thèses sont erronées pour les raisons suivantes :

a) S'il est vrai qu'un grand nombre d'articles de consommation ont atteint les zones sous-développées au cours des dernières années, cela n'implique pas automatiquement le développement de ces zones, si l'on entend par développement une amélioration du bien-être social général. Il ne s'agit souvent que de la diffusion dans les zones rurales arriérées de la « culture de la pauvreté ».

b) La diffusion de produits industriels dans les zones arriérées a déplacé fréquemment des industries ou des artisanats locaux florissants, détruisant du même coup la base de production pour une population nombreuse, et provoquant la « prolétarianisation » rurale, l'exode rural et la stagnation économique dans certaines zones.

c) Cette même diffusion a contribué à faire apparaître dans les régions rurales arriérées une classe sociale de commerçants, d'intermédiaires, d'usuriers, d'accapareurs et de prêteurs qui monopolisent une part de plus en plus grande du revenu régional et qui, loin de constituer un élément de progrès, représentent au contraire un obstacle à l'emploi productif du capital et au développement.

d) La « diffusion » n'est souvent que l'extension dans le milieu rural des monopoles et des oligopoles avec ses conséquences négatives pour un développement équilibré et harmonieux.

e) En ce qui concerne le capital, la diffusion s'est plutôt faite des zones arriérées vers les zones modernes ; en Amérique latine les régions sous-développées subissent une décapitalisation constante. Celle-ci s'est accompagnée d'une émigration de la population économiquement active la mieux préparée des zones arriérées : des jeunes ayant un minimum d'éducation qui cherchent ailleurs de meilleurs débouchés. C'est ce mouvement nuisible pour les zones arriérées qui détermine le niveau de développement (et de sous-développement) de ces zones, et non pas la présence ou l'absence de produits de l'industrie.

f) Il ne faut pas oublier que la « diffusion » à laquelle on attribue des résultats si bienfaisants a déjà, en Amérique latine, plus de 400 ans et que, mis à part certains foyers dynamiques de croissance, le reste du continent est actuellement plus sous-développé que jamais.

g) En réalité, la thèse juste serait : Le progrès *des régions modernes urbaines et industrielles* d'Amérique latine se fait aux *dépens des zones arriérées, archaïques et traditionnelles*. En d'autres termes, la canalisation de capital de matières premières, de denrées alimentaires et de main-d'œuvre provenant des zones « arriérées » permet le développement rapide des « pôles de croissance » et condamne les zones qui les fournissent à la pire stagnation et au sous-développement. Les rapports d'échange entre les centres urbains modernes et les zones rurales arriérées sont défavorables à ces dernières, tout comme le sont pour l'ensemble des pays sous-développés les rapports d'échange entre eux et les pays développés.

Troisième thèse :

L'existence de zones rurales arriérées, traditionnelles et archaïques constitue un obstacle à la formation du marché interne et au développement du capitalisme national et progressiste.

[Retour à la table des matières](#)

On affirme que de ce fait le capitalisme national et progressiste - localisé dans les centres urbains modernes et industriels - a tout intérêt à voir se réaliser la réforme agraire, le développement des communautés indigènes, l'augmentation des salaires minimum à la campagne et autres programmes du même genre. Cette thèse est erronée :

a) Parce qu'il n'existe nulle part en Amérique latine, sauf de rares exceptions, de capitalisme national et progressiste, pas plus que n'existent les conditions internationales pour qu'un tel capitalisme se développe.

b) Parce que jusqu'ici - et dans l'avenir prévisible - le marché interne de la population urbaine est suffisant ; c'est un marché qui s'accroît sans cesse pour les raisons indiquées plus haut, qui a un grand potentiel et qui n'est pas encore convenablement approvisionné, tandis qu'il existe dans ces mêmes régions urbaines une capacité industrielle à moitié employée (par exemple, dans l'industrie textile) pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le marché interne mais avec les profits ; et pendant longtemps, il suffira de se soucier d'approvisionner ces zones urbaines. Ceci signifie que des zones comme Lima-Callao, Sao Paulo, Santiago, Mexico peuvent croître économiquement pendant un temps indéfini sans que cela implique nécessairement des transformations profondes de structures dans les zones rurales arriérées, dans les « colonies internes ». Au contraire, la croissance des zones modernes est possible précisément grâce à la structure sociale et économique actuelle dans les zones arriérées.

Quatrième thèse :

La bourgeoisie nationale a intérêt à briser le pouvoir et la domination de l'oligarchie terrienne.

[Retour à la table des matières](#)

On affirme souvent qu'un conflit profond d'intérêts oppose la nouvelle élite (ou nouvelle classe dominante) représentée par les industriels et les entrepreneurs modernes, à l'élite ou classe dominante traditionnelle (qui doit sa prédominance à la propriété de la terre). S'il est vrai que, dans certains pays d'Amérique latine, l'aristocratie a été éliminée par des moyens révolutionnaires (venant toujours du peuple, jamais de la bourgeoisie), ce conflit d'intérêts ne semble pas exister dans les autres pays. Au contraire, les intérêts agricoles, financiers et industriels se conjuguent fréquemment dans les mêmes groupes économiques, les mêmes compagnies et parfois les mêmes familles.

Par exemple, de nombreux capitaux provenant des grandes propriétés archaïques du Nord-Est du Brésil sont investis par leurs propriétaires dans des affaires lucratives à Sao Paulo. Et au Pérou, les grandes familles de Lima, associées économiquement aux capitaux étrangers, sont propriétaires des principaux domaines « féodaux » de la Cordillère des Andes. Il n'y a aucune raison de structure pour que la bourgeoisie nationale et l'oligarchie terrienne ne s'entendent pas ; au contraire, elles se complètent fort bien. Et dans les cas où surgissent des conflits éventuels d'intérêts (par exemple, à propos de telle législation qui favorise une de ces classes et porte tort à l'autre), il y a toujours un gouvernement bourgeois ou militaire conciliant pour procurer aux secteurs lésés d'amples dédommagements.

La disparition de l'aristocratie terrienne en Amérique latine a été exclusivement l'œuvre des mouvements populaires, et jamais de la bourgeoisie. La bourgeoisie trouve plutôt dans l'oligarchie terrienne une alliée pour maintenir le colonialisme interne, qui, en dernier ressort, profite également à ces deux classes sociales.

Cinquième thèse :

Le développement de l'Amérique latine est la création et l'œuvre d'une classe moyenne nationaliste, progressiste, entreprenante et dynamique, et l'objectif de la politique sociale et économique de nos gouvernements doit être de stimuler la « mobilité sociale » et le développement de cette classe.

[Retour à la table des matières](#)

C'est peut-être la thèse la plus répandue à propos de l'Amérique latine. Elle est soutenue par des chercheurs, des journalistes, des politiciens et des hommes d'État. Elle fait l'objet de séminaires et de conférences, elle fournit le thème de livres volumineux et constitue l'un des préceptes implicites, mais fondamentaux de l'Alliance pour le Progrès. Elle est presque devenue un dogme. Mais cette thèse est fautive pour plusieurs raisons :

1° D'abord le concept même de « classe moyenne » contient des ambiguïtés et des équivoques. S'il s'agit, comme c'est fréquemment le cas, des couches de la population qui obtiennent des revenus moyens et se situent, de ce fait, entre les deux extrêmes d'une échelle économique, on n'a qu'un groupement statistique, et non une classe sociale. Mais en général, le concept se réfère plutôt à des individus qui ont un certain type de profession, surtout dans le secteur tertiaire de l'économie : le commerce et les services, et principalement dans le milieu urbain. Il s'agit dans ce cas d'employés, de bureaucrates, de commerçants et de certaines professions libérales. Ce concept recouvre aussi parfois les groupes sociaux qui n'entrent pas dans le cadre du modèle traditionnel de la structure sociale latino-américaine où n'existaient par définition que l'aristocratie terrienne et les *peones* sans terre. Tout le reste, depuis les petits propriétaires de la campagne jusqu'à l'ensemble de la population urbaine est alors considéré comme « classe moyenne ». Si l'on ne définit pas clairement les termes, toute affirmation sur les vertus et les potentiels de la « classe moyenne » ne dépasse pas l'opinion subjective de celui qui l'exprime.

2° Le terme de « classe moyenne » est souvent un euphémisme pour « classe dominante ». Quand on parle du rôle des chefs d'entreprise, des financiers, des industriels dans le développement de nos pays, on se réfère à une classe sociale au pouvoir, au sommet de la pyramide économique, sociale et politique et qui prend, dans son ensemble, les décisions qui affectent nos pays. Dans ce cas, la classe sociale dont on parle n'est nullement « moyenne ». Mais les auteurs ne veulent pas l'appeler par son nom pour des raisons idéologiques.

3° La thèse de la classe moyenne suggère une masse potentiellement majoritaire de la population qui se recrute principalement dans les couches inférieures et qui tôt ou tard occupera totalement l'univers social, de sorte que les extrêmes n'auront plus aucune importance, économique pour les extrêmes supérieurs, numérique pour les extrêmes inférieurs. Rien de plus utopique ni de plus faux. La croissance du secteur tertiaire n'est pas une garantie de développement, et l'augmentation des secteurs de revenus « moyens (imaginaires et nés de la statistique) ne fait pas disparaître les inégalités économiques et sociales de la société. Aussi rapide que soit la croissance de ces couches moyennes dans l'ensemble de l'Amérique latine, celle des couches de revenus faibles est bien supérieure, à la campagne comme à la ville, ainsi que celle des couches minuscules de revenus élevés. Malgré cette « classe moyenne » et en partie à cause d'elle - l'inégalité économique s'accroît en Amérique latine.

4° Les secteurs qui constituent la « classe moyenne » au sens strict : propriétaires agricoles petits et moyens, commerçants, fonctionnaires, petits entrepreneurs, artisans, professions libérales diverses, etc., (c'est-à-dire ceux qui travaillent pour leur compte ou reçoivent un salaire pour un travail non manuel) n'ont généralement pas les caractéristiques qu'on leur attribue. Ils dépendent économiquement et socialement des couches supérieures, ils sont liés politiquement à la classe dominante, ils sont conservateurs dans leurs goûts et leurs opinions, défenseurs du *statu quo*, et ne recherchent pas des privilèges individuels. En Amérique latine ils se sont plus enrichis en tant que classe par la spéculation et la corruption que par le travail. Loin d'être nationalistes, ils s'attachent à tout ce qui est étranger, depuis les vêtements importés jusqu'à *Sélection du Reader's Digest*. S'ils proviennent effectivement des couches inférieures, leur bien-être économique et social est lié à celui de la grande bourgeoisie et de l'oligarchie terrienne, sans lesquelles ils ne pourraient pas survivre. Ils sont donc le reflet fidèle de la classe dominante : ils profitent également du colonialisme interne. Ils constituent la principale masse d'appui des dictatures militaires en Amérique latine.

5° Le concept de « classe moyenne » s'entend parfois pour désigner les habitudes de consommation d'un certain type de population. Par exemple le fait que les paysans consomment de la bière en bouteille au lieu de *chicha*¹ ou de *pulque*² de fabrication domestique ou encore le fait que la population urbaine achète des meubles ou des appareils électro-ménagers à crédit apparaît aux yeux de certains comme un signe indiscutable de notre évolution rapide vers une civilisation de « classe moyenne ». Les auteurs nous disent que tout

¹ Chicha : alcool de maïs que l'on boit dans les pays andins.

² Pulque : alcool tiré de l'agave, que l'on boit au Mexique.

le monde en Amérique latine a des « aspirations de classe moyenne » et qu'il suffit de laisser faire le temps pour que ces aspirations deviennent réalité.

Nous pouvons considérer que ces raisonnements sont erronés, pour les raisons suivantes : au niveau de la consommation, comme à celui des revenus, il est évidemment possible de déterminer des couches intermédiaires. Nous voyons ainsi, à l'extrême supérieur, ceux qui consomment des articles de luxe hors de portée pour la majorité, et à l'extrême inférieur ceux qui ne peuvent ni boire de la bière, ni acheter des meubles et des appareils ménagers à crédit. Mais toute stratification de ce genre ne dépasse pas le stade de la manipulation statistique. On ne définit pas une classe sociale par les articles qu'elle consomme et le niveau des aspirations ne précise pas la structure des institutions sociales ni la qualité des rapports humains entre groupes. La diffusion de produits d'origine industrielle est à la fois le produit du niveau universel de la technique et de la demande effective. La majorité de la population - surtout urbaine - peut profiter jusqu'à un certain point de ce genre de consommation sans que cela implique une transformation fondamentale dans la structure des classes et dans les inégalités qui existent dans les revenus, la position sociale, le pouvoir politique et les rapports de travail.

En ce qui concerne les aspirations, on risque facilement de prendre des vessies pour des lanternes et de prendre les sentiments subjectifs pour une situation objective. La création d'« aspirations » ou de « nécessités » d'un genre particulier devient actuellement de plus en plus l'objectif d'une industrie puissante de la publicité qui s'est infiltrée dans tous les milieux et dans tous les secteurs sociaux. Le niveau des aspirations - et par conséquent celui des aspirations non satisfaites - s'élève sans cesse. Ce qui, affirment les psychologues, conduit à un niveau de plus en plus élevé de frustration et à des sentiments de privation. Les aspirations des classes moyennes risquent donc de se transformer en conscience révolutionnaire.

Par ailleurs, les études économiques ont démontré qu'en Amérique latine la proportion des salaires - dont dépend la majorité de la population - dans le revenu national tend à diminuer, tandis que celle des profits et des bénéfices - d'une minorité - tend à augmenter. Cette tendance, accélérée au cours des dernières années par les processus inflationnistes (en particulier dans des pays comme l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Bolivie et la Colombie) ne correspond absolument pas à l'idée de la croissance progressive et harmonieuse de la « classe moyenne ».

6° Le renforcement de la « classe moyenne » - non plus comme fait sociologique mais comme politique sociale - n'a pas pour but essentiel le développement économique d'un pays, mais bien la création d'une force politique capable de soutenir la classe dominante en place et de servir d'amortisseur dans les luttes de classes qui peuvent mettre en danger la stabilité de la structure sociale et économique en vigueur. Les idéologues de la classe moyenne déplorent qu'il n'existait pas à Cuba une telle classe suffisamment forte pour tenir tête à la révolution socialiste. Et d'autre part on félicite la

« classe moyenne » de la « stabilisation » et de l'« institutionnalisation » des révolutions mexicaine et bolivienne.

Les classes dites moyennes sont étroitement liées à la structure économique et politique en vigueur et manquent de dynamique propre pour devenir les promoteurs d'un développement économique indépendant. Il y a un hiatus entre d'une part son importance numérique relative et d'autre part ses conditions et ses possibilités pour prendre en tant que *classe*, des décisions qui affectent la structure et l'économie. Il est à noter que les auteurs qui défendent avec le plus de véhémence la croissance de la classe moyenne n'accordent pratiquement aucune importance au fait que les couches inférieures constituent encore la grande majorité de la population.

7° La thèse de la classe moyenne tend finalement à dissimuler le fait que les tensions, les oppositions et les conflits entre classes et ethnies abondent en Amérique latine ; que le développement social et économique de nos pays dépend en fin de compte de la solution convenable de ces conflits ; et que la croissance des « secteurs moyens » - comme les a appelés un auteur américain - aussi impressionnante soit-elle dans certaines régions, n'est pas une solution à ces problèmes ; elle ne fait que les ajourner et parfois même les aggrave.

Sixième thèse :

L'intégration nationale en Amérique latine est un produit du métissage.

[Retour à la table des matières](#)

Cette thèse est fréquente dans les pays qui ont des problèmes ethniques : ceux qui ont une forte proportion de population indigène, et le Brésil, avec sa population noire. On part du fait que la colonisation ibérique de l'Amérique a mis en présence deux grands groupes raciaux, deux civilisations, et que l'intégration nationale représente un métissage à la fois biologique et culturel. Dans les pays d'Amérique indigène, on considère que la « ladinisation » ou la « cholification » évolue vers la société globale dans laquelle disparaîtront les principales différences entre la minorité dominante « blanche » ou « occidentale » et les masses paysannes indigènes. On affirme que de la structure sociale bipolaire traditionnelle est sorti un nouvel élément biologique et culturel intermédiaire, le métis.

L'erreur de cette thèse réside dans le fait que le métissage biologique et culturel (phénomène incontestable dans plusieurs régions d'Amérique latine) ne constitue pas en soi une altération de la structure sociale en vigueur. Tout

comme la thèse de la classe moyenne, celle du métissage attribuée à certains éléments de la population (arbitrairement définis suivant des critères très insuffisants) des capacités et des caractéristiques qu'ils ne possèdent pas.

L'intégration nationale, phénomène Objectif, et la naissance de la conscience nationale, phénomène subjectif, dépendent de facteurs structurels (c'est-à-dire de la nature des rapports entre les hommes et entre les groupes sociaux) et non des attributs biologiques ou culturels de certains individus. L'intégration nationale (comprise au sens de la pleine participation de tous les citoyens aux mêmes valeurs culturelles et de l'égalité relative des possibilités économiques et sociales) ne se réalisera pas dans les zones indigènes par le développement d'une nouvelle catégorie biologico-culturelle mais par la disparition du colonialisme interne. Dans les colonies internes de nos pays, les métis (mestizos, cholos, ladinos ou mistis comme on les appelle dans les différents pays) sont précisément ceux qui représentent la classe dominante locale et régionale et qui oppriment les indigènes. Ce sont eux qui n'ont aucun intérêt à ce que se réalise une véritable intégration nationale. Par ailleurs, du point de vue national, la population rurale immigrante, souvent d'origine indigène « s'intègre » rapidement dans le pôle urbain de plus en plus important ; mais plus par les positions qu'elle occupe peu à peu dans la structure des classes que par le métissage.

En outre, la thèse du métissage cache généralement un préjugé raciste (même inconsciemment) : c'est que sur le plan biologique, surtout dans les pays où la population majoritaire présente des traits indigènes, le métissage signifie un « blanchiment », et les vertus du métissage cachent un préjugé contre l'indigène. Mais comme personne ne croit plus aux arguments raciaux, le même préjugé se manifeste sur le plan culturel.

Septième thèse :

Le progrès ne se réalisera en Amérique latine que par une alliance entre ouvriers et paysans, alliance qui impose l'identité d'intérêts de ces deux classes.

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne pouvons terminer ce panorama critique de l'Amérique latine sans parler de cette thèse si répandue dans la gauche orthodoxe. On affirme en effet, en se fondant sur les théories développées par Lénine et Mao Tsé-tung, que le succès de la révolution démocratique en Amérique latine dépend de la réalisation d'un front commun de la classe ouvrière et de la classe paysanne contre la bourgeoisie réactionnaire et l'impérialisme.

a) Une des étapes indispensables dans toute révolution démocratique est la réforme agraire. Mais l'accès des paysans à la terre, au moyen d'une réforme agraire non collectiviste, en fait des propriétaires dont les intérêts de classe sont semblables à ceux des propriétaires terriens.

b) En matière de réforme agraire, les intérêts objectifs des paysans et des ouvriers ne sont pas les mêmes. Une réforme agraire implique, généralement, au début, une augmentation du prix des denrées alimentaires dans les villes qui affecte principalement la classe ouvrière. Ensuite, elle implique aussi la canalisation des investissements publics vers le secteur rural, et par conséquent, elle porte tort au secteur urbain qui est presque l'unique secteur, dans une situation de colonisation interne, qui bénéficie réellement du développement économique.

c) La lutte de la classe ouvrière urbaine (politiquement plus puissante que la classe paysanne), pour de meilleurs salaires, pour des services sociaux meilleurs et plus nombreux, pour le contrôle des prix, etc., n'est pas secondée par le secteur paysan car les avantages obtenus ainsi par la classe ouvrière se gagnent généralement aux dépens de l'agriculture, c'est-à-dire des paysans. Autrement dit, la classe ouvrière urbaine de nos pays bénéficie elle aussi de la situation de colonialisme interne.

d) À la différence de l'Angleterre du XIXe siècle, où l'expulsion des paysans de la campagne et leur émigration vers les *sweat shops* industriels constituait une diminution de leur niveau de vie ; à la différence de la Russie tsariste où les mouvements campagne-ville étaient strictement limités et où l'alliance ouvriers-paysans s'est faite sur le champ de bataille ; et à la différence de la Chine populaire où cette même alliance s'est forgée dans la lutte contre l'envahisseur japonais, en Amérique latine non seulement l'émigration rurale

est possible pour les paysans mécontents, mais en outre elle représente le plus souvent une amélioration économique et sociale (même dans les *favelas*, les *barriadas*, les *ranchos* ou les *callampas*, ces bas quartiers prolétaires des villes d'Amérique latine), par rapport au passé paysan. On peut supposer que la conscience révolutionnaire du paysan est inversement proportionnelle à ses possibilités de mobilité sociale verticale individuelle.

e) En Amérique latine, plus le colonialisme interne est prononcé, c'est-à-dire plus les différences entre la Métropole et ses colonies internes sont marquées, plus l'exploitation des unes par l'autre est grande) et moins il y a de possibilités de véritable alliance politique entre ouvriers et paysans. Les exemples récents du Brésil et de la Bolivie suffisent à souligner les difficultés que nous avons indiquées.

Ces sept thèses n'épuisent pas toutes les théories et tous les concepts erronés concernant la structure sociale en Amérique latine ; mais toutes les autres sont plus ou moins liées à elles et en dérivent : le lecteur saura les reconnaître quand il les rencontrera.

II

L'Amérique latine

Demain : entre le sous-développement et la révolution

A. Trois manières d'envisager l'avenir

[Retour à la table des matières](#)

Il existe, en substance, trois manières d'envisager la problématique de l'avenir dans les domaines économiques et sociaux. La première, qui correspond à une conception normative ou volontariste, prétend voir en l'avenir la réalisation d'un modèle idéal, utopique ou non. La deuxième -essentiellement fataliste ou passive - se fonde sur un certain nombre de propositions déterministes et dénie à l'homme la capacité de forger son propre destin. Quant à la troisième, elle se fonde plutôt sur l'analyse des tendances et des dynamismes actuels, tels que les fait apparaître le déroulement de l'histoire, pour tenter de définir les diverses perspectives qui s'ouvrent aux sociétés humaines. Les chances de succès de telle ou telle perspective ne sont pas uniquement fonction de la justesse de l'analyse qui a précédé son adoption, mais aussi, et nous dirons même surtout, de l'action consciente des hommes qui s'appliquent à transformer leurs conditions de vie. Envisagé de cette façon, l'avenir se présente comme un « jardin parcouru de sentiers qui bifurquent », pour reprendre le titre évocateur d'un conte de Borges. Toutefois, avec cette façon de considérer les choses, on ne refuse ni l'adoption préalable d'une orientation

théorique, ni les systèmes de valeurs de ceux qui l'adoptent, mais, au lieu de les méconnaître en s'abritant derrière un prétendu esprit scientifique ou de les transformer en propositions dogmatiques - comme on le ferait en adoptant l'une ou l'autre des deux premières méthodes - elle oblige à recourir à une théorie de la société pour élaborer une stratégie valable pour l'avenir.

Tel est le cadre dans lequel nous nous proposons d'aborder ici quelques-uns des problèmes du sous-développement et du développement des pays de l'Amérique latine. Avant d'entrer en matière, reconnaissons d'emblée qu'en parlant, comme d'un tout, d'un sous-continent qui compte plus de vingt pays et presque 300 millions d'âmes, nous ferons nécessairement abstraction de notables différences internes et de nombreux phénomènes concrets et bien spécifiques. Nous devons, en effet, poser le problème dans des termes généraux qui ne sauraient rendre justice à la diversité des situations nationales, ni à la complexité des structures sociales et politiques.

B. Le sous-développement en Amérique latine

[Retour à la table des matières](#)

Nous partons de la prémisse que le sous-développement en Amérique latine n'est pas simplement une question de « retard » par rapport aux pays industrialisés, que l'on pourrait mesurer en comparant divers indicateurs tels que le produit national brut, le produit par habitant, etc. Il s'agit plutôt d'une structure d'ensemble, qui est le résultat d'un certain processus historique. Le sous-développement est la manière d'être des pays latino-américains à l'époque moderne, comme le fut la « société coloniale » pendant les trois siècles de domination ibérique. D'ailleurs, les deux phénomènes sont étroitement liés, puisque le sous-développement est la continuation de la situation coloniale.

Le problème ainsi posé, on constate que la grande tâche du développement économique et social des pays latino-américains ne consiste pas uniquement à faire manipuler par les technocrates les taux d'investissement et d'épargne, à moderniser la production, ou à utiliser de manière plus intensive les ressources naturelles et humaines. Il s'agit ni plus ni moins d'une transformation en profondeur de l'ensemble des relations sociales et économiques à l'intérieur de ces pays et, surtout, d'une modification qualitative de leurs relations extérieures avec les pays industriels, c'est-à-dire avec le marché mondial auquel ils se rattachent.

C'est seulement depuis quelques années que le problème est posé en ces termes, car, pendant longtemps, techniciens et hommes d'État s'accordèrent pour estimer que le développement économique n'avait rien à voir avec les structures sociales et les systèmes politiques.

En effet, dès la fin de la guerre et jusqu'au milieu des années cinquante, c'est l'optimisme qui prévalait quant à l'avenir de l'économie latino-américaine. Les prix internationaux des matières premières d'exportation restaient élevés, plusieurs pays avaient accumulé de grosses réserves de devises, l'industrialisation avait fait des progrès indéniables dans divers États et les signes extérieurs d'une certaine prospérité se répandaient parmi les classes moyennes des centres urbains en expansion. En réalité, tout cela n'était qu'un mirage, d'autant plus dangereux que les taux élevés d'augmentation du produit national et les balances commerciales favorables empêchaient de voir non seulement les graves problèmes qui restaient à résoudre, mais aussi, et surtout, les contradictions inhérentes au processus même de croissance. Maintenant, l'optimisme de la première heure a cédé le pas à une appréciation plus réaliste de la situation et l'on reconnaît que, pour édifier l'avenir, il est indispensable d'éliminer les causes des échecs du passé. C'est donc en tenant compte de cette conjoncture historique que l'Amérique latine, en ce dernier tiers du XXe siècle, doit définir et affronter les tâches qui se présentent à elle et choisir les voies qui lui permettront de les mener à bien.

Quelques simples projections statistiques suffiront à nous montrer quelle sera l'ampleur de ces tâches pendant les prochaines années.

C. Les tâches de demain : quelques projections

[Retour à la table des matières](#)

On sait que la région latino-américaine connaît l'un des taux d'accroissement démographique les plus élevés du monde. Si le rythme actuel se maintient (et rien n'incite à penser que tel ne sera pas le cas), en l'an 2000, c'est-à-dire dans moins de trente ans, notre population aura augmenté de 125 pour cent par rapport à 1970, c'est-à-dire qu'il y aura 355 millions de nouvelles bouches à nourrir ; la population continuera à se concentrer dans les centres urbains et 235 millions de nouveaux habitants s'installeront dans nos grandes villes. Il est facile d'imaginer les problèmes que connaîtront ces agglomérations en matière d'emploi, de logement, de services publics, d'enseignement et d'urbanisme. On a calculé, en effet, que 85 millions de nouveaux travailleurs auront besoin d'un emploi. Plus de quatre millions d'habitations par an devront être construites avant la fin du siècle pour abriter cette population croissante, sans parler de la nécessité d'améliorer les logements actuels dont le niveau moyen laisse beaucoup à désirer. Plus de 100 millions de nouveaux élèves auront besoin d'écoles et de maîtres. Nous pourrions continuer à aligner des chiffres, mais ceux que nous avons cités

suffisent pour donner simplement une idée de l'ordre de grandeur des besoins de la région.

Devant ces problèmes, quelles sont les possibilités économiques réelles des pays latino-américains ? Seule l'analyse des tendances récentes du développement de la région et des effets de ce développement pour les décennies à venir permettra de répondre à cette question. Les données dont nous disposons, et qui proviennent généralement des statistiques officielles des Nations Unies, nous montrent que l'évolution économique actuelle ne saurait en aucune façon être considérée comme satisfaisante. Examinons quelques chiffres.

D. Les taux de croissance sont insuffisants

[Retour à la table des matières](#)

Première constatation, l'écart entre les pays développés et les nations de l'Amérique latine tend à s'élargir. Par exemple, le produit par habitant, dans les régions développées, était, en 1960, 3,7 fois plus élevé que celui de l'Amérique latine ; en 1967, le rapport était passé à 4,2¹. On estime qu'à la fin de la dernière décennie le revenu par habitant était de 512 dollars des États-Unis pour l'ensemble de la région, mais cette moyenne dissimule d'énormes disparités, puisque les chiffres vont de 85 dollars pour Haïti à 950 dollars pour l'Argentine².

Phénomène plus grave encore que cet écart par rapport aux pays industriels, le taux de croissance économique a tendance à diminuer ou, au mieux, à rester stationnaire. Ainsi, ce taux, qui avait été de 2,2 pour cent par habitant et par année pour la période 1950-1955, s'était abaissé à 1,7 pour cent pour les années 1960-1965³. Seule la reprise de l'économie de quelques pays latino-américains, ces dernières années, a permis d'atteindre le chiffre de 2,2 pour

¹ Nations Unies, CEPAL : *Estudio Económico de América latina, 1968* (New-York, 1969), p. 10.

² *Ibid.*, p. 11. Les pays qui se trouvent au-dessus de la moyenne régionale sont l'Argentine, le Venezuela, le Panama, l'Uruguay, le Mexique, le Chili, la Trinité-et-Tobago, le Costa Rica et la Jamaïque. Les pays qui se trouvent en dessous de la moyenne sont le Pérou, le Brésil, la Barbade, la Colombie, le Guatemala, El Salvador, le Nicaragua, l'Équateur, la Guyane, le Paraguay, le Honduras, la République dominicaine, la Bolivie et Haïti. On ne dispose pas de données pour Cuba.

³ Nations Unies, CEPAL : *Estudio Económico de América latina, 1967* (New-York, 1968), p. 3.

cent par habitant pour la dernière décennie ¹, croissance qui n'en reste pas moins inférieure à celle de la plupart des pays industrialisés et ne suffit évidemment pas à promouvoir le développement de l'Amérique latine.

Mais les moyennes statistiques ne donnent qu'une approximation très grossière et cachent d'inquiétants déséquilibres structureaux, qui sont les véritables signes du sous-développement. Il nous faut donc voir en quoi consistent ces déséquilibres, puis examiner si les tendances actuelles permettent d'y remédier ou, au contraire, risquent de les aggraver.

E. Les déséquilibres structureaux : le secteur agricole

[Retour à la table des matières](#)

Près de la moitié de la population latino-américaine vit de l'agriculture. Bien que l'importance relative de ce secteur aille diminuant, il n'en reste pas moins que plus de 40 pour cent de toutes les personnes qui travaillent s'adonnent à des activités agricoles. Plus encore, en chiffres absolus, le nombre des agriculteurs augmente au taux annuel de 1,5 pour cent. C'est la population rurale qui, dans son ensemble, a le niveau de vie le plus bas, et son revenu moyen correspond à la moitié de la moyenne nationale. Le produit par travailleur dans l'agriculture (470 dollars) représente un peu plus du quart de celui du travailleur dans l'industrie (1750 dollars) ². À cela s'ajoute que le produit agricole a augmenté plus lentement que celui de tout autre secteur de l'économie ³, facteur qui, parmi d'autres, a aggravé l'inflation structurelle chronique dont souffrent les pays latino-américains, et freiné le développement général.

Cette évolution peu satisfaisante est due à deux genres de facteurs, liés à la demande et à l'offre de produits agricoles. Du côté de la demande, il importe de signaler les fluctuations considérables du prix des produits de base d'exportation, ainsi que la concentration et l'inégalité prononcées qui caractérisent la répartition des revenus et font obstacle à une augmentation rapide de la consommation de produits agricoles. ⁴ Du côté de l'offre, c'est la rigidité

¹ Nations Unies, CEPAL : *Estudio Económico de América latina, 1967* (New-York, 1970), tableau 1.

² Raoul Prebisch : *Change and Development : Latin America's Great Task* (Washington, Banque inter-américaine pour le développement (B.I.D.), 1970), p. 34.

³ Le taux annuel a été de 3,5 % entre 1950 et 1967. Voir CEPAL : *Estudio Económico de América latina, 1968, op. cit.*, tableau 12.

⁴ La consommation de denrées alimentaires par personne pour la période 1950-1965 a augmenté au rythme annuel de 1,1 %, taux inférieur à la croissance du revenu. Si celui-ci

de la structure de production qui a entravé la croissance de la production agricole.

F. Latifundia et microparcelles

[Retour à la table des matières](#)

L'agriculture latino-américaine typique repose sur un régime foncier où d'énormes propriétés coexistent avec des exploitations minuscules. D'après une étude portant sur sept pays de la région, c'est une petite fraction de la population agricole qui possède ou détient la plus grande partie de la terre et des autres ressources productives rurales. En revanche, la grande majorité des paysans mènent une existence misérable, qu'ils soient propriétaires ou tenanciers de microparcelles qui ne suffisent pas à assurer leur subsistance ou qu'il s'agisse de travailleurs sans terre au service des grands propriétaires et des travailleurs migrants à la merci des marchés ruraux de l'emploi, caractérisés par l'insécurité et l'instabilité. Cette classe brimée et exploitée, privée de protection légale ou sociale et dont les conditions d'existence sont celles que connaissaient les serfs de l'Europe médiévale, représente de 60 à 90 pour cent de la population agricole dans les pays étudiés.¹ Elle a non seulement un niveau de vie et de consommation des plus bas, mais aussi un taux de chômage déguisé élevé, et le gaspillage des ressources humaines atteint des proportions inquiétantes. De plus, la position même qu'elle occupe dans la structure agraire l'a mise en marge des activités politiques institutionnalisées, et elle n'a d'autres moyens d'expression que ces mouvements ou ces soulèvements périodiques que les pouvoirs publics, la plupart du temps, répriment par la violence. Contrastant avec les masses paysannes, l'oligarchie agraire atteint un niveau de consommation élevé et exerce la suprématie sur les structures politiques locales et régionales, lorsqu'elle ne détient pas également le pouvoir à l'échelle nationale. Le monopole dont jouissent les latifundiaires leur permet de gaspiller les ressources naturelles et techniques et de se contenter d'une faible productivité, tout en maximisant leurs bénéfices.

avait été mieux réparti, la demande aurait progressé plus rapidement. Voir R. Prabisch, *op. cit.*, p. 37.

¹ Comité Interamericano de Desarrollo Agrícola (CIDA) : *Tenancia de la tierra y desarrollo socio-económico del sector agrícola : Argentina, Brasil, Colombia, Chile, Ecuador, Guatemala, Peru* (Washington, Organisation des États américains (O.E.A.), 1965-66), 7 volumes. Voir également S. Barraclough et A. Domike : « Agrarian Structure in Seven Latin American Countries » dans l'ouvrage publié sous la direction de Rodolfo Stavenhagen : *Agrarian Problems and peasant Movements in Latin America* (New-York, Anchor, 1970); A. Biron : *Forces paysannes et politiques agraires en Amérique latine* (Paris, Économie et humanisme 1970) ; Centre national pour la recherche scientifique (C.N.R.S.) : *Les problèmes agraires des Amériques latines* (Paris, 1967); et B. Foder : *The Hape of the Peasantry : Latin America's Landholding System* (New-York, Anchor, 1971).

G. Les réformes agraires

[Retour à la table des matières](#)

Une telle structure agraire, socialement injuste, politiquement oppressive et économiquement inefficace, a donc été l'une des causes du retard du secteur agricole, et elle a fait apparaître, avec une insistance toujours croissante, la nécessité de réformes agraires en profondeur. Jusqu'ici, peu nombreux sont les pays de la région qui ont mené à bien de telles réformes. Le premier à le faire, en ce siècle, fut le Mexique qui, en un peu plus de cinquante ans, a réparti 60 millions d'hectares au profit de deux millions et demi de paysans. En Bolivie, à partir de 1954, les latifundiaires furent expropriés ; les cultivateurs - les *colonos*, de véritables serfs - devinrent propriétaires des parcelles qu'ils avaient travaillées, et l'on abolit en même temps le système de corvées que le paysan devait au propriétaire. À partir de la Révolution cubaine de 1959, qui procéda à une réforme agraire radicale dans le cadre de la transformation socialiste de la société, l'idée se propagea à l'ensemble du territoire latino-américain. Cependant, c'est dans deux pays seulement qu'elle s'est traduite dans la réalité avec un certain succès : le gouvernement démocrate-chrétien du Chili a entrepris, en 1964, une réforme agraire qui a été accélérée par l'arrivée au pouvoir du gouvernement socialiste en 1970 ; au Pérou, c'est le régime militaire qui a décrété la réforme agraire en 1969. Ailleurs, en revanche, les changements de la structure agraire ont été insignifiants, voire nuls.

Certes, la redistribution massive de la terre aux paysans est indispensable au développement économique et social des pays latino-américains, mais ce n'est qu'une mesure partielle, dont les avantages seront rapidement dénaturés par d'autres forces si elle ne s'accompagne pas de réformes structurales dans d'autres secteurs. Ainsi, dans quelques pays (Bolivie, Mexique), l'octroi de petites parcelles aux paysans, s'il a bien mis fin au système* de la grande propriété avec son cortège d'effets négatifs, a contribué à multiplier le nombre des très petites exploitations et favorisé l'apparition, à la campagne, de nouvelles structures dominatrices (commerciales et bureaucratiques surtout) qui ne sont pas moins pernicieuses que la grande propriété. Au Chili et au Pérou, on s'efforce actuellement de combattre ces tendances en créant des coopératives agraires et en nationalisant les circuits commerciaux. Les problèmes qui accompagnent les réformes agraires sont donc nombreux et complexes, particulièrement dans les pays où la population agricole demeure nombreuse. En tout cas, ce sont des mesures nécessaires pour créer des emplois à la campagne, pour mieux utiliser les ressources naturelles et techniques et pour augmenter la production agricole. ¹

¹ Voir M.J. Sternberg : « La réforme agraire et l'emploi, notamment en Amérique latine », *Revue internationale du Travail* (Genève, BIT), vol. 95, nos 1-2, janvier-février 1967, pp. 1 à 30.

H. La « polarisation » croissante dans le secteur agricole

[Retour à la table des matières](#)

Toutefois, avec ou sans réforme agraire, on peut distinguer, dans l'agriculture des pays latino-américains, certaines tendances dont les conséquences à long terme n'ont pas encore été suffisamment éclaircies. Ces dernières années, devant la croissance peu satisfaisante de ce secteur, on s'est efforcé avec succès de moderniser la production agricole, même - et surtout - dans les pays qui n'ont pas procédé à une réforme agraire. Les investissements productifs dans l'agriculture, l'assistance technique, la mécanisation en grand, les facilités de crédit, l'ensemble de pratiques qui ont conduit à la « révolution verte », la mise en culture de nouvelles terres grâce à des travaux d'irrigation, etc., tout cela a permis, dans certains cas, d'augmenter rapidement la productivité du sol et la production d'aliments et de cultures industrielles. Des pays qui, naguère, importaient encore une partie de leurs denrées alimentaires se suffisent maintenant à eux-mêmes et sont parvenus à accroître le volume de leurs exportations de produits agricoles. Mais, comme il fallait s'y attendre, les fruits de ces progrès n'ont pas été répartis équitablement : bien au contraire, ils ont contribué à déséquilibrer davantage encore les structures agraires. Dans les pays où il n'y a pas eu de réformes, les grands propriétaires les plus entreprenants sont parvenus à moderniser leurs exploitations (et ils recourent précisément à cet argument pour éviter les réformes), tandis que, dans ceux qui ont connu la réforme agraire (mises à part les expériences socialistes qui sont d'un autre genre), une nouvelle classe de patrons est apparue, qui est parvenue à rassembler entre ses mains la plus grande partie des ressources productives de la campagne et des profits résultant des progrès obtenus. Le Mexique est un exemple frappant de cette situation : malgré la réforme agraire et l'idéal de justice sociale qui l'anime, 0,5 pour cent des exploitants fournissent 32 pour cent du produit agricole.

Si les tendances actuelles se maintiennent, ce secteur moderne minoritaire suffira bientôt à la demande intérieure et extérieure de produits agricoles. Cette perspective ne devrait pas éveiller d'inquiétude, n'étaient certains facteurs essentiels trop souvent perdus de vue quand on met exclusivement l'accent sur l'augmentation de la production et de la productivité. Tout d'abord, ces progrès ne se font pas, comme dans les pays industriels, dans des conditions de pénurie de main-d'œuvre ; au contraire, nous l'avons vu, la population paysanne continue à augmenter en chiffres absolus et le taux de sous-emploi est déjà extrêmement élevé. Or le secteur moderne de l'agriculture a précisément tendance à déplacer la main-d'œuvre en utilisant des techniques de production à fort coefficient de capital. En deuxième lieu, la demande, dans ce secteur, n'est pas élastique à l'infini et l'on a pu constater que, pour certains

produits, il y a rapidement saturation, tout particulièrement sur les marchés extérieurs, qui sont le principal débouché pour les cultures marchandes de l'Amérique latine. ¹ En troisième lieu, les producteurs modernes dynamiques (surtout les plus grands) tendent à éliminer du marché les cultivateurs petits et moyens qui ne pourront soutenir la concurrence. Par conséquent, tandis que se poursuivront la modernisation et l'augmentation de la production dans l'agriculture, on verra une proportion toujours plus grande de la population paysanne se cantonner dans l'agriculture de subsistance et grossir les rangs des travailleurs sans terre. Ce phénomène ne pourra qu'abaisser encore le niveau de vie des masses paysannes et placer celles-ci en marge du développement économique et social. En même temps, il renforcera l'exode rural qui, nous le verrons par la suite, a provoqué, lui aussi, de graves dérèglements structureaux.

I. Urbanisation et industrialisation

[Retour à la table des matières](#)

Le rôle des migrations intérieures devient toujours plus important dans la dynamique démographique de l'Amérique latine. La croissance accélérée des grandes villes pendant les dernières décennies est principalement imputable aux migrations. Les agglomérations urbaines se sont agrandies à un rythme annuel moyen deux fois plus rapide que celui de la population totale, et plus de trois fois supérieur à celui de la population rurale. ² En outre, la population urbaine tend à se concentrer dans les grandes zones métropolitaines. ³ La manifestation la plus visible de cette hyperurbanisation est la multiplication des villes-champignons qui entourent toutes les grandes cités latino-américaines et que l'on nomme favelas au Brésil, *callampas* au Chili, *ranchos* au Venezuela, *Barriadas* au Pérou ou *villas miseria* en Argentine. Ces quartiers sont généralement dépourvus des installations les plus élémentaires et ils se

¹ Certaines exportations agricoles latino-américaines rencontrent une concurrence croissante de la part d'autres producteurs du Tiers-monde. D'autres, utilisées dans l'industrie, sont peu à peu remplacées par des produits synthétiques fabriqués dans les pays industrialisés eux-mêmes. Pour plus de détails sur la question, voir CEPAL : *Estudio Económico de América Latina, 1967, op. cit.,* chapitre III, et *Estudio Económica de América Latina, 1968, op. cit.,* chapitre III.

² Voir Nations Unies : *La croissance de la population mondiale urbaine et rurale, 1920-2000* (New-York, 1970), tableau II.

³ Ainsi, Buenos Aires groupe 34 % de la population de l'Argentine; Rio de Janeiro et Sao Paulo ensemble, 15% de celle du Brésil; Santiago, 26 % de celle du Chili; Montevideo, 46 % de celle de l'Uruguay; Caracas, 18 % de celle du Venezuela; Lima, 16 % de celle du Pérou et Mexico, 14 % de celle du Mexique. Voir « El desarrollo urbano en América Latina », dans l'ouvrage publié par la B.I.R.D., Fonds fiduciaire de progrès social : *Progreso Socio-Económica an América Latina*, Octavo Informe Anual, 1968 (Washington, 1969), p. 376.

caractérisent par les matériaux de fortune employés par les habitants eux-mêmes pour construire leurs précaires abris. ¹

Mais ce sont des problèmes de structure beaucoup plus profonds que l'insuffisance des services urbains ou des logements que l'urbanisation amène au grand jour. En Amérique latine, en effet, contrairement à ce qui s'est produit dans les pays développés, l'urbanisation ne s'accompagne pas d'une industrialisation correspondante. Certes, celle-ci a fait des progrès. Pendant les vingt dernières années, le secteur industriel a connu un taux annuel de croissance de 6 pour cent, supérieur à celui de l'économie dans son ensemble (4,8 pour cent), et il représente actuellement le quart du produit total ². Mais, et ceci est essentiel pour comprendre ce qui se passe en Amérique latine, le taux d'activité dans l'industrie reste stationnaire, aux environs de 14 pour cent, et tend même à diminuer. ³ Cela revient à dire que la production, dans ce secteur, augmente plus rapidement que l'emploi ou, en d'autres termes, que l'industrie n'est pas parvenue à absorber le surplus de main-d'œuvre dû à l'expansion démographique et, comme nous l'avons vu, à l'exode rural. Par conséquent, même si la productivité augmente dans les activités industrielles, une part toujours plus grande de la population active doit chercher un emploi dans le secteur tertiaire, c'est-à-dire dans le commerce et les services.

Effectivement, le secteur tertiaire occupe aujourd'hui le tiers de la main-d'œuvre et fournit la même proportion du produit total. De plus, pendant les dix dernières années, il a absorbé la moitié de l'augmentation de la population active. ⁴ Mais il importe de souligner que ce secteur n'est pas homogène. À côté de services fondamentaux nécessaires à l'économie, les statistiques qui s'y rapportent comprennent toute une série d'activités non déterminées, le petit commerce ambulante, les services domestiques, etc., dont la productivité est basse et qui dissimulent souvent un degré élevé de chômage et de sous-emploi. Or ce sont ces occupations de type marginal qui gagnent en importance au présent stade du développement latino-américain.

¹ On a souvent cherché à estimer l'importance numérique des habitants marginaux de ces bidonvilles. D'après un calcul récent, il s'agirait de 30 millions de personnes, soit le quart de toute la population urbaine de l'Amérique latine. Voir Centro para el desarrollo económico y social en América Latina (D.E.S.A.L.) : *Marginalidad en América Latina : un ensayo de diagnóstico* (Barcelone, Editorial Herder, 1969), p. 44. Plusieurs gouvernements ont pris des mesures pour améliorer ces quartiers marginaux ou les éliminer. Ainsi, on s'efforce parfois de leur fournir des services publics (électricité, eau, égouts, pavage des rues, installations de téléphones publics, etc.). À Rio de Janeiro, on a procédé à une vaste « défavelisation » en détruisant les *favelas* du centre et en déplaçant les habitants dans des logements populaires éloignés, ce qui a eu pour résultat d'imposer à ces gens des trajets beaucoup plus longs pour se rendre à leur travail et des frais de déplacement plus élevés, sans que leur niveau de vie en soit amélioré. À Lima, le concept même de *barriada* a été banni de la langue officielle, et le gouvernement cherche à procéder à des améliorations grâce à une institution nouvelle, l'« Oficina de Pueblos Juvenes » (Bureau des quartiers jeunes).

² Voir Nations Unies, CEPAL : *Estudio Económico de América Latina, 1970, première partie*, « La Economía de América Latina en 1970 » (document polycopié E/CN. 12/868, 1971), p. 8.

³ CEPAL : *Estudio Económico de América Latina, 1968, op. cit.*, tableau 21.

⁴ *Ibid.*, tableau 22. Pour plus de détails sur la poussée du secteur tertiaire dans l'économie latino-américaine voir F.H. Cardoso et J.L. Reyna : « Industrialização, Estrutura ocupacional o Estratificação Social en América Latina », *Bados* (Rio de Janeiro), nos 2-3, 1967.

J. La marginalité structurale

[Retour à la table des matières](#)

L'évolution actuelle de l'emploi conduit à une « marginalité structurale » croissante. Non seulement le développement économique à court et à moyen terme ne saurait éliminer cet état de choses, mais il tend même à aggraver la situation. Le concept de marginalité a donné matière à bien des discussions. Sans entrer dans les détails, il suffira de dire ici qu'il s'applique, en termes généraux, à la partie de la population latino-américaine qui, en raison de son insertion précaire dans la structure professionnelle du pays, a les niveaux de vie et de revenu les plus bas et se trouve, par conséquent, dans l'impossibilité de profiter de la croissance économique. À cette situation par rapport à l'emploi s'ajoutent d'autres particularités : manque d'instruction, participation limitée à la vie politique, niveau infime de consommation et d'épargne, sous-emploi chronique, qualifications professionnelles insuffisantes liées à une grande instabilité de l'emploi, pratique de multiples petites occupations peu rentables, etc. ¹.

Somme toute, ce que l'on a appelé la « masse marginale » a tous les caractères du sous-prolétariat. Certains seront tentés d'assimiler cette population au lumpenprolétariat de la littérature marxiste du XIXe siècle, mais la comparaison n'est pas valable, car il s'agit de structures socio-économiques totalement différentes. D'autres parleront, peut-être, d'une « armée de réserve industrielle », en s'inspirant des analyses marxistes du capitalisme industriel européen du siècle dernier. Mais, alors que le trait essentiel de cette « armée » était sa capacité de concurrence et la possibilité qu'elle avait de remplacer les ouvriers industriels, favorisant ainsi la baisse des salaires, la masse marginale latino-américaine n'est nullement en mesure, pour les raisons que nous avons déjà vues (notamment à cause de son bas niveau de qualification professionnelle), d'entrer en compétition avec une classe ouvrière industrielle syndicalisée et dotée de la formation toujours plus poussée que requiert l'industrialisation contemporaine. Tandis qu'en Europe les marginaux de l'époque finissaient par être absorbés par des procédés d'industrialisation relativement primitifs qui demandaient une main-d'œuvre abondante, ceux de l'Amérique latine sont réellement mis en marge, et de manière toujours plus accentuée, des activités liées au développement économique. En outre, parce qu'elle résulte de la

¹ Voir notamment DESAL, *op. cit.* ; Nations Unies : *El cambio social y la política de desarrollo social en América Latina* (New-York, 1969), chapitre V ; numéro spécial de la *Revista Latinoamericana de Sociología*, no 2, 1969, consacré à la marginalité en Amérique latine ; Anibal Quijano : *El proceso de marginalización y el mundo de la marginalidad en América Latina* (New-York, Nations Unies, CEPAL, Division des questions sociales, 1970), document polycopié et le chapitre suivant.

« polarisation » croissante de la structure agraire à laquelle nous avons déjà fait allusion et de l'incapacité du secteur industriel moderne d'absorber la main-d'œuvre assez rapidement, la marginalité structurale met en lumière un autre des problèmes fondamentaux de l'Amérique latine contemporaine, celui du chômage et du sous-emploi. En effet, on a estimé que le chômage équivalant (c'est-à-dire la sous-utilisation des ressources humaines par rapport au potentiel total de travail) correspondrait au tiers des ressources de main-d'œuvre de la région ¹.

Malgré ces termes de marginalité ou de marginalisation, il ne faudrait pas croire qu'il s'agit d'une population qui se trouve, pour ainsi dire, « en dehors du système ». Au contraire, c'est une population intégrée à une certaine structure du pouvoir, mais intégrée au niveau le plus bas, et qui souffre des formes les plus aiguës de la domination et de l'exploitation. Certes, on pourrait soutenir que les populations marginales ne contribuent guère, si tant est qu'elles y contribuent, aux activités productives (les économistes parlent souvent de main-d'œuvre excédentaire dont la productivité marginale tend vers zéro) ; il n'en reste pas moins qu'elles sont indispensables pour maintenir le niveau de consommation de la bourgeoisie et de la classe moyenne en leur fournissant toutes sortes de services personnels, contre une rémunération extrêmement basse. C'est dans ce sens que l'on peut dire des marginaux que ce sont les « surexploités » des pays latino-américains.

Ces diverses considérations nous permettent de tirer les conclusions suivantes :

— premièrement, être marginal ne signifie pas être à côté ou en dehors du processus de développement économique, et le terme ne s'applique pas à des populations qui, simplement, sont restées à la traîne des secteurs modernes, comme le voudraient certaines théories dualistes à la mode ;

— deuxièmement, la marginalité ne tend pas à disparaître avec le développement de l'agriculture, de l'industrie et de l'économie en général ;

— troisièmement, la marginalité est au contraire un phénomène inséparable du genre de développement que connaît l'Amérique latine, elle est même engendrée par ce développement, et en constitue donc un sous-produit. Plus l'économie se développera dans le cadre des structures sociales et politiques actuelles, plus la marginalité sera accentuée.

¹ CEPAL : *Estudio Económico de América Latina, 1968, op. cit., p. 30*. D'après une publication plus récente, le chômage serait de 40 %. Voir *idem* : *Estudio Económico de América Latina, 1969, op. cit., pp. 6 et 17*.

K. Le développement dépendant

[Retour à la table des matières](#)

Mais enfin, quel est donc ce genre de développement qui, tout en entraînant dans certains secteurs des taux élevés de croissance de la production et de la productivité, provoque la marginalisation et la paupérisation de masses urbaines et rurales toujours plus imposantes ? Il s'agit d'un développement dépendant, d'un développement dont les principales coordonnées sont fournies par la dépendance des pays latino-américains à l'égard de l'extérieur ¹.

En effet, les contradictions que nous avons relevées ne peuvent être comprises si l'on ne tient *pas compte* de la façon dont l'histoire a amené l'économie latino-américaine à s'intégrer au marché mondial et, en particulier, à un système international hiérarchisé de domination qui, par ses effets, a marqué définitivement les possibilités de développement des pays de la région. Voyons quelques-uns des principaux facteurs qui conditionnent le développement dépendant.

1. La détérioration des termes de l'échange

[Retour à la table des matières](#)

Premier point à souligner, les taux de croissance économique des pays latino-américains suivent en général

l'évolution des exportations des matières premières. Sur l'ensemble des exportations de la région, 90 pour cent sont des produits de l'agriculture et des mines ². Leurs principaux débouchés sont les pays industriels, notamment les

¹ Depuis quelques années, on trouve une documentation de plus en plus importante sur ces problèmes. Voir notamment F.H. Cardoso et E. Faletto : *Dependencia y desarrollo en América Latina* (México, Siglo XXI, 1969) ; T. Dos Santos : « Dependencia y cambio social », *Guadernos de Estudios Socio-económicos*, no 11, (Santiago-du-Chili, Université du Chili, 1970) ; A. Ferrer et coll. : *La dependancia politico-económica de América Latina* (México, Siglo XXI, 1969) ; André Gunter Frank : *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine* (Paris, Maspéro, 1969) ; C. Furtado : *Obstacles to Development in Latino America* (New York, Anchor, 1970) ; K. Griffin : *Underdevelopment in Spanish America* (Londres, Allen et Unwin, 1969) ; H. Jaguariba et coll. : *La dominación de América Latina* (Lima, Monclea, 1968) ; R.P. Marini : *Sub-desarrollo y Revolución* (México, Siglo XXI, 1969) ; O. Sunkel et P. Paz : *El sub-desarrollo latinoamericana y la teoria del desarrollo* (Mexico, Siglo XXI, 1970).

² CEPAL : *Estudio Económico de América Latina*, 1968, op. cit., p. 63.

États-Unis. Or, bien que la valeur des exportations latino-américaines ait augmenté de près de 60 pour cent

pendant la dernière décennie, leur part dans l'ensemble des exportations mondiales est allée diminuant ¹, et il est fort probable que cette tendance se maintiendra. En outre, comme partout, les termes de l'échange se détériorent peu à peu au préjudice des pays exportateurs de matières premières. C'est-à-dire que, tandis que le prix de leurs produits d'exportation est à la baisse, celui des importations - qui proviennent surtout des pays industriels - tend à augmenter ou à demeurer relativement stable. Ce rapport peut s'exprimer par un indice, qui permet de chiffrer à plus de 30 pour cent, entre 1950 et 1968, l'aggravation de la situation pour l'Amérique latine ². En d'autres termes, nous devons exporter davantage pour maintenir au même niveau nos revenus et nos importations. Ainsi, déjà dans ce domaine du commerce des produits, les pays latino-américains s'appauvrissent relativement par rapport aux nations industrialisées.

2. L'industrialisation par le remplacement des importations

[Retour à la table des matières](#)

En deuxième lieu, l'industrialisation joue un rôle de première importance dans le développement dépendant. Ses débuts, en Amérique latine, remontent à la fin du XIXe siècle ou au début du nôtre, mais c'est à la suite de la crise mondiale des années trente que son rythme s'est accéléré. Sa caractéristique la plus frappante est d'avoir eu pour base ce que l'on appelle le remplacement des importations ³ : la production industrielle se développe parce que le déclin des exportations impose des limites à la capacité d'importer. Mais, au lieu de permettre aux pays de ne plus dépendre pour leur croissance du niveau des importations, le processus a simplement amené le remplacement de certains biens importés par d'autres, aggravant la dépendance extérieure. En effet, pour produire sur place les biens de consommation précédemment achetés à l'étranger, pour lesquels il existait déjà un marché, il fallait importer des semi-produits et des biens d'équipement. Les possibilités d'expansion de ce type d'industrialisation sont bloquées par les limites d'un marché composé d'un

¹ La part, qui était de 11 % en 1950 n'était plus que de 4,8 % en 1969. Voir CEPAL : *Estudio Económico de América Latina, 1969, op. cit.*, tableau 9.

² *Ibid.*, troisième partie, « La relación de precios del intercambio en América Latina ». Le pouvoir d'achat de nos exportations n'a augmenté que de 2,7 % par année pendant les vingt dernières années, bien que leur volume ait presque doublé. Voir Prebisch, *op. cit.*, p. 50.

³ Voir Nations Unies : *The Process of Industrial Development in Latin America* (New-York, 1966) et M.C. Tavares : « Auge y declinación del proceso de substitución de importaciones en el Brasil », *Boletín Económico de América Latina* (New-York, Nations Unies), vol. IX, no 1, 1964.

nombre réduit de consommateurs à revenus élevés. Comme le dit un document officiel des Nations Unies, « le remplacement peu judicieux des importations a eu pour résultat une industrialisation extensive qui, à son stade actuel, se caractérise par la distorsion de sa structure, peu efficace dans d'importants domaines et fort coûteuse. On s'est efforcé de produire tout ce qui était le plus avantageux pour l'entreprise privée, nationale ou étrangère, selon la demande du marché. C'est ainsi que, surtout dans les pays les plus avancés, ce sont les industries productrices de biens de consommation durables qui ont pris de l'expansion, au détriment des activités stratégiques du développement... L'installation de nombreuses usines de dimensions inadéquates a provoqué un gaspillage de capital et une productivité trop basse. On n'obtient pas d'économies d'échelle là où il le faudrait et une grande partie des moyens de production restent oisifs. Le manque de spécialisation dans les entreprises industrielles contribue aussi à élever les coûts... Ces facteurs expliquent, en partie, l'importance qu'acquiert l'emprise étrangère sur les établissements latino-américains » ¹.

3. *Les sociétés multinationales*

[Retour à la table des matières](#)

Ces considérations nous amènent au troisième facteur qui joue un rôle fondamental dans le développement dépendant de l'Amérique latine, c'est-à-dire le contrôle croissant que les grandes sociétés multinationales, nord-américaines surtout, y exercent sur le processus d'industrialisation. Autrefois, les investissements étrangers se concentraient sur les services publics (chemins de fer, électricité), les plantations (bananeraies de l'Amérique centrale ou canne à sucre de Cuba), les mines (par exemple, le cuivre du Chili) et le pétrole (le cas le plus connu est celui du Venezuela). Mais, avec l'industrialisation, ces investissements se sont dirigés peu à peu vers le secteur des manufactures (ainsi que, à un moindre degré, vers la finance), de sorte que la domination étrangère ne s'exerce plus seulement sur le secteur extérieur de l'économie latino-américaine, celui qui exporte sa production, mais, et toujours davantage, sur le marché intérieur lui-même. Ainsi, sur l'ensemble des investissements directs faits par les États-Unis en Amérique latine, plus de 30 pour cent sont placés dans les industries de transformation, et ils vont augmentant à un rythme beaucoup plus rapide que dans tout autre secteur ².

Les activités des sociétés multinationales en Amérique latine présentent plusieurs caractéristiques importantes. Tout d'abord, contrairement à ce que l'on pense généralement, la plus grande partie du financement de ces investissements ne correspond pas à un apport net de nouveaux capitaux, mais provient de réinvestissements des entreprises elles-mêmes et des marchés

¹ CEPAL : *Estudio Económico de América Latina, 1969, op. cit., p. 9.*

² CEPAL : *Estudio Económico de América Latina, 1970, op. cit., troisième partie, chapitre I, tableaux 2 et 3.*

locaux des capitaux ¹. En deuxième lieu, ce qui semble être un investissement étranger n'est souvent pas autre chose que l'achat d'entreprises nationales par des sociétés étrangères, opération qui s'accompagne, évidemment, du rapatriement de bénéfices. Cette tendance s'est manifestée dans de nombreuses industries, ainsi que dans la banque et la finance, et elle conduit à la dénationalisation de l'économie des pays latino-américains ². Troisièmement, la plupart des entreprises étrangères sont les filiales de sociétés multinationales dont le siège se trouve en dehors du pays et qui ont des intérêts divers dans de nombreuses parties du monde. Par conséquent, les décisions qui touchent la filiale installée dans un pays d'Amérique latine ne correspondent pas toujours aux besoins de l'économie locale, mais sont plutôt celles qui conviennent à la direction du conglomérat. Il peut s'agir de questions telles que le rythme et le volume de la production, les prix à la consommation, les techniques employées, l'amortissement et le renouvellement du matériel, l'emploi de main-d'œuvre, la provenance et le coût des matières premières ou des semi-produits utilisés, etc. Quatrièmement, la dénationalisation est particulièrement accentuée dans les secteurs industriels de pointe, c'est-à-dire ceux qui contribuent le plus largement à la croissance générale. Enfin, c'est également dans ces secteurs que la nouvelle dépendance technologique est la plus marquée. Ainsi, non seulement le coût des techniques importées augmente pour les pays latino-américains, mais encore ces techniques, à haute densité de capital, ne contribuent pas à créer des emplois ³.

¹ *Ibid.*, pp. 22-30.

² Voir Prebisch, *op. cit.*, p. 156. Pour les Nations Unies il y a dénationalisation quand l'industrie nationale se développe plus lentement que l'activité des entreprises étrangères dans le pays. Voir *Estudio Económico de América Latina, 1970, op. cit.*, p. 66.

³ Le rapport des Nations Unies mentionné ci-dessus est fort éloquent en ce qui concerne le transfert de techniques. Ainsi, à propos des investissements nord-américains à l'étranger, il relève que « les innovations techniques adoptées par une filiale tendront en général à renforcer la capacité de concurrence des États-Unis, et non celle du pays où l'entreprise en question est établie » (p. 52). Le fait que ces filiales doivent acheter des procédés techniques dans certaines régions permet d'avancer l'hypothèse « que ces filiales ne procèdent pour ainsi dire à aucun travail de recherche et de mise au point et n'aident donc pas l'industrie locale à progresser ; au contraire, cela augmente l'écart technologique entre le pays d'origine et celui où la filiale exerce ses activités. Par conséquent, il ne serait guère raisonnable d'espérer que la présence de sociétés internationales permettra de remédier à un retard technique relatif, et moins encore de penser atteindre, par ce moyen, une position concurrentielle sur le marché international des produits manufacturés » (p. 53). Ainsi, quand les entreprises nord-américaines vendent à leurs filiales à l'étranger des techniques à des prix élevés, elles contribuent aussi à financer le développement technologique des États-Unis eux-mêmes. « De 1957 à 1965, l'exportation de technologie par l'intermédiaire des filiales augmentait plus de trois fois plus vite que ne le faisait l'exportation de marchandises, un peu moins de deux fois plus rapidement que les recettes provenant des revenus des capitaux placés à l'étranger et près de deux fois et demie plus vite que les ressources allouées par l'industrie des États-Unis à des activités de recherche fondamentale et appliquée. Si ces tendances devaient se maintenir, en 1980, le solde de la balance des comptes au titre des acquisitions et des ventes de procédés techniques équivaldrait à 18 % des exportations de marchandises, 69 % des recettes provenant des revenus des capitaux placés à l'étranger, 55% des ressources que l'industrie des États-Unis consacre à la recherche et à la mise au point et 26 % de l'ensemble des fonds alloués par ce pays à la recherche et au développement de l'industrie. Par conséquent, l'expansion des filiales à l'étranger engendrerait des ressources, au seul titre du transfert de techniques, pour une valeur équivalant à plus de la moitié de celles que l'industrie des États-Unis investit pour conserver sa suprématie technique. » (p. 55.) En d'autres termes, la dépendance technologique non seulement fait obstacle au développement de

4. *L'aide internationale et la « décapitalisation » de l'Amérique latine*

[Retour à la table des matières](#)

Enfin, un autre élément important, dans la dépendance des pays latino-américains, est ce que l'on appelle « l'aide internationale », qui se présente généralement sous forme de crédits publics mis à la disposition des gouvernements. Tout d'abord, il importe de rappeler que cette « aide » n'est pas octroyée de manière désintéressée, mais qu'elle est subordonnée à des considérations politiques ou commerciales. S'agissant de crédits ou de financements bilatéraux, cela est notoire, mais le cas se présente aussi avec les organismes multilatéraux¹. Outre cette caractéristique, les financements internationaux ont pour principal résultat d'augmenter notablement l'endettement de l'Amérique latine et d'obliger celle-ci à consacrer une part croissante des recettes obtenues à l'étranger au remboursement de ces dettes ; pis encore, ils n'ont permis d'améliorer ni les taux de croissance économique dans la région, ni la formation intérieure de capital. Au contraire, d'après des calculs faits pour douze pays latino-américains, plus l'apport de capitaux étrangers est important, plus le taux de la croissance nationale est bas. Cela est imputable au fait que le financement extérieur, loin de stimuler l'épargne et le taux d'investissement intérieur, contribue bien plutôt à élever le niveau de consommation des classes les plus favorisées².

Si l'on ajoute aux amortissements et aux intérêts sur les crédits reçus le rapatriement de bénéfices des investissements privés étrangers, les paiements faits pour l'acquisition de procédés techniques, etc. (c'est-à-dire les divers services du capital), on aura une idée des effets que ces financements peuvent avoir sur l'économie des pays latino-américains. Entre 1955 et 1966, le paiement de ces services a augmenté au rythme annuel de 9 pour cent, taux supérieur à celui de la croissance économique et de l'augmentation des exportations. Pendant la même période, le rapport entre ces services et les

l'Amérique latine, mais contribue aussi à renforcer la prédominance des États-Unis dans ce domaine.

¹ Voir T. Hayter : *Aid as Imperialism* (Londres, Penguin, Books, 1970). De nombreux cas de crédits internationaux attribués en vue de projets spéciaux, qui doivent évidemment être remboursés, avec des intérêts, par la nation qui les reçoit, peuvent servir d'illustration. Par exemple, un petit pays de l'Amérique centrale a reçu plusieurs millions de dollars pour la construction d'un aéroport moderne (construit par une entreprise étrangère) auquel s'arrêtent surtout les avions à réaction d'une compagnie étrangère dans lesquels voyage, presque exclusivement, le personnel de direction d'autres compagnies étrangères. Nous pensons aussi à tel pays andin qui doit rembourser un crédit important utilisé pour construire des routes conduisant à des régions semi-dépeuplées dont l'utilité principale n'est nullement en rapport avec le développement économique du pays, mais bien avec les critères généraux de la « sécurité de l'hémisphère ».

² Voir Griffin, op. cit., pp. 121-124.

recettes obtenues grâce aux exportations de marchandises et de services a passé de 21 à 35 pour cent¹. En d'autres termes, l'Amérique latine doit consacrer aux services du capital étranger plus du tiers des devises que lui valent ses exportations. En ce qui concerne les seuls États-Unis, la différence entre les nouveaux apports de capital et le rapatriement de bénéfices a laissé à l'Amérique latine un solde négatif de près de 7 milliards de dollars pour la période allant de 1960 à 1968². Cela montre à l'évidence que ce que l'on appelle l'aide internationale non seulement accentue la dépendance de la région, mais conduit aussi à une décapitalisation croissante.

En dernier ressort, le financement extérieur pourrait se justifier s'il permettait d'accélérer le rythme des investissements intérieurs et du développement. Mais tel n'a pas été le cas en Amérique latine. La proportion croissante de leur revenu que les pays de la région doivent consacrer au service de leur dette extérieure et du capital étranger, s'ajoutant à la détérioration des termes de l'échange, est cause que la part des ressources nationales disponibles pour les investissements, qui était de 17,5 pour cent du produit total en 1950, s'est réduite à 14,5 pour cent à la fin des années soixante³. Non seulement le taux d'investissement s'est élevé plus lentement que le produit total, mais la consommation individuelle s'est accrue moins rapidement que ne l'a fait l'économie⁴.

L. Les bourgeoisies « consulaires »

[Retour à la table des matières](#)

Les diverses tendances mentionnées jusqu'ici ont évidemment d'importantes conséquences sociales et politiques et, inversement, le comportement de l'économie latino-américaine ne peut se comprendre qu'en fonction de la structure du pouvoir et des classes sociales. Le lien entre l'économie nationale et les marchés internationaux se fait par l'intermédiaire des classes dirigeantes et il est marqué par leur manière d'agir : dépendantes envers l'étranger, elles exercent leur domination à l'intérieur. Par conséquent, l'avenir de l'Amérique latine ne dépend pas tant du cours international de ses produits d'exportation que des changements que ses peuples eux-mêmes seront capables d'apporter à la structure politique et sociale interne.

¹ CEPAL : *Estudio Económico de América Latina*, 1968.

² CEPAL : *Estudio Económico de América Latina*, 1970, *op. cit.*, troisième partie, chapitre 1, p. 57.

³ Prebisch, *op. cit.*, p. 60. En revanche, l'envoi de fonds à l'étranger a passé à 5 % du produit total en 1966-1968.

⁴ *Ibid.*, tableau 14. Entre 1950 et 1968, le taux cumulatif annuel de croissance du produit par habitant a été de 2,2 % ; celui de la consommation, de 2,1 % ; celui des ressources consacrées aux investissements, de 12 %.

Si les taux de développement, en Amérique latine, n'ont pas été plus élevés ; si le contrôle des secteurs-clés de l'économie a pu passer en mains étrangères ; si les taux d'investissement tendent à diminuer et la fuite des capitaux à augmenter, si les niveaux de consommation des masses vont empirant, c'est parce que les classes dirigeantes non seulement n'ont nullement cherché à renverser ces tendances, mais encore en ont été les principaux promoteurs, et les grands bénéficiaires. Ces classes dirigeantes, dont le comportement reflétait précisément la subordination et la dépendance de l'économie des pays latino-américains par rapport aux pays dominants, sont l'oligarchie traditionnelle, celle des propriétaires fonciers qui, dans de nombreux pays, a occupé le sommet de la pyramide du pouvoir jusqu'à une date très récente ; les groupes commerciaux et financiers liés à l'exportation et à l'importation (c'est-à-dire les éléments de la classe bourgeoise que les auteurs marxistes qualifient de « compradores ») ; enfin, les industriels des époques plus proches. En d'autres termes, ce sont des bourgeoisies en quelque sorte « consulaires », dont les possibilités de suprématie à l'intérieur ont été fonction de leur propre dépendance envers l'étranger. Évidemment, ce processus ne s'est pas développé sans conflits, et l'histoire de chaque nation a ses particularités que l'on ne saurait généraliser à l'échelle latino-américaine. Ainsi, à diverses époques, il y eut dans quelques pays des tentatives d'industrialisation nationale qui se heurtèrent aux intérêts du secteur extérieur (exportateur et importateur) et qui furent, généralement, sur le plan politique, mises en échec par ces intérêts, parfois à la suite d'interventions étrangères ¹. D'autre part, on a pu utilement distinguer, à des fins d'analyse, les pays où le secteur extérieur de l'économie constituait une enclave sous contrôle direct de l'étranger de ceux dans lesquels la production destinée à l'extérieur se trouvait principalement sous l'autorité de groupes d'employeurs nationaux. Dans le second cas, les possibilités de voir surgir une bourgeoisie industrielle nationale sont meilleures ².

De toute façon, comme on peut le voir en analysant les données fournies par les Nations Unies, les possibilités qu'ont les bourgeoisies nationales latino-américaines de promouvoir d'une manière indépendante le développement économique de leur pays se réduisent de plus en plus. Comme l'industrialisation dépend toujours davantage de l'étranger, techniquement et financièrement, les entrepreneurs industriels latino-américains ne peuvent que jouer un rôle subalterne à l'égard des entreprises multinationales ou, en mettant les choses au mieux, un rôle complémentaire.

¹ Voir André Gunter Franck : *Lumpenbourgeoisie et lumpen-développement* (Paris, Maspéro, 1971).

² Voir Cardoso et Faletto, *op. cit.*

M. L'intégration économique régionale

[Retour à la table des matières](#)

Depuis quelques années, l'intégration économique de la région est proposée comme remède à l'étroitesse des marchés intérieurs nationaux et l'on prétend que, dans le cadre d'un marché commun, les hommes d'affaires latino-américains Pourraient tirer pleinement parti de leurs capacités. Cependant, non seulement les progrès de l'intégration ont été extrêmement lents (et ils ont même tendance à ralentir encore)¹, mais l'on voit clairement que les principaux avantages en iront aux États qui sont déjà les plus développés et les plus puissants de la région et, plus encore, aux entreprises multinationales non latino-américaines qui, grâce à l'intégration régionale, parviennent à affermir encore leur emprise économique².

N. L'inégalité de la répartition des revenus

[Retour à la table des matières](#)

La position privilégiée réservée aux classes dirigeantes latino-américaine dans le processus de développement dépendant peut être illustrée par quelques données sur la répartition des revenus. La faiblesse du revenu national moyen n'empêche pas les couches supérieures de la société d'avoir un niveau de vie comparable, voire supérieur, à celui des groupes analogues dans les pays industriels. En effet, le tiers des revenus se concentre entre les mains de 5 pour cent de la population, tandis que 50 pour cent des habitants - la moitié la plus pauvre - ne disposent que de 13 pour cent du revenu total³. Il est indéniable qu'une répartition aussi inégale ait été l'une des principales causes du sous-développement.

Les chiffres sur le revenu montrent combien la structure des classes est polarisée en Amérique latine. Cependant il faut signaler, aussi, que cette

¹ Voir CEPAL : *Estudio Económico de América Latina, 1970, op. cit.*, première partie, chapitre III.

² Voir Prebisch, *op. cit.*, pp. 167-170, ainsi que M. Jiménez Lascaro : *Interración imperialisme* (México, Nuestro Tiempo, 1968).

³ Naciones Uniches, *La distribución del ingreso en América Latina* (New-York, 1970), p. 33.

polarisation ne se manifeste pas seulement parmi les couches de la population, mais aussi, et concrètement, entre secteurs économiques et régions. Ainsi, le secteur moderne comprend les activités les plus productives de l'industrie, de l'agriculture et des services, qui assurent des revenus relativement élevés à une part de la population qui, certes, est en augmentation, mais représente encore une fraction minime du total. A l'autre pôle, une proportion croissante de la population est attachée à des activités à bas rendement telles que l'exploitation de micropropriétés et l'agriculture de subsistance, l'artisanat traditionnel (qui est peu à peu remplacé par l'industrie) et les occupations marginales du secteur des services auxquelles nous avons déjà fait allusion. Cette polarisation s'accroît, car les activités du secteur moderne tendent à se développer dans un circuit relativement fermé qui, au contraire de ce que l'on suppose généralement, n'incorpore pas automatiquement les masses marginales mais contribue plutôt, comme nous l'avons déjà relevé, à les rendre encore plus marginales.

O. Le colonialisme interne

[Retour à la table des matières](#)

À un autre niveau, la polarisation se produit, sur une base écologique, entre les diverses régions de chaque pays. Ainsi, nous avons vu que les activités productives et le revenu se concentrent dans certaines zones dynamiques (grands centres urbains, régions agricoles à haut rendement, etc.), tandis que des territoires périphériques demeurent essentiellement sous-développés. Non seulement l'écart augmente entre ces différentes régions, mais, généralement, elles sont si étroitement liées que le développement des unes a pour conséquence le sous-développement des autres. Divers mécanismes, parmi lesquels il faut signaler les prix, les salaires, le crédit, la politique fiscale, les mouvements de capitaux et les migrations, entrent en jeu pour provoquer la décapitalisation progressive des régions retardées et le déplacement des ressources vers les régions avancées. C'est le cas, par exemple, des rapports entre le nord-est misérable et le sud-est industrialisé du Brésil ; entre Buenos Aires et les provinces de l'intérieur en Argentine ; entre la région de la montagne et celle de la côte au Pérou ; entre la zone du centre et du nord-ouest, d'une part, et le reste du Mexique (surtout le sud-est), d'autre part. Cette opposition métropole-satellite à l'intérieur des pays, s'ajoutant aux autres formes de polarisation déjà mentionnées, constitue une sorte de colonialisme interne qui est encore renforcé par la structure du pouvoir politique et, dans certains pays, par les rapports inter-ethniques entre différentes fractions de la population (par exemple entre indigènes et métis) ¹.

¹ Pour plus de détails sur le colonialisme interne, voir P. Consález Casanova : *Sociología de la explotación* (México, sur l'Amérique latine ». A propos des relations métropole/satellite : voir Frank, op. cit., ainsi que Nations Unies : *La distribución del ingreso en América Latina*, op. cit. chap. III ; Griffin, op. cit., pp. 63-65, et l'ouvrage publié sous la direction de P. Havens et W.L. Flinn : *Internal Colonialism and Structural Change in Colombia* (New-York, Praeger, 1970).

P. Nécessité de réformes de structure

[Retour à la table des matières](#)

Le colonialisme interne est l'un des supports du sous-développement qu'il est nécessaire de briser pour sortir du cercle vicieux de la pauvreté, du retard, de la dépendance extérieure et de la domination intérieure. Tous les grands problèmes actuels de l'Amérique latine peuvent se résumer en un : il faut trouver le moyen de rompre ce cercle vicieux. Pour ce faire, les diverses forces en jeu préconisent des modèles différents de transformation sociale.

Pour maintenir la dynamique actuelle de la croissance économique, le taux d'augmentation du produit doit aller toujours en s'élevant, et c'est pourquoi hommes d'État et techniciens réclament un accroissement des investissements et de la productivité du travail. Il y a une dizaine d'années, la malchanceuse Alliance pour le progrès proposait déjà hautement des buts de développement qui ne purent être atteints ¹. Actuellement, on voudrait fixer comme objectif minimum un taux annuel de croissance du produit de 7 et 8 pour cent pour la prochaine décennie, mais les mesures proposées à cet effet sont celles mêmes qui, jusqu'ici, n'ont démontré que leur inefficacité ². Il est probable que les dirigeants latino-américains, afin de maintenir et d'élever le taux de croissance économique et de préserver une apparence de développement mesurée en moyennes statistiques, continueront à favoriser tout particulièrement le secteur moderne. Certes, pareille politique est importante sous de nombreux aspects, mais, comme nous l'avons signalé, elle contribue à aggraver les déséquilibres de structure qui caractérisent le sous-développement.

D'autre part, ces mêmes déséquilibres ont engendré des pressions sociales et politiques toujours plus fortes, exercées par les masses populaires qui réclament une plus large part des fruits de la croissance économique, une meilleure répartition du revenu, de nouvelles possibilités de travail et d'emploi et une plus grande participation aux activités politiques. Les formes que revêtent ces pressions sont diverses (et nous reviendrons sur quelques-unes d'entre elles), mais toutes aboutissent à la revendication de profondes réformes de structure auxquelles les classes dominantes se sont opposées avec un succès plus ou moins grand. Dans le cadre de l'économie libérale actuelle, il est évidemment impossible de réaliser de telles réformes de structure, qui toucheraient à la position privilégiée et dominante des oligarchies et des bourgeoisies et, en

¹ Voir le bilan semi-officiel qui a été fait avec les résultats de l'Alliance pour le progrès et dans lequel on reconnaît son échec : J. Levinson et J. de Onis : *The Alliance that Lost its Way : A Critical Report on the Alliance for Progress*, A. Twentieth Century Fund Study (Chicago, Quadrangle Books), 1970).

² Voir Prebisch, *op. cit.* Cette étude de l'ex-directeur de la CEPAL et ancien sous-secrétaire général des Nations Unies a été faite à la demande de la Banque interaméricaine de développement.

général, des bénéficiaires, nationaux et étrangers, du colonialisme interne et de la dépendance extérieure.

Q. L'État-patron et le double étalon de la politique de développement

[Retour à la table des matières](#)

Afin de faire face à ces pressions sociales et politiques et de les canaliser, dans la mesure du possible, sans modifier la structure du pouvoir, le concept de l'État entrepreneur et agent principal de l'orientation du processus de développement s'est fait jour ces dernières années. C'est ainsi qu'a été mise en oeuvre ce que l'on pourrait appeler une politique dualiste de développement qui, d'une part, renforce par tous les moyens possibles (financements extérieurs, encouragements aux investissements privés étrangers, participation de l'État dans les entreprises de certaines catégories, protectionnisme, manipulation des cours de change, intégration économique régionale, etc.) le dynamisme du secteur moderne de l'économie, avec l'industrie de pointe et l'agriculture d'exportation, et, d'autre part, distribue généreusement des palliatifs aux masses marginales.

Ces palliatifs peuvent aller des investissements « sociaux » (logements populaires, services urbains essentiels) à des réformes agraires créatrices de petites exploitations. Cependant le chômage et la marginalité structurelle croissants obligent à élaborer une politique de l'emploi et des revenus pour les masses marginales. Il est fort probable que, ces prochaines années, on adoptera des mesures et procédera à un minimum d'investissements pour donner du travail à la main-d'œuvre toujours plus nombreuse, même si ce sont des emplois à basse productivité. De la sorte, on parviendra peut-être à diminuer, pour quelque temps, les pressions politiques et sociales exercées par ces masses, mais on confinera celles-ci dans un nouveau circuit fermé de « développement sous-développé ». En effet, si l'on maintient une croissance accélérée du secteur moderne sans modifier à la base les structures responsables du sous-développement, la main-d'œuvre et la production du secteur marginal en expansion se trouveront liées à un marché de faible capacité, toujours plus éloigné du marché de forte consommation rattaché au secteur moderne. Par conséquent, ce double étalon de la politique de développement, au lieu de contribuer à l'intégration du marché national, provoque l'expansion de deux marchés désarticulés et, en fin de compte, renforce le colonialisme interne.

Si telles sont effectivement les tendances actuelles, il est douteux que la politique dualiste de développement parvienne à contenir les tensions et les conflits inhérents au système, lesquels se manifestent avec plus d'acuité de jour en jour.

R. L'échec de la démocratie libérale et le populisme

[Retour à la table des matières](#)

L'une des manifestations les plus connues de ces contradictions a été l'échec, en Amérique latine, de la démocratie libérale en tant que régime politique. Jusqu'à la fin du siècle passé ou au début de notre siècle dans quelques pays, jusqu'à la crise des années trente pour d'autres, jusqu'à une époque plus récente dans les derniers, la structure du pouvoir avait toujours eu pour base les oligarchies rurales et urbaines, rattachées surtout au secteur extérieur de l'économie. Les masses étaient exclues de toute participation institutionnelle aux activités politiques. Progressivement, les classes moyennes urbaines et la classe ouvrière industrielle réclamèrent et obtinrent, à un degré plus ou moins prononcé et avec des variantes importantes d'un pays à un autre, d'être représentées dans les affaires politiques. C'est ainsi que sont apparus ce que l'on a appelé les partis politiques des classes moyennes et les syndicats de l'industrie. Avec les réserves qu'exige toute analyse aussi générale, on peut affirmer que l'incorporation au système politique des classes moyennes urbaines et, plus tard, du prolétariat organisé (ce qu'un spécialiste a nommé « participation élargie »)¹ coïncide avec la croissance urbaine, les premières tentatives d'industrialisation et la formation du marché national². Dans certains pays, cette évolution a conduit aux régimes et aux mouvements « populistes », dont les plus connus - parce qu'ils ont rempli toute une époque de l'histoire de leur pays - sont le péronisme en Argentine et le gétulisme au Brésil. Bien qu'il soit difficile de définir exactement le populisme en Amérique latine³, la caractéristique principale de ce système semble être la mobilisation et le maniement des masses ouvrières « disponibles » afin de donner une base plus large et une plus grande liberté de manœuvre à des coalitions instables formées par plusieurs fractions rivales des classes dominantes. La figure d'un

¹ Voir G. Germani : *Politica y sociedad en una época de transición* (Buenos Aires, Paidós, 1962).

² La meilleure analyse de ces processus se trouve dans Cardoso et Faletto, *op. cit.*

³ La littérature sur ce thème est abondante. Voici quelques ouvrages importants : T. Di Tella : *El sistema político argentino y la class obrera* (Buenos Aires, Dudoba, 1964); *idem* : « Populism and Reform in Latin America », dans l'ouvrage publié sous la direction de C. Véléz : *Obstacles to Change in Latin America* (Londres, Oxford University Press, 1965); J. Graciarena : *Peder y clases sociales en el desarrollo de América Latina* (Buenos Aires, Paidós, 1967); O. Ianni : *O colosso de populismo no Brasil* (Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1968) ; F. Woffort : « Estado y masas en el Brasil », *Revista latino-americana de Sociología*, 65-1, 1965.

chef charismatique, usant d'un langage démagogique, en est un caractère secondaire.

Le populisme a certainement joué un rôle politique pour la bourgeoisie pendant la période de « croissance vers l'intérieur » de l'économie des pays latino-américains ¹, tandis qu'il constituait, pour les masses cherchant à participer à la vie politique, une forme d'expression assez primitive. Mais ce régime cesse d'être fonctionnel quand ceux qui le dirigent tentent d'y incorporer les groupes marginaux pour se donner une assise politique plus large. Comme ces groupes ne trouvent pas place dans le schéma du développement dépendant, leur apparition sur la scène politique, en tant que participants aux mouvements populistes, constitue un danger pour la stabilité du système et, en dernière analyse, pour l'hégémonie des classes dirigeantes. Par conséquent, lorsque celles-ci se sentent débordées par ces mouvements, elles s'efforcent de recourir à d'autres moyens.

S. Les régimes militaires

[Retour à la table des matières](#)

Comme il fallait combler le vide politique ainsi créé, on a vu surgir de plus en plus souvent des régimes militaires. Pendant les quarante dernières années, près d'une centaine de coups d'État furent couronnés de succès en Amérique latine. Au cours de la dernière décennie seulement, il y en eut plus de vingt dans dix pays. Sans compter ceux qui ont échoué. Ces nouveaux régimes de force n'ont plus rien de commun avec les orgueilleux caudillos militaires, autocrates et férus de pouvoir personnel que connurent d'autres époques. Maintenant, il s'agit de coups d'État « institutionnels », qui donnent le pouvoir à un appareil militaire technico-bureaucratique bien organisé, de tendance moderniste, et dont bon nombre de membres ont une solide formation supérieure. Parfois, les militaires justifient leur intervention par la nécessité de « mettre la maison en ordre » avant de s'effacer devant les civils. Ceux qui ont pris le pouvoir ces derniers temps affirment leur volonté de s'y maintenir pour mener à bien une politique de développement, ce dont ils jugent les régimes civils incapables. Les nouveaux coups d'État militaires n'ont pas leur origine dans une caste militaire aristocratique, indissolublement liée aux destinées de l'oligarchie traditionnelle. Ils sont plutôt en rapport avec l'intrusion des classes moyennes urbaines dans ce que l'on a appelé la crise d'hégémonie des groupes dirigeants traditionnels ². Autrement dit, comme la démocratie libérale repré-

¹ On a appelé « croissance vers l'intérieur » l'étape du développement latino-américain à laquelle la demande intérieure a commencé à jouer un rôle important dans la dynamique de la croissance économique. Voir CEPAL. *El persiamente de la CEPAL* (Santiago-du-Chili, Editorial Universitaria, 1969).

² De nombreux ouvrages ont été consacrés au militarisme en Amérique latine. Signalons simplement l'étude remarquable de J. Nun : *Latin America : The Hegemonic Crisis and*

sentative est inapte à fonctionner et que les divers mouvements populistes sont par essence instables, seuls les régimes militaires, dans certains pays latino-américains, sont à même de permettre la poursuite du développement dépendant en institutionnalisant ce qu'on a pu nommer « la norme de l'illégitimité »¹.

Non seulement les nouveaux régimes militaires s'emparent du pouvoir politique, mais ils s'efforcent aussi de dominer l'appareil administratif de l'État, encourageant son intervention croissante dans l'économie. Souvent, ils se trouvent aussi étroitement liés aux activités des sociétés multinationales dans leur pays, d'une part, en raison de leur vocation de « technico-bureaucrates » et, d'autre part, parce que tout appareil militaire est en soi grand consommateur de techniques modernes et coûteuses.

Certains des régimes militaires récents ont fondé leur action politique sur le thème de la « défense de la civilisation occidentale », dans le cadre de la guerre froide qu'ils ont prétendu transférer à l'intérieur de leurs propres frontières. De la sorte, ils jouent le rôle que le Pentagone leur a assigné dans ses programmes de « sécurité de l'hémisphère » et en même temps, tout au moins dans le sud du continent, ils élaborent ce que l'on a appelé une « stratégie sous-impérialiste »². Néanmoins, cette vocation d'hégémonie des militaires ne s'oppose pas au développement d'une certaine idéologie nationaliste. Outre de grandioses « projets nationaux » de nature géopolitique, quelques militaires font aussi les revendications traditionnelles des groupes de gauche qui voudraient nationaliser les principales ressources naturelles du pays. Comme les investissements dans ces secteurs ne constituent plus le centre d'intérêt du capital étranger en Amérique latine, la nationalisation de ces ressources a l'avantage d'améliorer l'image que les militaires offrent au pays dans des domaines où la sensibilité politique est grande, sans porter atteinte aux intérêts vitaux du capital étranger ni aux caractères essentiels de la dépendance extérieure³.

Il est évident que les régimes militaires, par leur nature même, représentent l'intervention d'une élite technocratique et bureaucratique dans les affaires politiques nationales. Par définition, le pouvoir militaire exclut le jeu politique des partis et des groupements des différentes classes sociales, encore que, parfois, il puisse favoriser un simulacre de démocratie fondée sur des partis. En revanche, il n'empêche pas le jeu très actif, bien que restreint, de certains groupes de pressions économiques et politiques, jeu qui se dissimule derrière un calme apparent sur le plan des institutions. En tout cas, les appareils militaires en place sont coupés des courants politiques de la grande masse de la population. Ils ne peuvent, sans risque de perdre le pouvoir, remplir le rôle qu'ils se sont donné eux-mêmes - ou qui leur a été assigné - s'ils ne répriment

the Military Coup, Politics of Modernisation Series, no 7, Berkeley, University of California, Institute of International Studies ; 1969).

¹ Voir I.L. Horowitz : « The Norm of Illegitimacy », dans *Latin American Radicalism* (New-York, Vintage Books, 1969).

² Voir Marini, *op. cit.*

³ En 1968, les investissements directs nord-américains dans le secteur des mines de l'Amérique latine ne représentaient déjà plus que 14,4 % des investissements totaux. Voir CEPAL : *Estudie Económico de América Latina*, 1970, *op. cit.*, troisième partie, chap. I, tableaux 2 et 3.

pas systématiquement, et parfois avec une violence extrême, tout mouvement qui prétend leur contester le droit d'exercer l'autorité. La répression militaire ne s'attaque pas seulement aux partis d'opposition, mais aussi aux syndicats, aux mouvements paysans, aux étudiants et à d'autres groupes qui, parfois, ne font que réclamer certains droits limités garantis par la loi. Ainsi, l'une des principales caractéristiques des régimes militaires latino-américains a été la compression des salaires et du niveau de vie des ouvriers et des paysans, ce qui n'est pas autre chose qu'une manifestation du développement polarisé et dépendant dont nous avons parlé.

T. Les mouvements populaires

[Retour à la table des matières](#)

Face au pouvoir contrôlé par les oligarchies traditionnelles, les bourgeoisies « consulaires » ou les régimes militaires, on a vu surgir des mouvements revendicatifs et politiques des masses populaires. Ceux-ci ont pris différentes formes déterminées, dans chaque cas, par la situation nationale et historique, mais, pour simplifier, nous les classerons en deux grandes catégories : ceux qui recherchent une plus grande participation du peuple dans le cadre des systèmes existants (on peut les dire réformistes) et ceux qui demandent un changement fondamental du régime économique et politique (nous les nommerons révolutionnaires). Relevons que cette distinction concerne le contenu et l'importance des objectifs visés, et non un genre de lutte ou une tactique de prise du pouvoir. Ainsi, il se peut que certains mouvements réformistes arrivent au pouvoir par des voies violentes, tandis que d'autres, qui ont des objectifs révolutionnaires, peuvent y parvenir grâce au jeu électoral de la démocratie fondée sur les partis.

Parmi les premiers, mentionnons les mouvements dits « nationaux populaires », qui s'appuient sur une large partie des classes moyennes urbaines de la classe ouvrière et des paysans, ainsi que les organisations propres à certains de ces secteurs. La révolution mexicaine de la première période (jusqu'à 1940), le MNR en Bolivie, l'Apra au Pérou, le « travaillisme » brésilien avant le coup d'État militaire de 1964, le parti d'action démocratique au Venezuela, etc., sont des exemples de mouvements politiques de ce genre. Étant donné les contradictions croissantes, déjà signalées, du développement dépendant, il est peu probable qu'ils aient quelque avenir en Amérique latine. S'ils parviennent au pouvoir, ils finissent par se transformer en un système bureaucratique et corporatif (comme cela a été le cas au Mexique) ; s'ils n'y parviennent pas, ou s'ils perdent le pouvoir, ils se dissolvent ou sont débordés par la gauche, ou absorbés par la droite.

On s'est souvent demandé, en Amérique latine, si le mouvement ouvrier industriel (qui, dans quelques pays, a déjà une certaine force numérique et

politique) est « révolutionnaire » ou non. Dans ces débats, on a plus souvent invoqué les positions idéologiques propres à d'autres situations socio-historiques que les réalités latino-américaines. La classe ouvrière organisée, même peu nombreuse, s'est intégrée à un système de privilèges et de bénéfices (législation protectrice, salaires minima, négociations collectives, sécurité sociale, etc.) qui, en général, n'est le fruit non pas de longues et pénibles luttes sociales, mais d'une politique gouvernementale paternaliste et tutélaire. En échange de certains avantages, bien des mouvements ouvriers organisés se sont vus étroitement associés à la structure gouvernementale ou à quelque parti au pouvoir. De plus, comme elle se trouve avantagée par rapport aux masses paysannes et marginales (car elle est l'un des bénéficiaires du colonialisme interne), la classe ouvrière organisée est plus encline à formuler des revendications sur le plan économique qu'à faire oeuvre révolutionnaire sur le plan politique. C'est seulement dans les régimes militaires qui ont réprimé systématiquement les mouvements de travailleurs que l'on distingue actuellement une tendance à la radicalisation de la classe ouvrière urbaine et industrielle.

Les mouvements paysans, eux, se sont toujours montrés, sauf quelques exceptions, plus radicaux que les organisations ouvrières. Étant donné la structure sociale et politique rigide et oppressive qui est celle du secteur rural, toute demande des paysans, si modeste soit-elle, revient à attaquer de front l'hégémonie de l'oligarchie foncière ; aussi les paysans de l'Amérique latine ont-ils souffert, plus qu'aucun autre groupe social, de répressions violentes et systématiques. C'est pour cela que certains des groupes paysans se sont transformés, surtout à propos de réformes agraires, en des forces révolutionnaires de première importance. Selon toute probabilité, l'agitation paysanne, ces prochaines années, gagnera en fréquence et en intensité dans les pays qui ne mettront pas en oeuvre un programme accéléré et massif de redistribution des terres. Il est probable, aussi, qu'elle se verra réprimée avec une efficacité toujours plus grande par des gouvernements redoutant qu'elle ne provoque, en liaison avec d'autres groupes de type révolutionnaire, des bouleversements sociaux de grande ampleur.

U. La lutte révolutionnaire

[Retour à la table des matières](#)

Les années soixante qui, comme nous l'avons vu, se sont caractérisées par une dépendance extérieure et une polarisation intérieure croissantes ont été aussi, dans quelques pays du continent, une période de guérilla révolutionnaire. Le succès de la révolution cubaine, d'une part, les obstacles institutionnels ou militaires à tout changement politique significatif dans la plupart des pays, d'autre part, ont incité Plusieurs générations de jeunes gens (des étudiants surtout) à choisir la voie de la guérilla. Non moins de quatorze pays latino-américains au cours de cette décennie, ont connu à un moment ou à un

autre des organisations de guérilleros et, dans sept d'entre eux, les combats révolutionnaires ont eu ou ont encore, une importance politique considérable.

Ces mouvements ont des objectifs, des stratégies et des tactiques diverses et la gauche latino-américaine a traversé de profondes dissensions à cet égard. On a beaucoup discuté les avantages et les inconvénients d'une guérilla rurale, liée aux mouvements paysans, ou d'une guérilla urbaine, s'appuyant sur les groupes marginaux et d'autres secteurs des villes ; on a souvent pesé les mérites relatifs d'un « foyer de guérilla » et d'un « parti révolutionnaire des masses », et ces débats se poursuivront certainement ces prochaines années. Le fait est que rares ont été les succès militaires de ces mouvements, notamment à cause des progrès remarquables faits par les armées latino-américaines, avec l'aide des États-Unis, dans leur technique antiguérilla. Malgré l'assassinat de Che Guevara en Bolivie, qui a marqué, en 1967, la fin d'une étape du combat révolutionnaire en Amérique latine, il est probable que la guérilla continuera à servir d'instrument de lutte politique, comme elle l'a fait pendant des siècles. Mais on ne peut guère s'attendre que l'un ou l'autre de ces mouvements parvienne, dans un avenir proche, à une victoire totale, à moins que ne se présente une conjoncture particulièrement favorable.

Sur le plan politique, en revanche, les répercussions des mouvements de guérilleros ont été considérables et leur impact, dans chaque cas, ne peut encore être estimé avec objectivité¹. Dans quelques pays, ils ont eu pour résultat une escalade de la répression et de la violence, contribuant à isoler encore davantage (mais pas toujours à affaiblir pour le moment) les régimes militaires au pouvoir. Dans d'autres, ils ont contribué à exposer au grand jour la crise des structures et l'incapacité des gouvernements à la résoudre. Ailleurs, enfin, l'expérience dramatique de la guérilla, telle une catharsis, a favorisé une prise de conscience dans d'autres secteurs de la population (y compris l'armée), permettant au système de s'ouvrir à certaines réformes structurales dont il n'est pas encore possible de déterminer clairement la direction finale.

Le manque de succès immédiats importants et les difficultés croissantes des mouvements de guérilla pendant la dernière décennie n'ont cependant pas fait abandonner la voie révolutionnaire du changement social. Ces obstacles ont plutôt encouragé la recherche d'autres stratégies et amené les groupes révolutionnaires eux-mêmes à reconnaître que les réalités sociales et la dialectique politique, en Amérique latine, sont plus complexes qu'on ne le croirait à première vue. L'avenir des mouvements révolutionnaires, qu'ils soient ou non des guérilleros dépend en effet non seulement du rapport des forces à l'intérieur de chaque pays, mais aussi de la conjoncture internationale.

¹ Il n'existe guère d'analyses objectives des expériences récentes de guérilleros en Amérique latine, et il reste à étudier ces mouvements du point de vue social et politique. Citons, cependant, l'ouvrage de R. Gott : *Guerrilla Movements in Latin America* (Londres, Nelson, 1970).

V. Perspectives d'avenir

[Retour à la table des matières](#)

Il est bien rare qu'on puisse voir dans un continent entier, comme c'est le cas maintenant en Amérique latine, les groupes sociaux les plus divers prendre aussi largement conscience de la nécessité d'apporter des modifications profondes à la structure politique et économique. Ce sont peut-être les mouvements anticolonialistes des pays africains dans les années d'après-guerre qui se rapprochent le plus de ce phénomène. Mais si tous sont d'accord pour admettre l'existence de la crise, il n'y a pas d'entente possible quant aux moyens de résoudre celle-ci, car les courants idéologiques et les modèles de changement proposés sont fonction des intérêts de chaque classe sociale et des conflits entre forces antagonistes.

Rien, dans la situation actuelle de l'Amérique latine, ne permet de croire qu'une seule et même voie vers le développement pourrait être parcourue par tous les pays. Rien non plus n'autorise à penser que l'état actuel de sous-développement, de polarisation intérieure et de dépendance extérieure puisse se maintenir tel quel pendant très longtemps encore. Il est clair enfin que tout changement se heurtera à des obstacles et suscitera des contradictions, des tensions et des conflits. En partant de l'analyse à laquelle nous avons procédé jusqu'ici, nous pouvons signaler trois sortes de possibilités qui s'offrent à l'Amérique latine ¹.

Premièrement, on pourrait envisager la poursuite du développement dépendant, les tendances actuelles se soutenant pendant une période indéfinie, passant de crise en crise et implantant de plus en plus profondément ce qu'on a appelé le « développement du sous-développement » ². Bien que ce processus contienne, du moins en apparence, les germes de sa propre destruction, il ne fait pas de doute que les forces qui l'appuient seront assez habiles et assez souples pour empêcher que ces germes ne se développent, en tout cas tant que des forces opposées puissantes ne viendront pas déloger les premières. Si pareille évolution persiste pendant quelques années encore, la subordination et l'intégration de l'Amérique latine à ce que l'on a pu nommer « le nouvel

¹ Les exercices de prospective politique ont déjà attiré maints spécialistes des sciences sociales en Amérique latine. Parmi les essais les plus récents et les plus stimulants, mentionnons ceux de Dos Santos, op. cit. ; H. Jaguaribe : « Dependencia y autonomia en América Latina », dans l'ouvrage déjà cité de Ferrer et coll. ; A. Pinto : *Política y desarrollo* (Santiago-du-Chili, Editorial Universitaria, 1968) ; et O. Sunkel : « Política nacional de desarrollo y dependencia externa », *Estudios Internacional* (Santiago-du-Chili), vol. 1, no 1, avril 1967.

² Voir André Gunter Frank : *Le développement du sous-développement. L'Amérique latine* (Paris, Maspéro, 1970).

empire romain »¹ se parachèveront, et les pays de la région passeront de l'état de simples satellites à celui de provinces dépendantes. Cette nouvelle colonisation de l'Amérique latine, qu'indiquent déjà les tendances économiques actuelles, ne saurait manquer d'avoir des répercussions dans le domaine politique.

Parmi les forces qui donnent leur appui à ce genre de développement dépendant (ou, comme on pourrait l'appeler à volonté, de croissance sans développement ou d'expansion polarisée) se trouvent évidemment les sociétés multinationales, dont les activités, si on leur laisse libre cours, sont à même d'entraver, notablement et à bref délai, la liberté d'action de certains gouvernements². Derrière ces intérêts économiques, on voit se profiler la stratégie politique et militaire des États-Unis, qui s'est manifestée par diverses immixtions, directes et indirectes, dans les affaires intérieures des pays latino-américains pendant les dernières décennies³. À cet ensemble de forces extérieures qui soutiennent le développement dépendant, il faut ajouter les intérêts des bourgeoisies « consulaires » de l'Amérique latine et l'idéologie néo-fasciste et « sous-impérialiste » de certains régimes militaires. Tant que les intérêts de chacun de ces secteurs demeureront les mêmes, tant qu'ils n'entreront pas en conflit, les seules forces à s'y opposer seront les courants idéologiques nationalistes et anti-impérialistes de certains groupes sociaux (notamment une partie de la bourgeoisie et des classes moyennes ainsi que quelques éléments des forces armées et de l'église et les mouvements

¹ Voir Jaguaribe, *op. cit.*

² Le pouvoir économique de certains de ces complexes, mesuré par le montant de leurs ventes, est plus grand que celui de nombreux petits pays, mesuré par le produit national brut.

³ Il n'est pas possible d'exposer ici en détail la longue histoire de ces interventions. Une étude semi-officielle de l'Alliance pour le progrès - qui, il y a une dizaine d'années avait été saluée comme le début d'une nouvelle ère de collaboration et d'harmonie inter-américaines - se termine candidement ainsi : « L'Alliance, en tant que reflet des relations interaméricaines pendant la dernière décennie, justifie encore plus la désillusion. Si elle est parvenue à empêcher que de nouveaux Castros ne prennent le pouvoir dans l'hémisphère (sic), elle l'a fait par des moyens militaires et s'est montrée parfaitement incapable de faire avancer la cause de la gauche démocratique. Les États-Unis sont intervenus ouvertement dans la République dominicaine et moins visiblement au Brésil et au Guatemala, non pour appuyer la gauche démocratique, mais pour soutenir les forces conservatrices, militaires et civiles. Dans les différends entre gouvernements latino-américains et sociétés nord-américaines, les États-Unis ont exercé une pression économique sur ces gouvernements, sans tenir aucun compte des questions en cause. Les fonctionnaires responsables de l'octroi de crédits ont toujours exigé des pays qui demandent une aide financière une politique de stabilisation monétaire; ils n'ont jamais exigé des réformes sociales. Le Congrès et l'Exécutif des États-Unis n'ont alloué de crédits que pour l'achat de marchandises nord-américaines (en particulier celles dont le prix n'est pas compétitif) ou pour d'autres usages qui contribuent à faire pencher dans le bon sens la balance commerciale nord-américaine.

Ces pratiques ont soulevé de sérieux doutes quant à l'engagement pris par les États-Unis pour ce qui est du développement démocratique de l'Amérique latine et quant à la possibilité d'y parvenir grâce à la formule de l'Alliance pour le progrès. » (Levinson et de Onis, *op. cit.*, pp. 13-14).

Que l'on se rappelle simplement une déclaration du Congrès, autorisant le gouvernement des États-Unis à intervenir unilatéralement en Amérique latine pour défendre ses intérêts. Cette déclaration n'a jamais été dénoncée et elle évoque une autre doctrine, celle de la « souveraineté limitée » en honneur dans la sphère d'influence d'une autre superpuissance.

révolutionnaires populaires (qui, selon les circonstances, opteront ou non pour la lutte armée).

Le deuxième cas envisageable est celui d'un développement capitaliste national autonome, fondé sur une large alliance des classes sociales et une idéologie prônant à la fois le développement et le nationalisme. Ce modèle a déjà été essayé dans plusieurs pays, à diverses époques et, malgré l'échec qu'il a connu jusqu'ici, il n'est pas totalement exclu de le voir resurgir encore. Cela pourrait se produire si les coûts politiques et sociaux du modèle précédent devenaient trop élevés pour les classes dominantes, nationales et étrangères. Il faudrait alors renverser certaines des tendances actuelles du développement dépendant, qui ne pourrait être mené à bien que dans le cadre d'un capitalisme d'État et d'une intégration économique latino-américaine, système dans lequel des entreprises publiques et des organismes officiels de planification puissants se chargeraient des tâches que les bourgeoisies latino-américaines sont incapables d'assumer elles-mêmes.

La viabilité de cette solution réside en la possibilité qu'auraient certaines élites actives (partis politiques touchant plusieurs classes de la société, groupes de militaires, technocrates et planificateurs gouvernementaux) de transformer la dépendance extérieure en interdépendance et l'expansion intérieure polarisée en un développement intégré, sans bouleverser, pour l'essentiel, la structure actuelle des classes. Pour cela, ces élites devraient parvenir à se concilier l'appui - du moins passif - d'une large part de la population afin d'être en mesure de restreindre le pouvoir des classes dominantes dépendantes et de se trouver dans une position relativement forte pour négocier avec les intérêts étrangers. En même temps, il faudrait qu'elles sachent manœuvrer ces forces populaires et les incorporer au système, afin de ne pas être débordées par la gauche. Ainsi, alors que l'adoption du premier modèle reviendrait à gouverner contre le peuple, avec celui-ci il faudrait gouverner sans le peuple.

Les chances de succès de cette formule dépendent d'une stratégie à la fois économique et politique qui, jusqu'ici, n'a pas pu être pratiquée en Amérique latine. Les responsables de la stratégie économique étaient généralement incapables de contrôler le processus politique, et ceux qui maniaient le pouvoir politique étaient généralement dépourvus de toute stratégie économique viable dans ce contexte. Par conséquent, il est probable qu'en voulant recourir à cette solution, on retombera dans le système précédent ou que, par la force des choses, on se trouvera poussé vers le modèle du socialisme révolutionnaire, troisième possibilité que nous envisageons.

Depuis la victoire de la révolution cubaine et, surtout, depuis l'arrivée au pouvoir au Chili, en 1970, d'un gouvernement socialiste, le socialisme révolutionnaire se propose objectivement comme un modèle de développement réalisable pour les pays latino-américains. Si par « socialisme » il faut entendre ici une certaine forme d'organisation sociale et d'idéologie politique, l'adjectif « révolutionnaire » ne s'applique pas tant à la manière de prendre le pouvoir qu'au changement radical du système de production et des rapports entre les classes sociales. Il semble peu probable que les diverses guérillas révolutionnaires remportent des succès définitifs dans un proche avenir. En revanche, il semble fort possible que, sous la pression toujours plus grande exercée par ces guérillas et par les partis à tendance socialiste, une fraction des

forces politiques traditionnelles (forces armées, partis nationaux populaires et démocratie chrétienne) révisent leur position de façon à permettre une ouverture vers le socialisme. D'après certains observateurs, c'est ce qui se passerait sous les régimes militaires du Pérou et de la Bolivie (dans ce dernier pays jusqu'au coup d'État du mois d'août 1971, qui trouve ainsi parfaitement son explication).

Pour que le choix du socialisme mène à des résultats concluants, il faudra, évidemment, qu'il permette de mettre fin à la dépendance extérieure et aux formes traditionnelles de domination interne ; d'augmenter le taux de croissance économique ; de redistribuer le revenu national ; d'éliminer la marginalité structurale et le colonialisme interne ; d'élever le niveau de vie des masses ; enfin, d'assurer la plus ample participation politique et sociale du peuple au processus de développement. Certes, il n'existe pas de recette pour atteindre ces objectifs et, à première vue, les obstacles que devrait affronter pareille option, ainsi que les contradictions et les conflits internes et externes qu'elle engendre (comme le montrent les expériences cubaine et chilienne ainsi que celle de la Bolivie) peuvent sembler insurmontables.

Mais l'une des faiblesses de ceux qui construisent l'avenir est aussi leur principale force : nous voulons parler de leur optimisme incurable et de leur foi inébranlable en les possibilités de l'humanité. La solution révolutionnaire, comme l'avait déjà prévu Che Guevara, ne pourra s'appliquer, en Amérique latine, sans que se façonne une morale nouvelle, un type d'homme nouveau. Mais celui-ci ne peut surgir que dans le creuset de la praxis révolutionnaire.

III

Marginalité, participation et structure agraire en Amérique latine

A. Développement et participation sociale

[Retour à la table des matières](#)

L'usage s'est établi, au cours des dernières années, de considérer le développement non seulement sous l'angle économique, mais également du point de vue social et politique. Il ne suffit plus de préciser que le développement présente des « aspects sociaux ». Le processus en est considéré bien plutôt comme la combinaison de facteurs économiques, sociaux et politiques. Quand on l'étudie, on met toujours plus l'accent sur la structure des institutions et sur la nature des relations entre groupes sociaux. On admet que le développement économique n'est qu'un aspect de l'évolution sociale conçue en termes

beaucoup plus larges. Et l'on considère parfois que le développement en général est un phénomène de modernisation.

Le rôle joué par les groupes et classes de la société qui interviennent directement dans cette modernisation en constitue un des aspects importants. Le développement (ou l'évolution sociale, ou la modernisation, suivant la terminologie employée) est-il le résultat des « forces impersonnelles de l'histoire », le choix conscient d'une élite active et altruiste, ou bien encore l'aboutissement de l'action des masses constituées en groupes de pression puissants au sein des sociétés contemporaines ? Du point de vue politique, la modernisation est souvent considérée comme un processus, d'une complexité croissante, de répartition et d'accomplissement de certaines fonctions. Sur un plan plus psychologique, elle apparaît surtout comme un changement dans les attitudes, l'échelle des valeurs et les modes de comportement. Une de ses principales caractéristiques semble être la participation accrue des différentes couches de la population à la prise de décisions d'ordre politique et économique, à la mise en oeuvre de politiques de développement et aux fruits du progrès. C'est ce qu'on appelle la participation sociale, dans laquelle certains spécialistes voient l'élément clé du processus de développement. On fait valoir, en effet, qu'un développement « véritable » ne peut avoir lieu sans la participation de tous les secteurs de la société. En revanche, l'un des obstacles au développement dont il est le plus souvent question serait que, dans les sociétés traditionnelles, si caractéristiques des pays les moins développés, le pouvoir est entre les mains de petits groupes privilégiés ; et comme les structures sociales sont fortement stratifiées, la grande masse de la population est exclue de toute espèce de participation importante à la prise de décisions politiques ou économiques.

Deux choses étaient généralement admises : le développement économique irait de pair avec le développement politique et social ; l'augmentation de la production, jointe à des taux de croissance élevés, conduirait presque automatiquement, dans les pays où l'économie est en retard, à une modernisation de la vie politique et à une plus forte participation de la population. En Amérique latine, la croissance économique auto-entretenu remonte aux années trente, mais plus particulièrement à la période qui a suivi la seconde guerre mondiale. Et si les taux d'accroissement par tête d'habitant y sont fort peu satisfaisants, au point que l'on a même constaté ces dernières années, dans certains pays, un fléchissement de la production, le développement économique n'en reste pas moins l'objectif principal des gouvernements.

Mais les aspects sociaux et politiques de la croissance économique nous offrent une image complexe et nullement harmonieuse. Au cours des années trente et quarante, de nouveaux groupes sociaux sont apparus et ont insisté pour se faire entendre, en particulier les classes laborieuses de l'industrie et les classes moyennes urbaines liées aux administrations publiques et au processus d'évolution urbaine et industrielle. Les gouvernements ont dû faire face à une diversité de plus en plus grande d'intérêts concurrents et antagonistes. Cependant, la tendance générale s'est plutôt écartée que rapprochée de la démocratie politique. Les divers intérêts se sont articulés et manifestés autant (sinon davantage) dans le cadre d'un « corporatisme bureaucratique » que dans le libre jeu de partis politiques du type occidental classique. Le développement économique semble avoir accentué, au lieu de les atténuer, les inégalités entre régions et classes sociales.

L'histoire des nations latino-américaines, d'abord sociétés coloniales pendant trois siècles, puis pays en état de dépendance économique et étroitement liés au développement d'un petit nombre de métropoles mondiales, a déterminé dans une large mesure la nature de leurs structures économiques et politiques internes. Dans l'État « oligarchique » traditionnel d'Amérique latine, la participation active, sur les plans social et politique, était limitée aux élites possédantes. Dans les économies « agro-exportatrices », fondées sur le système de l'hacienda ou de la plantation et sur l'exportation de produits agricoles, il n'y avait aucune place pour l'intégration, dans le processus de prise de décision de la société, des péons indigènes ou des paysans ne possédant aucune terre. Mais les premiers symptômes d'industrialisation, l'extension des villes, le développement des classes sociales urbaines et l'expansion des marchés intérieurs, entre autres facteurs, ont sérieusement ébranlé la stabilité de l'ancien système. Dans certains pays, l'ordre antérieur a été renversé par des révolutions violentes et remplacé par des régimes nouveaux (le Mexique, la Bolivie et Cuba ont suivi leur propre chemin après avoir brisé l'ordre établi). Dans d'autres pays, des circonstances historiques particulières ont permis le développement rapide d'un petit nombre de centres de croissance dynamiques, tandis que les structures rurales traditionnelles restaient presque intactes (c'est particulièrement le cas du Brésil). Enfin, dans d'autres pays encore, il ne semble pas que des structures traditionnelles se soient profondément transformées, bien que ces pays aient su s'adapter lentement au « courant » du siècle en modernisant certaines de leurs institutions les plus anachroniques.

Dans l'évolution que les pays d'Amérique latine connaissent actuellement, le problème de la participation sociale revêt une importance fondamentale. Nous devons nous demander non seulement qui introduit des changements ou en favorise l'adoption, mais aussi et surtout quels groupes sociaux s'y intéressent ou en bénéficient. Comment les différents groupes sociaux s'organisent-ils pour défendre leurs intérêts et poser leurs revendications au système social et politique ? Quelles sont les conditions qui favorisent la participation de certains groupes au détriment de certains autres ? Quels sont les niveaux de cette participation et quelle est l'ampleur des revendications formulées ? Et quels sont les groupes clés dans le développement et quel est leur potentiel pour la participation ?

Il existe évidemment différentes sortes de participation, et, lorsqu'on donne à ce terme son acception la plus large, on peut dire que toute vie sociale implique une forme quelconque de participation. Les gens participent aux activités organisées de leur communauté, soit de façon routinière et quotidienne, soit périodiquement en fonction d'objectifs particuliers. Ils font partie d'institutions traditionnelles servant à maintenir le fonctionnement de la société. Ils deviennent membres de toutes sortes de groupes en dehors de leur cercle familial immédiat.

Mais nous ne nous occuperons pas, dans la présente étude, de cette forme « traditionnelle » de participation sociale. Nous examinerons plutôt les divers types d'activités organisées dans les sociétés fortement diversifiées et grâce auxquelles tout groupe social de niveau inférieur parvient à exprimer ses besoins ou ses revendications, à défendre ses intérêts communs, à atteindre certains objectifs d'ordre économique, social ou politique, voire à exercer,

directement ou indirectement, une influence sur les pouvoirs publics. Ces activités organisées peuvent être, ou non, rattachées directement aux efforts du gouvernement en matière de développement ; elles peuvent tendre, de façon formelle ou non, au développement. À notre avis, l'essence même de la participation réside non pas tant dans la possibilité de la rattacher directement au « développement » (selon les diverses significations de cette notion) que dans le fait qu'elle peut devenir un instrument permettant à un groupe social subalterne ou déshérité d'exprimer d'une manière concertée certains besoins ressentis. Or cette expression concertée de besoins bien définis constitue en puissance un des principaux facteurs du développement social et politique. Il faut donc concevoir la « participation » non seulement comme une participation à un système donné mais aussi comme l'action organisée visant la transformation de la structure sociale.

Cette conception de la participation sociale est sans doute plus large que la définition donnée par le Bureau International du Travail dans son étude sur la participation au développement en Amérique latine. D'après cette définition, en effet, la participation est la contribution d'individus ou de groupes de la population active à l'accélération du développement économique et social ¹.

L'accent a été mis, en l'occurrence : a) sur la participation au développement, soit sur celle qui peut être rattachée, directement ou indirectement, à une politique de développement ou simplement à une politique consistant à mobiliser la nation en vue de créer des emplois et des richesses, ainsi qu'à améliorer les conditions de vie ; b) sur la participation dans le travail (et, partant, à celui-ci), laquelle se situe à deux niveaux : la participation « primaire », c'est-à-dire celle des individus au sein des groupes professionnels, économiques ou sociaux ; la participation « secondaire », c'est-à-dire l'action volontaire de groupes professionnels ou sociaux relativement autonomes en vue de contribuer aux efforts déployés par le gouvernement en faveur du développement.

Il est évident que toutes les activités organisées, pas plus que tous les groupes sociaux, ne peuvent avoir la même importance ou la même influence dans le développement politique et social. Étant donné la situation en Amérique latine, il faut surtout considérer les activités qui résultent directement de déséquilibres internes et de tensions dans le régime social et économique : celles qui conduisent ou tendent à conduire à une transformation totale ou partielle dudit régime ; celles qui contribuent à l'adaptation de certaines fractions de la population à une telle transformation ; enfin, celles qui tendent à accroître le pouvoir de négociation politique et économique, tout en renforçant la position sociale des groupes intéressés. Certes, il existe de nombreux types de participation sociale qui semblent tendre vers ces objectifs, mais qui, en réalité, vont à fin contraire, en ce sens qu'ils deviennent tributaires des régimes actuellement au pouvoir en Amérique latine et qu'ils sont habilement utilisés par les milieux dirigeants pour améliorer leur propre situation. Il est d'ailleurs très difficile de déterminer avec précision les cas dans lesquels ce phénomène se produit.

¹ OIT : « La participación en el desarrollo en América latina - Informe sobre un proyecto de investigación en curso », document de travail préparé pour le colloque de l'IIES sur la participation sociale en Amérique latine (Mexico, 14-16 octobre 1969) (polycopié).

Cette manière de concevoir la participation sociale revêt, bien sûr, une importance particulière lorsqu'il s'agit de secteurs de la population qui n'ont encore jamais participé, en raison de leur position dans le système socio-économique. Il est donc nécessaire de comprendre les conditions qui déterminent la participation ou la non-participation de groupes et d'individus dans la société, tout comme il est indispensable de discerner les relations qui existent entre la population participante et celle qui reste à l'écart, entre les élites et les masses, ainsi qu'entre les différentes classes sociales. En d'autres termes, les diverses caractéristiques de la participation sociale sont étroitement liées au système socio-économique et au fonctionnement du régime politique.

B. Le contexte social et économique de la participation sociale

[Retour à la table des matières](#)

Une structure agraire, fondée sur le régime de la grande propriété (latifundia) et sur l'exploitation d'une main-d'œuvre réduite à l'esclavage ou à la servitude, a été, pendant plusieurs siècles, le trait dominant de la société latino-américaine. Sans doute existait-il des variantes locales et régionales, mais, de par sa nature même, cette structure constituait la base du pouvoir politique d'élites dirigeantes relativement restreintes et très fermées (appelées « oligarchies »), dont était virtuellement exclu tout le reste de la nation. La participation sociale, telle que nous l'avons définie, ne s'étendait pas aux classes exploitées de la société. Celles-ci, qui formaient la majorité de la population, étaient effectivement subordonnées à un régime qui parvint à se maintenir tout au long des siècles par l'usage combiné de la tradition et de la force. Les principales institutions de la société - la structure agraire, le système d'éducation, le système juridique, la bureaucratie hispano-coloniale dont les rouages essentiels subsistèrent après l'indépendance, l'Église, l'armée et l'idéologie dominante - furent un moyen efficace de maintenir l'ordre et la stabilité du régime colonial et post-colonial. Dans le même temps, toutefois, les mouvements sociaux dirigés contre cet état de choses ne manquèrent pas. L'histoire des sociétés latino-américaines abonde en révoltes d'esclaves, rebellions d'Indiens, soulèvements paysans et insurrections urbaines, dont la plupart furent réprimés avec succès par les milieux dirigeants.

Les guerres d'indépendance, au début du *XIXe* siècle, mobilisèrent sans doute de larges fractions de la population, mais ne modifièrent pas fondamentalement les structures sociales ¹. « Au contraire, peut-on lire dans un ouvrage consacré à ce thème, la plupart commencèrent par être de simples conflits entre minorités espagnoles adverses ou, suivant l'expression alors en usage,

¹ Cf. Orlando FaIs Borda : *Las revoluciones inconclusas en América latina (1809-1968)* (Mexico, Siglo Veintiuno, 1968).

entre créoles et « péninsulaires ». Leur but était d'assurer l'autonomie des créoles, mais pas nécessairement des métis, des Indiens et des Noirs, qui formaient ensemble les quatre cinquièmes de la population de l'Amérique espagnole »¹.

Les principaux aspects d'une société dépendante et coloniale subsistèrent donc après que la domination politique de l'Espagne et du Portugal eut cessé. Sur le plan économique, les intérêts britanniques supplantèrent rapidement ceux des anciennes métropoles coloniales.

En théorie, tout au moins, les institutions politiques démocratiques ont été empruntées à la France et aux États-Unis ; mais pour diverses raisons très complexes, elles n'ont jamais bien fonctionné et ne se sont pas intégrées aux sociétés sur lesquelles les hommes d'État, épris d'idéalisme libéral, qui les avaient introduites avaient essayé de les greffer. Le fossé existant entre les principes et les réalités politiques a constitué, depuis lors, une des critiques adressées avec persistance aux sociétés latino-américaines.

Cependant, il s'est produit, notamment au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, certains changements qui ont influé sur les possibilités de participation sociale. Le transfert, dans de nombreux pays, des biens de mainmorte de l'Église à la propriété privée, la disparition des communautés indiennes par suite de l'expansion des haciendas, l'introduction de nouvelles cultures marchandes dans de nombreuses zones, le développement du commerce et de l'industrie selon l'idéologie du « laisser-faire » de l'époque, l'émancipation des esclaves au Brésil et leur mutation en un prolétariat rural marginal et migratoire, le flux ascendant des émigrants européens vers les pays du « cône méridional », l'accroissement des investissements de capitaux privés étrangers dans les mines, l'agriculture et les services publics, l'industrialisation naissante, tous ces facteurs, joints à d'autres, contribuèrent à une transformation progressive des relations de classes et à l'émergence, dans les zones urbaines et rurales, de nouveaux groupes sociaux qui commencèrent à défier les régimes en place.

Ces tendances se sont maintenues au cours de notre siècle, sans amener toutefois de changements de structure essentiels. C'est seulement au Mexique que la révolution paysanne de 1910 a fait disparaître (mais pas tout de suite) l'aristocratie terrienne, par le moyen d'une ample réforme rurale qui permit à certaines classes nouvelles (notamment la bourgeoisie urbaine, soutenue par les classes dites moyennes) de prendre le pouvoir.

La crise des années trente et la seconde guerre mondiale affaiblirent le système traditionnel. Encore que les pays d'Amérique latine soient restés dépendants, du point de vue économique, des puissances métropolitaines mondiales (surtout des États-Unis à l'heure actuelle) et même si cette dépendance s'est aggravée au cours des trente dernières années, un certain degré d'industrialisation a néanmoins été atteint, notamment en Argentine, au Brésil, en Colombie et au Mexique. L'exode rural a contribué à l'énorme extension des zones urbaines et ce phénomène s'est accompagné d'un déplacement

¹ R. A. Humphreys : *Tradition and Revolt in Latin America* (Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1969), p. 8.

notable de la main-d'œuvre des activités primaires vers le secteur tertiaire, à telle enseigne que le commerce, les services et l'administration publique absorbent une partie de plus en plus grande de la population active.

Cette évolution, ainsi que d'autres facteurs, ont érodé la base traditionnelle du pouvoir de l'État oligarchique, constituée avant tout par les propriétaires terriens et les commerçants. Leur puissance a été contestée par la bourgeoisie industrielle naissante, qui n'est cependant pas parvenue à l'éliminer entièrement. Il reste à savoir si ces deux tendances luttent en fait pour obtenir la prééminence sur le plan politique ou si elles s'arrangent pour maintenir l'État dans une position dépendante. Mais il est difficile de répondre à cette question sans tenir compte de certaines circonstances historiques. Quoi qu'il en soit, plusieurs auteurs estiment qu'une double crise politique a surgi en Amérique latine : crise de l'hégémonie oligarchique et crise de l'hégémonie de la bourgeoisie urbaine. Il s'ensuit qu'aucun des deux groupes mentionnés n'est en fait assez puissant pour établir sa suprématie sur l'ensemble de la société, voire sur certaines factions ou certains secteurs de la bourgeoisie dirigeante. Aussi la bourgeoisie industrielle urbaine a-t-elle été amenée à rechercher l'appui d'autres groupes sociaux, comme la classe moyenne urbaine et la classe ouvrière organisée. Ces alliances ont parfois donné lieu à des gouvernements de style populiste ¹.

La domination oligarchique en Amérique latine suit son cours historique, et la crise de l'hégémonie oligarchique apparaît comme le présage de son éventuelle disparition de la scène politique. La crise de l'hégémonie bourgeoise urbaine est, en revanche, plus complexe, car elle met en lumière l'incapacité de cette classe d'établir sa légitimité dans la société à un stade important de l'histoire de l'Amérique latine, où l'on voit surgir d'autres groupes qui menacent de plus en plus l'ordre bourgeois. Ainsi, Quijano relève que, « parallèlement à la crise des institutions et des mécanismes légitimant l'ordre bourgeois, on peut observer également une modification profonde des relations entre la classe dirigeante et les institutions répressives fondamentales, telles que les forces armées, d'où l'on peut déduire que celles-ci risquent aussi de connaître une période de crise. Le changement dans les relations entre la classe dirigeante et les forces armées semble consister surtout en ceci que, tandis que la fonction essentielle des forces armées, du point de vue des rapports politiques avec le pouvoir, était auparavant de réprimer les mouvements populaires et de représenter la classe dirigeante au sein du pouvoir exécutif chaque fois que cela semblait nécessaire (mais toujours sous le contrôle et sous la direction immédiate de la classe en question), les événements survenus récemment dans certains pays semblent indiquer que la présence des forces armées au sein du pouvoir exécutif est maintenant requise d'une façon relativement indépendante de la volonté expresse de la classe dirigeante et de ses élites politiques les plus brillantes, sinon contre leurs intérêts politiques immédiats » ².

¹ G. Torcuato di Tella : « El populismo y la participación social », document de travail présenté lors du colloque de l'IIES sur la participation sociale en Amérique latine (Mexico, 14-16 octobre 1969) (polycopié).

² Aníbal Quijano : « El marco estructural condicionante de los problemas de participación social en América latina », document de travail présenté au colloque de l'IIES sur la participation sociale en Amérique latine (Mexico, 14-16 octobre 1969) (polycopié), p. 35.

Le même auteur conclut : « La crise de l'hégémonie politique au sein de la classe dirigeante et la tendance grandissante à contester la légitimité de la domination de cette classe, considérée dans son ensemble, paraissent ainsi être propices, tant que durera cette crise, à la conquête, par les organes intermédiaires de l'autorité (l'armée, l'Église et l'administration publique en particulier), d'une large autonomie dans leurs relations avec la bourgeoisie et avec le reste de la société. » ¹.

La concentration du pouvoir économique et politique se produit à différents niveaux. Sur le plan écologique, elle se manifeste par la prédominance d'un petit nombre de centres urbains sur des zones rurales très étendues et arriérées. On a souvent mis en évidence l'influence politique et économique que les capitales et d'autres grandes villes exercent dans les pays latino-américains ². L'importance, pour les pays respectifs, d'agglomérations urbaines telles que Buenos-Aires, Santiago, le triangle São Paulo-Rio-de-Janciro-Belo-Horizonte, Lima, Caracas, ou Mexico, a conduit certains auteurs à considérer les nations latino-américaines comme des sociétés urbaines ou urbanisées plutôt que traditionnellement rurales. Une bonne partie de la population et une partie encore plus grande des richesses, mais aussi les activités industrielles, les moyens d'enseignement et les autres services publics sont concentrés dans ces centres urbains ³.

Sur le plan socio-culturel, le pouvoir économique et politique est souvent entre les mains de groupes minoritaires déterminés, qui peuvent être définis en termes ethniques ou raciaux. Tel est notamment le cas des pays qui ont un fort peuplement indien, traditionnellement dominé par les Blancs ou les métis. Mais cela s'est produit également au Brésil, où l'intégration des anciens esclaves noirs au régime de classe capitaliste a revêtu des aspects particuliers ⁴.

Quant au plan socio-politique, nous avons déjà parlé des formes traditionnelles « oligarchiques » d'autorité et de contrôle. Ne tenant leur légitimité que d'elles-mêmes, elles ont cependant réussi à polariser les structures sociales et à maintenir la rigidité de la pyramide sociale.

La polarisation sociale et économique des pays d'Amérique latine a incité quelques observateurs à parler de « dualisme » et de « sociétés dualistes ». La thèse dualiste consiste essentiellement à affirmer qu'il existe, dans les pays d'Amérique latine, deux sociétés différentes, et, jusqu'à un certain point,

¹ Quijano, *op. cit.*, p. 36.

² Cf. Philip M. Hauser : *La urbanización en América latina* (Paris, UNESCO, 1961); J.E. Hardoy et C. Tober : *La de) : The Urban Explosion in Latin America* (Ithaca, New York, Cornell University Press, 1967); J. E. Hardoy et C. Tober : *La urbanización en América latina* (Buenos Aires, Editorial del Instituto, 1969).

³ La proportion de la population totale concentrée dans la ville la plus peuplée du pays est de 46 % en Uruguay, de 30 % en Argentine, de 26 % au Chili, de 25 % au Panama, de 24 % au Costa Rica, de 18 % à Cuba et au Venezuela, de 15 % au Nicaragua et au Pérou, de 12 % dans la République dominicaine, de 10 % en El Salvador, au Guatemala et en Bolivie, de 8 % au Mexique. Dans certains cas, ces chiffres sont encore plus élevés, parce que les zones métropolitaines englobent en réalité diverses unités administratives qui sont enregistrées séparément lors des recensements.

⁴ Cf. Florestan Fernandes : *A integração do Negro à Sociedade* (São Paulo, Editôra da Universidade de São Paulo, 1965).

indépendantes, bien que nécessairement liées entre elles ; la première serait une société archaïque, traditionaliste, agraire, sclérosée et rétrograde ; la seconde, une société moderne, urbaine, industrialisée, dynamique, progressiste et en voie de développement. La « société archaïque » est caractérisée par des relations personnelles et familiales ; par des institutions traditionnelles comme le parrainage (*compadrazgo*), certains types de travail collectif, certaines formes de domination politique personnaliste et des relations de caractère paternaliste ; par un cloisonnement rigide (selon lequel la place de l'individu dans la société est déterminée dès sa naissance, de sorte qu'il n'a pas beaucoup de possibilités d'en changer sa vie durant) ; par des normes et des échelles de valeurs qui exaltent - ou du moins acceptent - le statu quo et les formes de vie sociale héréditaires, ce qui est un obstacle aux théories économiques « rationnelles ». En revanche, la « société moderne » est censée reposer : sur le genre de relations que les sociologues appellent secondaires et qui sont déterminées par des actions « interpersonnelles » à des fins rationnelles et utilitaires ; sur des institutions ayant des fonctions bien définies ; sur une contexture sociale relativement souple, où la position de l'individu est le résultat de son effort personnel et peut s'exprimer en termes quantitatifs (tels que le revenu ou le niveau d'instruction) et qualitatif (la profession par exemple). Dans la société dite « moderne », les normes et l'échelle des valeurs individuelles tendent à s'orienter vers l'évolution, le progrès, l'innovation et le rationalisme économique ¹.

Ce qui semble être, à première vue, un contraste entre les deux tendances opposées d'une société dualiste est, en réalité, le résultat de l'interférence des forces historiques qui ont favorisé la croissance et la modernisation d'une fraction limitée de la société, tout en érigeant des barrières énormes contre le développement du reste du pays, ou même, parfois, en aidant au maintien de zones entières et de leurs populations dans un état permanent de sous-développement ². On peut désigner l'interaction des deux tendances en question, par le terme de colonialisme interne, car les relations qui se sont établies entre la métropole coloniale et ses colonies ont servi de modèle, à l'intérieur même des pays coloniaux, pour les rapports entre les quelques « pôles de croissance » et le reste du pays. Certes, les régions les plus déshéritées et arriérées de nos pays ont toujours joué le rôle de colonies intérieures face aux centres urbains en expansion et aux zones de production agricole ³.

Le colonialisme interne présuppose que la participation sociale tend à se limiter aux centres « métropolitains » intérieurs et à leur population. Toutefois, le processus de modernisation qui se produit dans ces centres en plein essor n'entraîne pas nécessairement la mutation du secteur « colonisé » ou la transformation de la totalité de leurs habitants en une population « participante ».

¹ Rodolfo Stavenhagen : « Siete tesis equivocadas sobre América latina », *El Día* (Mexico), 25 juin 1965.

² Voir F. H. Cardoso et E. Faletto : *Dependencia y desarrollo en América latina* (Mexico, Siglo Veintiuno, 1969) ; André Gunder Frank : *Capitalism and Under-development in Latin America* (New York, Monthly Review Press, 1967).

³ Stavenhagen, op. cit.

L'évolution des relations entre classes dont nous avons parlé précédemment, ainsi que la modification de la nature de l'État, nécessitent une intégration croissante des masses de la population dans les structures sociales et économiques de la nation. En d'autres termes, la société nationale doit étendre son action et son contrôle à tous les secteurs, en subordonnant les intérêts régionaux, locaux ou particuliers à l'intérêt national. Cela signifie non pas, bien entendu, l'élimination des inégalités entre régions ou entre classes, mais la généralisation de structures politiques et sociales, de mécanismes administratifs et de rapports économiques plus homogènes. Ainsi, les formes précapitalistes de l'économie des sociétés tribales tendent à disparaître ; les régimes traditionnels d'exploitation communautaire du sol font place à des institutions nouvelles ; les formes locales et indépendantes du pouvoir personnel, du parrainage et du paternalisme tendent à s'intégrer à des régimes plus rationnels et institutionnalisés de contrôle politique, appliqués par le pouvoir central de l'État-nation. Ce processus d'intégration atténue le « dualisme » de la société et renforce le colonialisme interne décrit ci-dessus. Mais il ne signifie évidemment pas que chacun des groupes ainsi intégrés sera capable, dans la même mesure, de participer, de façon consciente et organisée, à la détermination de ses rapports avec l'État-nation, ainsi qu'avec les autres groupes, dans le cadre général de la société. C'est dire que l'on assiste simultanément à une autre évolution qui tend à rendre marginales non seulement les populations rurales mais aussi celles des villes.

C. La notion de marginalité

[Retour à la table des matières](#)

Le terme de « populations marginales » s'est appliqué à l'origine aux habitants des bidonvilles vivant dans des baraquements à la périphérie des principales cités d'Amérique latine. Les descriptions abondent des favelas de Rio, des *callampas* de Santiago, de *barriadas* de Lima et de bien d'autres phénomènes analogues. Il est devenu très vite évident que le problème posé en l'occurrence ne relevait pas simplement de l'urbanisme, mais qu'il était lié à diverses conditions sociales, culturelles et économiques. En effet, les occupants de ces logements « marginaux » avaient un niveau de vie extrêmement bas, n'étaient guère des consommateurs, souffraient d'un chômage ou d'un sous-emploi chronique, se recrutaient généralement parmi les immigrés de souche paysanne récemment arrivés et ne participaient presque pas à la vie politique du pays. Mais ces caractéristiques et certaines autres ne s'appliquaient pas exclusivement aux habitants des bidonvilles ; elles valaient aussi pour certains citadins et pour les ruraux.

Les « marginaux » sont devenus ainsi les éternels déshérités de la société latino-américaine. Selon les auteurs d'un ouvrage récent, ceux qui ne s'intègrent pas sont relégués au dernier rang de l'échelle sociale ou même en sont exclus. Ils ne sont en somme pas intégrés, socialement et économiquement, à

une société, à un système de classes, puisqu'ils ne font pas partie du système économique. Ils se situent à la limite mathématique, ils n'existent pas, ni pour la campagne qui les a expulsés, ni pour la ville qui ne les accueille pas ; ils n'appartiennent ni au secteur primaire, ni au secteur secondaire ; ils ne sont rien ni personne ; ils ne font que peupler un coin de terre qui n'est qu'un *no man's land* ¹. Cette description éloquente, sinon très scientifique, n'est pas précisément une définition heuristique de la marginalité, mais elle met en lumière la condition et le paupérisme de masses importantes de la population. Les auteurs en question estiment que les populations marginales urbaines représentent, à elles seules, 30 millions d'individus en Amérique latine.

Pour que la notion de marginalité soit autre chose qu'une simple épithète appliquée à la population besogneuse d'une zone déterminée, il faut donc la rattacher aux aspects généraux, mentionnés précédemment, de la structure sociale. La marginalité apparaît alors comme un processus continu, lié au développement économique et à la poussée démographique de telle ou telle zone. En effet, le développement capitaliste en Amérique latine a fait surgir des masses grandissantes d'individus qui ne sont pas systématiquement intégrés dans la structure professionnelle du pays. Cette évolution est comparable à celle qu'a engendré l'industrialisation en Europe, spécialement en Angleterre ². En Europe occidentale, toutefois, le système économique a été capable, à plus ou moins brève échéance, d'incorporer les populations marginales, ou du moins, de réduire leur importance numérique, grâce au processus général de développement.

Il n'en va pas de même en Amérique latine, en raison des conditions historiques particulières qui ont entouré le développement et l'industrialisation dans cette partie du monde. Dans la mesure où l'on est en présence de populations marginales qui sont de plus en plus difficiles à intégrer au processus « naturel » de développement capitaliste, on peut parler d'un « surpeuplement relatif ». José Nun a fait une analyse très poussée de cette question ³. À l'apogée du capitalisme industriel au XIXe siècle, ce surplus de population avait été considéré par Marx comme « une armée de réserve industrielle » destinée à jouer un rôle déterminé dans le fonctionnement du capitalisme concurrentiel de cette époque. Peut-on appliquer cette même expression aux populations marginales d'Amérique latine ? Sont-elles aussi une armée de réserve industrielle ? On serait tenté de répondre par l'affirmative si Nun ne poussait pas l'analyse plus loin et ne formulait pas certaines réserves.

On a souvent insisté sur le fait que l'industrialisation en Amérique latine ne s'opère pas de la même manière que dans les pays d'Europe occidentale. Cela est dû avant tout à l'utilisation croissante de techniques modernes, permettant d'employer moins de main-d'œuvre, et au rôle économique assumé

¹ Roger Vekemans et Ismael S. Luc Fuenzalida : « El concepto de marginalidad », DESAL (Centro para el desarrollo económico y social en América latina) : *Marginalidad en América latina : Un ensayo de diagnóstico* (Barcelona, Editorial Herder, 1969), p. 44.

² Eric Hobsbaum : « La marginalidad social en la historia de la industrialización europea », *Revista latino-americana de sociología*, no 2, 1969.

³ José Nun : « Superpoblación relativa, ejército industrial de reserva y masa marginal », *Revista latino-americana de sociología*, no 2, 1969, et « Marginalidad y participación social, un planteo introductorio », document de travail présenté lors du colloque de l'IIES sur la participation sociale en Amérique latine (Mexico, 14-16 octobre 1969) (polycopié).

par les grandes compagnies multinationales. Ainsi, une part croissante de la population ne peut pas être intégrée au processus d'industrialisation, d'autant que l'Amérique latine accuse un des taux de croissance démographique les plus élevés du monde. La production industrielle en Amérique latine augmente beaucoup plus vite que la main-d'œuvre industrielle. C'est pourquoi des masses importantes de travailleurs non qualifiés ou semi-qualifiés sont cantonnées dans les activités les moins productives du secteur tertiaire de l'économie, dans les professions considérées aussi comme « marginales », telles que celles de vendeur ambulant, de domestique ou de cireur de chaussures, sans parler d'une foule d'autres moyens de subsistance que l'on peut difficilement qualifier d'« emplois » au sens donné à ce terme dans les pays industrialisés. On y trouve, bien entendu, des chômeurs classiques, qui forment, eux, une « armée de réserve industrielle », étant prêts à se disputer âprement les rares emplois qui peuvent se présenter, contribuant ainsi au maintien des salaires réels au niveau le plus bas. Cependant, une partie de plus en plus importante de la population est non seulement sans emploi, mais inemployable, compte tenu des progrès actuels de la technique. C'est elle que Nun qualifie de « masse marginale » et qui constitue le véritable problème.

Contrairement au type classique de l'armée de réserve industrielle, la masse marginale de l'Amérique latine n'est pas utilisable dans le système économique en vigueur, ce qui contribue au maintien de la structure « dualiste » de la société ou du colonialisme interne. La question qui se pose à présent est la suivante : la masse marginale étant, par définition, une population non participante, existe-t-il pour elle une possibilité de participation sociale sans une transformation qualitative préalable du système économique et social existant ? Ou bien la participation peut-elle être considérée comme une variable autonome, susceptible d'intervenir dans certaines circonstances et d'avoir alors certains effets sur le système économique et social ? S'il en est bien ainsi, quelles sont ces circonstances et quels seront ces effets ?

Malheureusement, les auteurs des travaux consacrés à la marginalité en Amérique latine se sont intéressés bien plus à la définition du problème qu'à la participation sociale, réelle ou potentielle, des populations marginales. Sur ce dernier point, il existe, certes, quelques études de cas faisant état de divers phénomènes : associations bénévoles, parrainage et paternalisme en matière politique, comportement électoral, etc., mais d'une façon générale notre connaissance des mécanismes et des formes de la participation sociale tend à avoir sa source principale dans les organisations et les institutions officielles, telles que les syndicats, les associations d'employeurs, les partis politiques et d'autres groupes d'intérêts reconnus.

Mais il se pose également, ici, un problème épistémologique. La notion de marginalité, telle qu'elle a été décrite plus haut, ne constitue pas nécessairement une définition univoque permettant de classer ou de décrire aisément certains individus. Il n'est donc pas très utile de savoir qui est ou n'est pas marginal à un moment donné. Tel que nous l'employons ici, le terme de marginalité définit bien plutôt un concept structural, analogue à celui de « classe sociale » (avec lequel il est certainement apparenté). Mais si les populations marginales sont, par définition, celles qui ne participent pas au système économique et politique en place, il est certain que n'importe quelle forme de participation sociale de leur part transformerait automatiquement

leur condition marginale. Ce n'est certes pas là l'objet de notre analyse. Toutefois, une telle possibilité doit être envisagée comme une hypothèse à vérifier par des recherches empiriques sur place (après avoir défini clairement les critères utilisés) au lieu d'être considérée comme allant de soi.

Si nous avons insisté, dans les paragraphes précédents, sur la marginalité des sociétés latino-américaines, c'est parce qu'une analyse ordinaire de la structure sociale, compte tenu de classes sociales bien définies et liées directement entre elles (bourgeoisie et prolétariat industriel, classe moyenne urbaine, propriétaires terriens et paysans, travailleurs des plantations, etc.), ne suffit pas à expliquer ce phénomène. Il existe, en effet, des classes sociales qui peuvent être considérées dans les structures actuelles comme plus ou moins « marginalisées ». La masse marginale, telle que Nun l'a définie, peut se situer à l'extrémité de l'échelle de marginalité ascendante ou descendante. Les péons ou colons des latifundia traditionnelles dans les régions les plus arriérées de l'Amérique latine sont considérés par certains auteurs comme à peine moins marginalisés, au regard de structures existantes, que les marginaux urbains, alors même que l'on peut estimer qu'ils sont beaucoup mieux intégrés au système du point de vue fonctionnel. L'élaboration d'une typologie ou d'une simple échelle permettant de considérer la marginalité comme une variable qui intéresse divers groupes sociaux ne serait pas une mesure très constructive à ce stade. La marginalité (non pas tant comme caractéristique de tel ou tel groupe social que comme trait distinctif de la structure sociale latino-américaine en l'état actuel de son développement) constitue un point de référence indispensable pour une analyse de la participation sociale.

D. La participation sociale dans la structure agraire

[Retour à la table des matières](#)

Rappelons que la participation sociale a été définie, aux fins de la présente étude, comme n'importe quel type d'action organisée, par laquelle tel ou tel groupe social défavorisé fait connaître ses besoins, expose ses revendications, défend ses intérêts et s'efforce d'atteindre certains objectifs d'ordre économique, social ou politique, sinon d'exercer une influence directe ou indirecte sur les pouvoirs publics, pour accroître les possibilités de négociation sur le plan économique et social en vue d'améliorer la position sociale du groupe en question. Nous n'essaierons pas d'établir ici un modèle précis de participation sociale, quand bien même nous pourrions déterminer les différents types de participation sociale selon divers critères dont voici quelques exemples : le degré d'organisation ou d'institutionnalisation de l'action déployée ; l'ampleur

et la portée de cette action, eu égard à ses objectifs, à la tactique employée et à sa base numérique, l'intensité ou la « profondeur » de la participation, etc.¹.

Notre principal objet est d'analyser la participation sociale, dans différents contextes et à divers niveaux, plutôt que d'établir un schéma pour une étude logique et analytique. Celle-ci constituera une étape ultérieure et sera fondée sur une documentation complémentaire de caractère empirique. Le reste du présent article sera donc consacré à une synthèse de la participation sociale dans la structure agraire.

Dans la structure agraire traditionnelle de l'Amérique latine, la majeure partie de la population rurale n'a guère de possibilités de participer institutionnellement à des organisations, de quelque genre que ce soit, qui pourraient l'aider à améliorer sa position sociale et politique. Les associations bénévoles sont pour ainsi dire inexistantes. Les diverses catégories de la population agricole - journaliers, métayers, paysans en semi-servage des grands domaines, squatters, propriétaires de minuscules lopins dans les communautés indiennes ou en bordure des latifundia, ouvriers saisonniers migrants, etc. - sont toutes intégrées à une ancienne structure politique, sociale et économique rigide, qui ne signifie généralement pour eux que pauvreté, exploitation, domination et répression².

¹ Pour une analyse des différentes variantes possibles d'un mouvement social (de mouvements paysans en l'occurrence), laquelle pourrait s'appliquer également à l'étude de la participation sociale, voir Henry A. Landsberger. « Le rôle des mouvements et des révoltes de paysans dans le développement : schéma d'une analyse », *Bulletin* de l'IIES, no 4, fév. 1968, pp. 10-75.

² La situation a été décrite de la façon suivante dans un rapport du Bureau International du Travail (voir Conférence internationale du Travail, 39, session, Genève, 1956, rapport VIII (1) : *Conditions de vie et de travail des populations autochtones dans les pays indépendants* (Genève, BIT, 1955), pp. 72-73) :

« Le système de la main-d'œuvre autochtone attachée aux propriétés, qui existe aussi dans d'autres parties du monde, semble être particulièrement tenace, en Amérique du Sud, dans la région des Andes. Il y revêt deux formes principales : dans la première, le travailleur est rétribué en partie par la jouissance d'un lopin de terre faisant partie de la grande propriété et qu'il peut destiner à la culture ou au pâturage ; dans la seconde, l'ouvrier doit travailler dans la grande propriété pour payer la totalité ou une partie du loyer de la parcelle de terrain dont il est le locataire ou le métayer. Le point important, c'est que la maison, la terre et les prêts qui peuvent être accordés au colon partiaire ou au travailleur résident sont un moyen de l'empêcher de partir. En règle générale, la location de la terre et la location de services sont combinées en un seul et même acte, dont le détail peut varier d'un pays à l'autre et parfois même d'une région à l'autre dans un même pays, selon que le loyer est payé en travail - avec ou sans salaire complémentaire convenu - ou au moyen d'une partie des récoltes ou selon les deux systèmes à la fois... Bien que la législation nationale l'interdise, il est signalé qu'une des caractéristiques de ce système semi-féodal de fermage, dans plusieurs pays de l'Amérique latine et de l'Asie, consiste dans la pratique de services personnels non rétribués exigés du fermier autochtone par les propriétaires, les créanciers et même par les autorités civiles, militaires et religieuses locales. Dans de nombreux cas, cet usage paraît être une déformation d'institutions sociales indigènes, telles que l'entraide et le service mutuel dans le travail de la communauté. »

Un autre rapport du Bureau International du Travail indique ce qui suit (voir BIT : *L'agriculteur non propriétaire en Amérique latine*, Études et documents, nouvelle série, no 47 (Genève, 1957), pp. 117-118 :

« Les aspects peu satisfaisants des relations contractuelles entre locataire et propriétaire constituent de sérieux obstacles à l'amélioration progressive des conditions de vie et de travail des agriculteurs considérés dans la présente étude. Tant que ces relations ne feront pas l'objet d'une réglementation cohérente et équitable, l'agriculteur qui travaille la

Certes, les membres des communautés indiennes participent, d'une façon organisée, au maintien des structures traditionnelles de leur communauté, et les diverses catégories de paysans prennent part à certaines activités sociales, religieuses, parfois même politiques, d'une nature périodique ou routinière, dont l'objet essentiel est de conserver l'équilibre social sur le plan local. Cependant, les ouvrages consacrés à l'Amérique latine fournissent maints exemples de la façon dont le pouvoir agit en milieu rural pour empêcher les groupes les plus déshérités de s'organiser et d'améliorer sensiblement leur position vis-à-vis des classes dirigeantes ¹. Parmi les facteurs qui empêchent la participation sociale des pays, nous pouvons mentionner : les systèmes traditionnels d'occupation des terres, le travail forcé auquel est astreinte une bonne partie de la population rurale, l'absence de garanties légales pour les relations de travail à la campagne, l'importance grandissante d'une masse mouvante de saisonniers et le recours à la force des propriétaires terriens pour éluder la loi ou imposer aux paysans leur propre « loi » ; enfin, le climat général de crainte et d'insécurité que les paysans connaissent pendant la plus grande partie de leur vie et qu'un observateur a appelé la « culture de la répression » ².

Mais on aurait tort de croire que cette situation a provoqué une passivité complète dans les milieux paysans. Bien au contraire, et en remontant seulement au début du XXe siècle, on peut rappeler que la révolution agraire au Mexique a été déclenchée et alimentée par les révoltes paysannes. Dans les Andes, une longue suite de mouvements paysans organisés a précédé les récentes discussions au sujet de la réforme agraire (en commençant par la réforme bolivienne de 1953). Au Brésil, les ruraux ont été au cœur de divers mouvements messianiques qui ont commencé à revêtir une importance nationale dès la moitié du XIXe siècle. En Colombie, une agitation rurale violente, liée aux difficultés politiques du pays, a conduit à diverses formes de guérilla paysanne. Ces dernières années, des mouvements politiques organisés, tels que les ligues paysannes du Nord-Est brésilien, ont exprimé les besoins impérieusement ressentis par une population rurale sortant enfin d'un long silence. Les actions concertées des syndicats de travailleurs ruraux des plantations et des grandes exploitations du Chili, du Venezuela, d'Amérique centrale et d'autres pays sont dirigées dans le même sens.

terre d'autrui ne pourra ni jouir d'une sécurité d'emploi suffisante, ni se perfectionner du point de vue professionnel, ni relever son niveau de vie. Ces considérations sont également valables dans les cas, relativement favorables, où l'absence de contrat formel s'accompagne d'une sorte de régime paternaliste.

« Quelles sont à l'heure actuelle les perspectives offertes à l'agriculteur sans terres ? Étant donné les possibilités fort limitées d'accès à la propriété, il n'a le choix qu'entre deux solutions : ou bien il reste dans sa situation, et abandonne tout espoir de relèvement social et économique, ou bien, lorsqu'il le peut, il émigre vers les zones urbaines ou industrielles qui lui offrent des perspectives de gains plus élevés. »

¹ C'est ce qui ressort nettement d'une étude récente d'Ernest Feder intitulée : « A review of Land Tenure Changes and of Land Reforming in the 1960's » (Santiago-du-Chili, ECLA, 1968) (polycopié), en particulier du chapitre III, et également d'un rapport de Gerrit Huizer, publié sous le titre de « Report on the Study on the Role of Peasant Organisations in the Process of Agrarian Reform in Latin America » (Genève, BIT, document polycopié D/24/1969).

² Allan Holmberg : « Some Relationship between Psychobiological Deprivation and Cultural Change in the Andes », document de travail présenté à la Conférence annuelle de l'Université Cornell sur l'Amérique latine, 21-25 mars 1966 (polycopié).

Ces diverses manifestations peuvent toutes être considérées comme des formes de participation sociale. Nous allons donc chercher à déterminer quelques-unes de leurs principales caractéristiques.

L'action collective organisée des populations rurales a toujours placé les analystes devant certains problèmes particuliers.

Les caractéristiques écologiques et géographiques, liées à des formes traditionnelles de la vie communautaire, ou le monde « fermé » des systèmes féodaux ou semi-féodaux d'exploitation du sol et de rapports de travail, ont donné aux mouvements paysans un caractère complètement différent de celui des mouvements de travailleurs urbains ou d'autres classes sociales. Le mot fameux de Marx sur les paysans français, qui formeraient une classe sociale pour la simple raison que des pommes de terre dans un sac constituent un sac de pommes de terre, vient aussitôt à l'esprit. Toutefois, le paysan français n'a que très peu de points communs avec les populations rurales latino-américaines, et la question de savoir comment celles-ci s'organisent, et dans quelles conditions, revêt une importance capitale pour l'évolution sociale et le développement en Amérique latine.

L'histoire récente de l'Amérique latine permet de dégager certaines idées quant aux possibilités d'organisation des populations rurales dans cette partie du monde. Et une ample étude comparative de Gerrit Huizer met en relief certains traits communs des mouvements paysans ¹.

Selon une opinion courante, les mouvements protestataires, ainsi que les révolutions, prennent naissance dans les classes sociales les plus opprimées et les plus déshéritées. Bien que l'oppression et le paupérisme jouent indiscutablement leur rôle, ce n'est pas aux échelons les plus bas de la hiérarchie sociale qu'ont commencé les mouvements paysans d'Amérique latine.

L'histoire des organisations paysannes en Bolivie, au Brésil, au Mexique, au Pérou et dans d'autres pays démontre que la population rurale exerce une action concertée, pour la défense de ses intérêts menacés, non pas tellement dans les régions les plus arriérées que dans celles qui ont déjà atteint un certain degré de modernisation. C'est en effet lorsque des initiatives sont prises (il s'agit généralement de l'introduction de cultures marchandes pour l'exportation) que les propriétaires terriens exercent une pression accrue sur les paysans qui dépendent d'eux, soit en les délogeant des terres qu'ils occupaient légalement, comme le cas s'est produit en Bolivie, soit en refusant de prendre en considération certaines demandes, pourtant raisonnables, des fermiers et des métayers, comme dans le Nord-Est brésilien, soit en usurpant les biens-fonds communaux, comme au Mexique, soit encore en essayant d'accroître les obligations des péons en fait de travail forcé, comme au Pérou ². Dans chacun de ces cas, la réaction des paysans a consisté à s'unir

¹ Huizer, op. cit.

² Lansberger (op. cit.) estime que le point de départ des mouvements paysans réside non pas tant dans la détérioration objective de la condition paysanne que dans la position

pour la défense de leurs intérêts communs, à s'efforcer de promouvoir des mesures pacifiques et légales pour résoudre leurs problèmes. Mais, devant l'opposition intransigeante et souvent violente des groupes dirigeants à l'égard de leurs propositions, les mouvements paysans ont rapidement durci leurs revendications et leurs méthodes. L'expérience montre que ces mouvements, lorsqu'ils se voient incapables de poursuivre leur action isolément, recherchent des concours extérieurs. C'est ainsi que des liens s'établissent avec des syndicats urbains ou des groupes politiques et que le système politique, national ou régional se trouve engagé dans le conflit. Au Mexique comme en Bolivie, une action paysanne essentiellement localisée a coïncidé avec des mouvements politiques révolutionnaires sur le plan national, débouchant sur une réforme agraire radicale. Ailleurs, l'agitation paysanne locale a été canalisée d'une façon plus « institutionnelle » et s'est fondue dans la constellation politique générale (comme au Venezuela), tandis qu'elle a été divisée ou simplement réprimée, comme au Pérou et au Brésil.

Le rôle des dirigeants est important aux premiers stades de l'organisation paysanne. Dans presque tous les mouvements étudiés par Huizer, les dirigeants du début provenaient du milieu rural, même s'ils n'étaient pas des paysans « typiques ».

Sur le plan de la personnalité, la plupart d'entre eux possédaient des qualités innées bien définies, qui leur permettaient d'exercer et d'étendre leur influence et leur autorité personnelle au-delà des périodes de crise. En outre, ils avaient tous acquis une certaine expérience du processus de « modernisation », soit parce qu'ils possédaient une meilleure formation que leur compagnons, soit parce qu'ils avaient vécu dans une ville, dans la capitale du pays ou même à l'étranger.

Par la suite, notamment lorsqu'un mouvement local parvenait à se lier plus ou moins formellement à des organisations plus vastes sur le plan régional ou national, la direction en était parfois assumée par des éléments extérieurs - hommes politiques, avocats ou enseignants - qui s'identifiaient à la lutte paysanne.

Il existe évidemment divers types de populations paysannes en Amérique latine et le problème de la participation sociale se présente sous un jour très différent, selon les cas. Pour simplifier notre analyse, nous distinguerons trois types principaux :

1) **le paysan**, au sens étroit du terme, c'est-à-dire l'agriculteur qui possède la terre qu'il cultive ou qui l'exploite d'une façon relativement autonome, avec l'aide de sa famille, la production étant réservée à la consommation locale sans constituer une source de revenu réelle. Ces producteurs travaillent aussi pour le marché auquel ils sont intégrés, mais ils ne sauraient être confondus avec les exploitants d'entreprises. En effet, les traits caractéristiques du travail du paysan traditionnel - que celui-ci soit propriétaire du sol qu'il cultive, membre d'une communauté indienne, fermier ou squatter, suivant les circonstances

économique de l'élite traditionnelle. Cette hypothèse n'a pas encore été suffisamment vérifiée en Amérique latine pour que l'on puisse actuellement l'accepter ou la rejeter.

locales - restent toujours les mêmes : technique peu développée, méthodes traditionnelles, travail familial ou communal, faibles excédents pour la vente, capital presque inexistant ;

2) **le colon partiaire ou le péon attaché à la terre**, qui travaille sur un vaste domaine où il a le droit de cultiver une petite parcelle pour sa subsistance en échange de services généralement très pénibles. Les relations entre le propriétaire terrien et le péon ont souvent été considérées comme « féodales », parce qu'elles sont partie intégrante du système de l'hacienda, qui est, en fait, la structure sociale fondamentale de nombreux pays d'Amérique latine ¹ ;

3) **le travailleur salarié des plantations modernes**, qui participe à la culture de produits agricoles vendus sur le marché national ou international. Il s'agit là du véritable « prolétariat rural » des pays d'Amérique latine, dont les conditions de vie et d'emploi ressemblent le plus à celles des travailleurs urbains.

La participation sociale des paysans est liée plus étroitement, aujourd'hui, à l'organisation paysanne dans le cadre de la réforme agraire. En fait, celle-ci est devenue la cause déterminante de celle-là. Les trois types de paysans qui viennent d'être brièvement décrits tendent à s'organiser en fonction de problèmes différents, découlant de leur situation particulière du point de vue de la propriété de la terre et des méthodes de production, et les principales caractéristiques de leurs organisations respectives varient en conséquence.

Les paysans indépendants semblent éprouver de grandes difficultés à instituer des organisations permanentes. Il arrive fréquemment que ces organisations s'articulent autour d'une personnalité dirigeante particulièrement douée, qui se charge de toutes les affaires importantes, qui prend les principales décisions et dont l'autorité indiscutée est acceptée par tous les membres. Le type classique des relations paternalistes se retrouve ici et, lorsque le chef adopte certaines positions radicales ou militantes, l'organisation le suit. Mais s'il hésite ou se rallie au régime, ainsi qu'on le voit souvent, l'organisation commence à se désintégrer et se transforme en un simple instrument de politique électorale.

¹ Une étude récente du système agraire dans sept pays d'Amérique latine en donne la description suivante (voir S. Barraclough et A. L. Domike : « La estructura agraria en siete países de América latina », *El Trimestre Económico*, no 130, avril-juin 1966) :

« Ces régimes fonciers découlent de la structure du pouvoir. En effet, la propriété ou le contrôle de la terre est un élément du « pouvoir » au sens classique du terme, qui est la capacité réelle ou potentielle d'obliger autrui à faire ce que l'on veut. Le pouvoir sur la main-d'œuvre rurale se reflète dans les régimes fonciers qui lient les travailleurs à la terre en ne leur concédant qu'un maigre revenu et peu de droits. Les petits fermiers, métayers et ouvriers des grandes exploitations n'ont pas d'autres possibilités, pour travailler et subsister, que celles qui leur sont offertes par les propriétaires. Les contrats de travail et de fermage sont établis de façon que les augmentations de la productivité sur les gains extraordinaires profitent toujours aux propriétaires... »

Santos de Moraes a dit ¹ que les conditions économiques et sociales des paysans déterminent, dans une large mesure, le degré de leur aptitude à constituer des organisations et des mouvements ruraux. Le paysan est un véritable « artisan » ; il est engagé du commencement à la fin dans le processus de production ; il travaille par lui-même, pour lui-même, dans un cadre familial ou, tout au plus, dans un milieu communautaire. En dehors de la division courante du travail par âge et par sexe, le producteur rural indépendant ne sait pas grand-chose des spécialisations et de l'organisation collective rationnelle de la production agricole. Il est à la fois propriétaire, chef d'entreprise et travailleur. Bien qu'il puisse lui arriver d'employer de la main-d'œuvre salariée, il contrôle personnellement l'ensemble des opérations. Il est lié organiquement, non point à d'autres travailleurs accomplissant des tâches spécialisées différentes, mais seulement à d'autres paysans, ses semblables, s'adonnant à un travail analogue au sien. D'où cette conclusion de Santos de Moraes : « La structure du processus de production où le paysan est intégré détermine bon nombre de ses attitudes sociales et d'aspects de son comportement idéologique lorsqu'il participe à un groupe social. » Il est incapable de participer activement à un mouvement moderne d'une structure complexe, car les exigences d'une telle organisation tendent à devenir incompatibles avec la conception du monde personnalisée et familiale qui est celle du paysan isolé. Pourtant, il est relativement aisé à un dirigeant actif et entreprenant de prendre en main, dans une organisation de ce genre, la plupart des tâches importantes, car les membres n'y voient en général aucun inconvénient. Santo de Moraes a étudié diverses organisations paysannes du Brésil et de l'Amérique centrale. A son avis, leur déclin ou leur échec, après un départ satisfaisant, est souvent imputable, du moins en partie, à l'opposition inhérente entre une structure organique « moderne » et la mentalité essentiellement « paysanne » de leurs membres. Tel aurait été le cas, semble-t-il, des ligues paysannes du Nord-Est brésilien ; de même, il en va souvent ainsi des coopératives à fins multiples et des groupes d'action communautaires constitués sous les auspices du gouvernement au titre de projets de développement rural.

Les mouvements sociaux et politiques qui groupent les péons des haciendas ont à faire face à des problèmes d'organisation analogues. Dans de tels cas, toutefois, les objectifs fondamentaux permettent généralement de surmonter ces difficultés grâce à l'influence qu'ils exercent sur la structure sociale dans son ensemble. En fait, la plupart de ces mouvements peuvent être considérés comme des instruments de la lutte pour la terre, autrement dit, eu égard à la structure agraire de la plus grande partie de l'Amérique latine, d'une lutte pour une transformation radicale du système social. Étant essentiellement subversif au regard de l'ordre social, ce mouvement se heurte à l'opposition tenace, sinon violente, de la classe possédante au pouvoir. Il est apparu dans plusieurs pays que, lorsque de tels mouvements sont lancés par des péons ou par des agriculteurs sans terres, leur objectif est de récupérer ou de voir restituer des biens-fonds sur lesquels ils font valoir des droits ancestraux, ou bien d'obtenir des titres et des droits de propriété légaux sur les terres qu'ils occupent et qu'ils cultivent. Or ils ne semblent pas avoir beaucoup de chances d'avoir gain de cause s'ils n'obtiennent pas le soutien de groupes puissants ou

¹ Clodomir Santos de Moraes : « Algunas consideraciones en torno de las organizaciones carapesinas en Latino-américa », document de travail présenté lors du Colloque de VUES sur la participation sociale en Amérique latine (Mexico, 14-16 octobre 1969) (polycopié).

révolutionnaires à l'échelon national. Ou bien ils disparaissent après avoir réussi à promouvoir un type quelconque de réforme agraire (comme en Bolivie, au Mexique et, à l'échelon local, au Pérou, ainsi, bien entendu, qu'à l'occasion de transformation totale de la société à Cuba), ou bien ils sont réprimés et démantelés par les autorités. Cette dernière éventualité est d'ailleurs la plus fréquente et elle a prévalu, à un degré plus ou moins grand, dans la plupart des pays latino-américains.

Les caractéristiques des organisations qui groupent les travailleurs des plantations et d'autres salariés dans les grands domaines sont fort différentes. Santos de Moraes estime que la spécialisation et la division du travail dans les grandes entreprises agricoles modernes tendent à favoriser la participation de leur personnel à des organisations fortement structurées et complexes, telles que les syndicats de travailleurs des plantations. « Si l'entreprise a une structure de production complexe, son personnel peut également constituer et développer un mécanisme social d'une structure organique complexe, divisé en divers secteurs : production, consommation, transport, éducation, logement, loisirs, crédit, etc. ¹ ». Il cite des exemples de syndicats et de fédérations de travailleurs ruraux de divers pays qui sont puissants et efficaces, comptent parfois plusieurs milliers d'adhérents, mènent une vaste action permanente et fonctionnent à la satisfaction de leurs membres dans de multiples domaines.

Du point de vue organique, les syndicats de travailleurs ruraux peuvent être comparés aux syndicats industriels urbains. Toutefois, ces deux catégories d'organisations se différencient sensiblement en ce sens que le syndicalisme rural a des effets plus amples. Ainsi que l'a très justement observé Almino Affonso : « Le syndicalisme industriel ne conteste pas l'ordre social établi. Les relations entre patrons et ouvriers ne sont pas fondamentalement modifiées par le fait que ces derniers constituent une organisation représentative de leurs intérêts. Les éléments caractéristiques du contrat de travail restent inchangés : les prestations des services convenus, la subordination hiérarchique et le paiement du salaire en contrepartie. Le patron ne perd rien de sa qualité d'employeur en dialoguant avec ses ouvriers représentés par un syndicat. Tout change, au contraire, à la campagne. Dès l'instant où les paysans se syndiquent, une modification radicale semble s'opérer dans les relations sociales : la « dépendance », la « loyauté », la « soumission », si caractéristiques de la société paysanne de tradition ou de transition (où ces valeurs survivent) disparaissent pour faire place à de nouveaux rapports entre ayant droit. Du seul fait que les travailleurs organisent leur propre représentation, la verticalité des relations existantes (auparavant acceptée comme un élément inhérent à l'ordre naturel) ne peut subsister. Le patron cesse d'être le seigneur, il perd son caractère mythique, il se trouve réduit aux dimensions de simple employeur » ². Le fait que le syndicalisme rural, légalement accepté par la plupart des pays d'Amérique latine, sous une forme ou sous une autre, met en péril les bases mêmes sur lesquelles la structure agraire a reposé pendant quatre siècles, explique la résistance farouche que lui oppose le pouvoir traditionnel. Pour empêcher que les travailleurs ruraux ne s'organisent, on leur

¹ Santos de Moraes, op. cit.

² Almino Affonso : « El sindicato campesino, agente de cambio », document de travail présenté lors du Colloque de l'IIES sur la participation sociale en Amérique latine (Mexico, 14-16 octobre 1969) (polycopié).

dénie souvent les droits constitutionnels, nombre de lois sont considérées comme lettre morte et ils sont l'objet de toutes sortes de pressions. On comprend dès lors pourquoi les syndicats ruraux, bien qu'ils aient pu prendre de l'importance dans quelques régions où les circonstances leur étaient favorables, n'ont pu grouper, dans l'ensemble, qu'une proportion relativement faible de la main-d'œuvre agricole en Amérique latine.

La situation décrite par Affonso, et confirmée par de nombreuses autres études sur la structure agraire en Amérique latine, ne concerne pas seulement les mouvements qui ont explicitement pour but une transformation radicale des régimes fonciers, c'est-à-dire qui luttent pour une véritable réforme agraire. En effet, les études sur les syndicats ruraux faites par Affonso, au Chili et dans d'autres pays, durant plusieurs années (plus précisément pendant les années soixante, la réforme agraire étant devenue alors, en Amérique latine, une question nationale ou internationale) démontrent que, dans la plupart des syndicats en question, les revendications foncières ne jouent, en réalité, qu'un rôle mineur dans le processus de négociation collective. La pression exercée par les travailleurs ruraux, sous forme de revendications ou même de grèves, a généralement pour seul objectif des mesures d'ordre économique : salaires, emplois, sécurité de l'emploi, avantages sociaux. Même l'occupation de grands domaines par les travailleurs agricoles (considérés souvent comme une des actions les plus radicales menées par les paysans pour obtenir la réforme agraire) n'a été, dans certains cas, qu'un simple moyen destiné à faire prévaloir quelques-uns des objectifs économiques énumérés ci-dessus, plutôt qu'une tentative d'obtenir directement l'attribution de terres.

Encore qu'il soit difficile de tirer, à cet égard, des conclusions valables pour toute l'Amérique latine, il est certain que les mouvements paysans directement axés sur la réforme agraire sont plus fréquents dans les zones où les péons ou les colons partiaires sont particulièrement nombreux¹, ainsi que dans celles où les populations indiennes ont été progressivement dépouillées de leurs terres communales par les grands propriétaires. Des revendications, de type plutôt économique, seront présentées par les syndicats ou groupements d'ouvriers agricoles dans les régions où les relations entre travailleurs et employeurs sont plus « modernes », où les salaires en espèces sont de règle, même s'ils s'accompagnent d'obligations et d'avantages en nature, et où la production tend à s'orienter vers le marché plutôt que vers la consommation locale.

Les mouvements paysans structurés, tels que les syndicats ou les ligues dont nous avons parlé précédemment, ne constituent pas la seule forme de participation sociale - ni même la plus fréquente - des populations rurales d'Amérique latine qui entendent réagir contre le régime économique et social sous lequel elles vivent.

¹ Pour une excellente analyse d'un cas de « néo-féodalisme » ayant débouché sur une révolte paysanne, voir Eric J. Hobsbawm : « Problèmes agraires à la Convención (Pérou) », *Les problèmes agraires des Amériques latines* (Paris, Centre national de la recherche scientifique, 1967) et « A case of Neo-Feudalism : La Convención, Peru », *Journal of Latin America Studies*, vol. 1, partie 1 (Cambridge, Cambridge University Press, mai 1969).

Dans certaines régions, notamment au Brésil, des mouvements de nature messianique ont réussi, à diverses époques, à mobiliser des milliers de paysans, parfois pendant plusieurs années. Ce n'est que récemment que l'attention des spécialistes a été attirée sur l'importance sociale et politique des mouvements messianiques ou millénaristes. Alors qu'ils n'avaient été étudiés auparavant que du seul point de vue religieux, les recherches d'Hobsbawm, de Lanternari, de Pereira de Queiroz et d'autres ont mis en lumière les liens existant entre ces mouvements, les structures des sociétés rurales traditionnelles et le dynamisme de l'évolution sociale.

Les mouvements messianiques ne sont religieux que dans leur forme, déclare Maria Isaura Pereira de Queiroz au sujet du Brésil, mais leurs objectifs sont socio-économiques et politiques. Ils suivent tous des cycles réguliers et leur structure hiérarchique interne est identique. L'auteur fait une distinction entre les mouvements messianiques révolutionnaires, qui éclatent à la suite de crises de structure mettant en cause l'ensemble du système social, et les mouvements messianiques réformistes, issus de crises d'organisation, dont l'objet principal est de « réorganiser » les relations sociales à l'intérieur d'une structure déterminée, sans contester fondamentalement les institutions traditionnelles.

D'après Pereira de Queiroz, les mouvements messianiques ruraux que connaît le Brésil appartiennent à ce dernier type et ne sauraient constituer une forme de participation sociale, selon la définition donnée auparavant, parce qu'ils ne tentent pas de changer, en tout ou partie, les structures existantes, ni ne contribuent réellement à améliorer les possibilités de négociation politique et économique, ou encore la position sociale de leurs adeptes. Ils sont provoqués non point par des déséquilibres internes dans la structure économique et sociale, mais bien par une désorganisation au niveau du comportement individuel et familial, ainsi que par une rupture au regard des valeurs traditionnelles. Les structures du pouvoir, pas plus que les hiérarchies économiques et sociales existantes, ne sont visées par ces mouvements, qui ne recherchent aucun changement fondamental. Au contraire, ils contribuent à rétablir d'anciennes structures et à renforcer leurs valeurs dominantes. Le chef de ces mouvements - le messie - est, tout au plus, un intermédiaire entre les adeptes et le régime politique, régional ou national ; il se transforme souvent en un « protecteur » de type classique, relevant du parrainage et du paternalisme.

Par opposition aux mouvements messianiques ruraux, Pereira de Queiroz analyse également un cas d'action messianique urbain au Brésil. L'exemple étudié a un caractère plus « révolutionnaire » que les mouvements ruraux, la légitimité de la société urbaine capitaliste étant mise en cause par le messie et ses adeptes. Cependant, au lieu de tendre à une transformation du régime existant - ce qui aurait constitué un cas de vraie participation sociale, suivant la définition que nous avons admise - le mouvement considéré le rejetait entièrement, ses adeptes s'efforçant de créer, en marge de la société, une communauté utopique. Ainsi, conclut l'auteur, ni le messianisme réformiste rural de la société traditionnelle ni le messianisme révolutionnaire de la société urbaine capitaliste ne constituent un exemple de participation aux changements motivés par le développement. Au Brésil, les mouvements messianiques représentent bien plutôt le passage d'un type de participation à un autre dans le cadre de la société traditionnelle existante. Les mouvements ruraux

conduisent à une participation sociale plus profonde des groupes et des individus formant l'ensemble de la société traditionnelle rurale du Brésil ; en revanche, le mouvement urbain refuse à la fois la société traditionnelle et la société moderne, dans l'intention bien déterminée de former, avec tous ses adeptes, un groupe marginal.

De nombreux observateurs ont relevé que la violence sévit presque à l'état endémique parmi la population des régions rurales d'Amérique latine. Pendant des siècles les groupes dominants ont utilisé la violence pour maintenir leur contrôle sur le paysanne. Il n'est pas nécessaire de remonter bien loin dans l'histoire pour constater que la population rurale a souvent réagi violemment contre la structure agraire du pouvoir, telle qu'elle a été décrite précédemment. L'état de rébellion latent des paysans a été à l'origine des révoltes de masse indiennes, telles que celle de Tupac Amaru au Pérou, et aussi de la guerre des castes du XIXe siècle au Mexique ; il en est de même, de l'autre côté de la barricade, du climat de violence qui règne de façon plus ou moins permanente dans certains secteurs ruraux, et dont la Colombie fournit un exemple qui, s'il ne constitue certainement pas une exception, est peut-être le plus dramatique. Des points de vue social et politique, la violence rurale va au-delà d'un simple accroissement de la criminalité dans les campagnes. Mais on ne saurait la considérer simplement comme un état d'anomie, ainsi que le font certains sociologues. L'exemple colombien prouve qu'il n'existe apparemment pas de relation directe entre le régime foncier et la violence rurale. Si la violence venant d'en haut, et dirigée contre les paysans, apparaît en effet comme une constante de la vie rurale en Amérique latine, la violence venant d'en bas semble être plutôt l'une des différentes réactions possibles, dont les caractéristiques varient selon les circonstances, des populations paysannes. Le brigandage dit social (tel qu'il est pratiqué par les *cangaceiros* brésiliens) est peut-être l'une de ces réactions.

Bien avant que les revendications agraires eussent été systématiquement formulées au niveau national, des conflits plus ou moins violents avaient éclaté entre les communautés indiennes et les haciendas, entre les agriculteurs et les éleveurs, entre les propriétaires terriens, les péons et les métayers. La lutte pour la terre est partie intégrante de l'histoire de l'Amérique latine, mais ce n'est que récemment qu'elle s'est insérée dans des cadres plus ou moins institutionnels ou dans une action franchement révolutionnaire. Cette lutte a souvent été soutenue, et parfois engagée, par des groupes ayant un intérêt politique précis, par des caciques locaux ou par d'autres sortes de dirigeants. Ce serait une erreur de n'y voir qu'une expression désordonnée de tensions ou de déséquilibres structureaux. Cette lutte a parfois été le début d'une action en vue de parvenir à des solutions beaucoup plus radicales.

On peut légitimement se demander si le climat de violence qui règne de façon quasi permanente en Amérique latine rurale est de nature à susciter des formes d'action plus précises et plus efficaces, c'est-à-dire la participation sociale, ou bien s'il continuera à perturber les efforts déployés en vue d'atteindre les objectifs généraux, de vaste portée, du développement économique et social. Si, dans les milieux ruraux, la violence est vraiment provoquée et alimentée par le fonctionnement des structures du pouvoir (et encore faudrait-il le démontrer de manière concluante), elle exerce donc, en retour, une action

sur ces mêmes structures. Mais il reste alors à déterminer dans quelle mesure cette action renforce, transforme ou use les structures en question.

Ces dernières années, des circonstances politiques bien connues ont fait que la violence révolutionnaire s'est accrue dans les zones rurales. Des guérilleros paysans, liés à des groupes politiques extra-ruraux et s'inspirant des grands thèmes idéologiques de notre époque, ont fait leur apparition dans plus d'une demi-douzaine de pays latino-américains. L'analyse sociologique de leurs succès et de leurs échecs reste à faire. Mais une chose est certaine : on ne saurait les attribuer uniquement à des facteurs techniques ou militaires, ni au comportement ou à la tactique de partis politiques déterminés. Dans la mesure où la participation d'individus à un mouvement de guérilleros représente une option consciente, raisonnée, idéologique, l'expression d'un engagement personnel poussé jusqu'à ses ultimes conséquences, elle peut être considérée comme une forme très remarquable de participation sociale.

Il serait oiseux de se livrer à des spéculations sur l'avenir des mouvements de guérilleros en Amérique latine. Mais comme il ne paraît pas probable, dans la plupart des pays latino-américains, que ces mouvements réussissent, tout au moins à brève échéance, à réaliser les transformations fondamentales recherchées par leurs promoteurs, il est vraisemblable qu'ils continueront à se produire (comme on a pu l'observer à maintes reprises dans l'histoire de l'Amérique latine) aussi longtemps que ces transformations ne seront pas accomplies ¹.

L'état actuel des études sur la violence rurale en Amérique latine ne nous permet pas de dégager des conclusions définitives sur ses relations avec la participation sociale, telle qu'elle a été définie. Une enquête récente faite au Venezuela par Silva Michelena a montré que la propension à la violence dans les classes rurales de ce pays (où la structure agraire a cependant un caractère oppressif bien moins accentué que dans les autres pays) est deux fois plus fréquente que dans n'importe quel autre groupe social ². La même étude révèle, d'autre part, que les paysans vénézuéliens, en dépit d'un degré élevé de syndicalisation (plus de 25 %), critiquent moins la politique nationale que d'autres classes. Les paysans semblent être conscients de leurs difficultés économiques et de l'absence de certains services communaux essentiels, mais seulement quelques-uns d'entre eux sont capables de faire le rapprochement entre cet état de choses et la situation générale du pays. Ainsi, leur lutte est limitée dans son objet, bien qu'ils aient contribué, d'après Silva Michelena, au climat de violence permanente qui sévit dans les campagnes.

On voit ainsi que le panorama de la participation aux structures agraires de l'Amérique latine est vaste et complexe. Il s'étend de la violence endémique et presque anarchique, d'un côté, à la guérilla révolutionnaire, fortement structurée, de l'autre, de même qu'il va des mouvements messianiques d'inspiration religieuse jusqu'à l'action militante et bien organisée des syndicats ouvriers

¹ Voir Fals Borda, op. cit., chap. 4.

² José Augustin Silva Michelena : « La violencia rural como forma de participación social », document de travail présenté lors du colloque de l'IIES sur la participation sociale en Amérique latine (Mexico, 14-16 octobre 1969) (polycopié).

agricoles dans les régimes économiques modernes à base de plantations. Parmi les variables sociales dont il faut tenir compte pour une analyse systématique de ces phénomènes, nous devons songer, non seulement aux régimes fonciers et aux aspects généraux du système politique et législatif, mais également aux structures, de type traditionnel ou moderne, fondées sur le parrainage et le paternalisme, aux institutions communautaires et, souvent, aux différences ethniques, raciales et culturelles. Nous ne devons pas non plus perdre de vue les grandes constantes nationales, déterminées par l'histoire, auxquelles sont subordonnées les structures agraires, avec les phénomènes, particuliers, aux nations latino-américaines, que sont le colonialisme interne et l'émergence de classes marginales sous l'influence d'un développement dépendant du capitalisme étranger.

À notre époque, les changements d'ordre social ne se produisent pas spontanément. De plus en plus, les gouvernements jouent un rôle actif pour orienter les transformations sociales et économiques dans la direction souhaitée. Dans les sociétés agraires, les programmes précis de planification régionale ou de développement communautaire ont été élaborés pour accélérer la modernisation des campagnes, pour stimuler l'essor de l'agriculture, pour réaliser l'intégration nationale. La participation sociale, dans son sens le plus large, revêt une importance capitale si l'on veut que le développement ait une signification pour des millions de paysans. En résumé, la participation sociale doit signifier que le développement sera réalisé non seulement pour le peuple, mais aussi par le peuple. Il est très difficile de mettre en pratique ce vieil idéal où que ce soit et, comme nous avons essayé de le démontrer, plus spécialement en Amérique latine.

IV

Le Mexique : l' "ejido" et le paysan individuel

[Retour à la table des matières](#)

L'histoire politique et économique récente du Mexique est intimement liée à la réforme agraire. Parmi les profondes transformations sociales et politiques qui ont suivi la révolution armée de 1910, celles qui ont affecté la structure agraire ont, sans aucun doute, été les plus décisives. Les caractéristiques principales de la structure agraire actuelle sont, de ce fait, relativement récentes, bien qu'elles empruntent beaucoup de traits à l'histoire de la période coloniale et pré-coloniale. Cependant, la réforme agraire n'a pas constitué une politique à court terme. Elle a, tout au contraire, pris la forme d'un processus social lent et prudent, qui se poursuit encore et qui ne peut être compris et situé sans quelques rappels historiques.

A. Antécédents historiques

Comme dans les autres pays latino-américains, les trois siècles de colonisation espagnole ont favorisé, au Mexique, la constitution d'une structure latifundiaire. Dans les années qui ont suivi l'indépendance, au début du XIXe siècle, la plus grande partie des terres appartenaient à l'Église, et le marché foncier était, de ce fait, peu actif. Cette situation ne servait pas les intérêts de

la bourgeoisie naissante, qui voyait dans la libre entreprise l'instrument de son progrès et de celui du pays dans son ensemble. Les « lois de réforme » promulguées par les gouvernements libéraux vers 1860 ont tendu à assurer le « désamortissement : »¹ de ces propriétés ecclésiastiques, et à créer les conditions du développement de la propriété privée dans l'agriculture. La majeure partie des terres communales, appartenant aux communautés indigènes et qui n'avaient pas été aliénées par les Espagnols, a également été mise sur le marché vers la même époque.

D'autres lois ont, par la suite, facilité l'achat par les particuliers des terres en friche, détenues par l'État, toutes ces mesures permettant le développement d'un nouveau processus de concentration foncière pendant la seconde moitié du siècle dernier. Le petit groupe formé par les propriétaires de ces latifundia d'un nouveau type, détenait, en même temps, le pouvoir politique, et a été le principal soutien de la dictature de Porfiro Diaz.

La plus grande partie de la population rurale - qui représentait elle-même la presque totalité de la population nationale - ne possédait pas de terres ; elle n'avait d'autres ressources que de travailler dans les grands domaines, qui employaient un grand nombre de salariés soumis à une véritable « exploitation » économique et sociale, sous le système du *peonaje*. En dépit de ces rapports de production semi-féodaux, *l'hacienda*² n'était, toutefois, pas une institution féodale et anachronique, uniquement destinée à affermir le prestige social de son propriétaire. Sa réussite économique certaine reposait sur le contrôle monopolistique qu'elle exerçait sur le sol, l'eau et les moyens de production, au détriment d'une main-d'œuvre assez rare, dans une situation de faible développement du marché interne. La sous-utilisation des terres et du capital n'était pas tant le signe d'une mauvaise administration - comme on l'a souvent affirmé - que le résultat d'un calcul économique.

La pleine utilisation des ressources existantes aurait, en effet, provoqué une surproduction de produits de l'agriculture et de l'élevage, par rapport aux capacités d'absorption du marché. Par ailleurs, la distribution des terres entre de petits exploitants, se serait traduite par un renforcement de la concurrence ; elle aurait également fourni d'autres moyens de subsistance à la main-d'œuvre indispensable au fonctionnement des latifundia.

L'existence de *l'hacienda* reposait ainsi sur un équilibre précaire, fondé sur la relation existant entre le sol (abondant), la main-d'œuvre (rare), le marché intérieur (réduit) et les possibilités d'autres emplois (presque inexistantes) pour la population agricole.

Cet équilibre a commencé à se rompre au début du siècle actuel, l'invasion des capitaux étrangers dans les mines, les industries, les chemins de fer et les services urbains augmentant à la fois la demande de produits agricoles et les possibilités d'emploi offertes à la population. Parallèlement, la dictature s'est renforcée aux dépens d'une importante portion de la bourgeoisie urbaine ; elle

¹ Traduction du terme espagnol *desamortización*, qui relève du droit fiscal. Ce terme correspond dans la pratique, à l'expression française. « Vente des biens ecclésiastiques. »

² Grande exploitation.

a, également, afin de maintenir les coûts de production, aggravé le niveau d'exploitation de la main-d'œuvre agricole salariée.

Le mouvement armé de 1910 est une conséquence de cette évolution. Qualifié souvent de révolution démocratique-bourgeoise, anti-féodale et anti-impérialiste, ce mouvement a éliminé les grands propriétaires en tant que force politique et renforcé le pouvoir de la bourgeoisie nationale. Il a eu, en certaines occasions, des aspects anti-impérialistes marqués, sans toutefois rompre jamais les liens de dépendance qui attache le Mexique à son puissant voisin du nord ¹.

Il n'est pas douteux que la Révolution a reçu l'impulsion la plus décisive des masses paysannes pour lesquelles elle a pris la forme d'une lutte pour la terre et la liberté. Cependant, en dépit de ses caractéristiques agraires, la direction politique du mouvement n'est jamais passée à la classe paysanne. Les premiers présidents de la période révolutionnaire, Madero et Carranza, ne se sont pas souciés d'inclure dans leurs programmes, une véritable transformation agraire du pays. Cependant, déjà à partir de 1912, les paysans armés, dirigés par Zapata dans le sud, avaient commencé la distribution des terres. Par la suite, la conscience révolutionnaire d'un petit groupe radical de constituants de 1917 a assuré l'inclusion du principe de la réforme agraire dans la Constitution et a fait prendre conscience aux gouvernements postérieurs, souvent contre leur gré, de la nécessité de transformer la structure agraire du pays.

Pendant les vingt années qui ont suivi la promulgation du décret du 6 janvier 1915, établissant le droit des paysans à la restitution des terres usurpées par les haciendas, le processus de distribution des terres est resté fort lent. Malgré les prises de position favorables de certains dirigeants, l'attitude des autorités et, en particulier, celle des gouvernements provinciaux, a été marquée de beaucoup d'hésitations, sinon même d'une franche hostilité à l'égard des revendications paysannes.

Une fois les principales vagues de violence passées, vers 1920, les grands propriétaires ont pu consolider à nouveau leur situation, surtout sur le plan local et régional. Ils ont opposé pendant des années, une résistance tenace aux essais d'application des lois agraires. Cette résistance s'est manifestée de diverses manières, allant du recours à des bandes de tueurs à gage, chargés d'assassiner les paysans qui réclamaient des terres, à l'influence directe sur les autorités des États, en passant par la corruption de fonctionnaires et les chicaneries administratives.

Les batailles politiques que les paysans ont eu à livrer pour obtenir des terres et les violentes répressions dont ils ont souffert pendant les années vingt, après le déclin du mouvement révolutionnaire de Zapata, constituent l'un des aspects les moins connus et les moins étudiés du mouvement agraire

¹ À propos du mouvement « zapatiste », voir : François Chevalier, « Un facteur décisif de la Révolution agraire au Mexique; le soulèvement de Zapata (1911-1919) », *Annales : Économies, Sociétés, Civilisations*, 16 (1), 1961.

mexicain ¹. C'est ainsi, cependant, qu'ils sont parvenus à constituer une force politique puissante, plus d'ailleurs, en raison de leur potentiel révolutionnaire, démontré de façon si dramatique au cours de la décennie précédente, que du fait de leur participation directe à l'exercice du pouvoir.

Le problème agraire était spécialement aigu dans le sud, où les haciendas avaient privé les paysans indigènes des terres communales. C'est aussi dans cette région que la lutte pour la terre a été la plus violente et a permis la mise en oeuvre, dès 1911, du premier plan réformiste patronné par Zapata (le plan Ayala). Le nord n'avait que peu d'habitants et son sol était occupé, pour l'essentiel, par les grands domaines d'élevage et les plantations irriguées modernes. De ce fait, la lutte agraire n'a pas eu, dans cette région, les mêmes caractéristiques que dans le centre et le sud.

François Chevalier a signalé que, jusqu'au début des années trente, les premiers dirigeants du Mexique révolutionnaire étaient tous des hommes du nord, tels que Madero, Carranza, Obregon, Calles, qui n'ont pas pu avoir la même vision du problème agraire qu'un Zapata ou, plus tard, qu'un Cardenas, originaire de l'État de Michoacan, dans le centre-sud du pays ². Ce phénomène n'est probablement pas sans lien avec le peu d'importance *qu'ils* ont accordé à la question paysanne.

Il est indéniable, de toute manière, que la situation dans les campagnes était redevenue explosive lors de la prise du pouvoir par le général Cardenas, entre 1934 et 1940. Par ailleurs, le danger de soulèvements contre-révolutionnaires dirigés par les grands propriétaires, en étroite liaison avec l'Église et certains chefs militaires locaux, existait encore à ce moment. Le maintien de la stabilité du pays exigeait une consolidation définitive des alliances du pouvoir révolutionnaire.

La nouvelle bourgeoisie au pouvoir était déjà parvenue à contrôler le mouvement ouvrier. Il importait maintenant d'unifier les paysans et de contrôler la situation dans les campagnes, les grands propriétaires représentant encore un danger au niveau régional, en dépit de leur perte d'influence sur le plan national. De leur côté, les masses de paysans sans terre, *qui* exigeaient la mise en oeuvre des dispositions prévues par la Constitution de 1917, menaçaient également la toute-puissance de cette même bourgeoisie.

C'est en fonction de ces considérations que le processus de distribution du sol a été accéléré sous le gouvernement du président Cardenas ; divers instruments juridiques et politiques, tendant à organiser la vie rurale, ont été créés sous ce gouvernement, qui a également lancé un mouvement paysan puissant, placé sous le contrôle des autorités, et brisé définitivement le pouvoir de l'aristocratie des grands propriétaires.

Les termes du problème agraire ont changé après 1940. De grands latifundia ont continué d'exister et existent aujourd'hui encore, sans que les masses

¹ Gerrit Huizer, *On peasant unrest in Latin America*, International Labour Office - C.I.D.A. (ronéoté).

² François Chevalier, « *Ejido* et stabilité au Mexique », *Revue française de science politique*, 16 (4), 1966.

de paysans sans terre aient disparu. Le problème politique est cependant résolu, la « continuité révolutionnaire » se trouve assurée et la majeure partie des paysans est incorporée, ne serait-ce qu'en apparence, dans le processus de développement national.

B. Le processus de distribution des terres

[Retour à la table des matières](#)

La réforme a fondamentalement pris la forme d'une redistribution des terres. Celle-ci est, toutefois, demeurée fort lente et, surtout en raison de la rapidité de la croissance démographique, qui atteint 3,5 % *par an*, elle n'a pas encore atteint et ne pourra atteindre son objectif d'origine, *qui* est de donner une terre à tous les paysans.

Le recensement de 1930 dénombre 400 000 unités d'exploitation, alors que celui de 1960 fixe le chiffre de celles-ci à 2 840 000, faisant ainsi apparaître une augmentation de plus de 100 %, dont la plus grande partie (71 %) a eu lieu entre 1930 et 1940. La population active, dans l'agriculture, a augmenté de 66 % au cours de la même période, passant de 3 600 000 à 6 000 000 de travailleurs ; à l'inverse de la précédente, cette augmentation s'est surtout produite au cours des deux dernières décennies, grâce à la multiplication des naissances et à la réduction du nombre des décès dans les zones rurales. Ainsi, si la période 1930-1940 peut être considérée comme celle de la réforme agraire, il faut également remarquer que l'effectif relatif des paysans sans terre croît à nouveau à partir de 1940. Ce problème conserve, de ce fait, toute son actualité.

La législation régissant les mécanismes de distribution du sol a été modifiée à plusieurs reprises et a reflété les idéologies changeantes des dirigeants et des groupes politiques au pouvoir depuis 1915. La première loi agraire, en date du 6 janvier 1915, a été réformée deux fois avant d'être abrogée. L'article constitutionnel 27 a, lui aussi, été modifié deux fois, en 1934 et 1946, et il existe actuellement un fort courant d'opinion pour réclamer un retour au texte original. Il y a eu, depuis 1915, *plus* de vingt lois et décrets Principaux, sans compter des douzaines de règlements et d'instruments d'application des lois, traitant de la dimension minimum des parcelles à attribuer aux paysans, de la dimension maximum des propriétés privées, des nouvelles formes de tenure du sol, de l'utilisation des terres en friche, de la colonisation des nouveaux terrains, etc.

Deux tendances opposées ont existé tout au long de l'histoire du Mexique, en ce qui concerne la fonction sociale de la propriété et l'organisation de la communauté agricole. Toutes deux se sont manifestées au cours de la réforme

agraire, la prédominance de l'une sur l'autre laissant une trace particulière pendant chacune des différentes phases de la réforme.

La première tendance attribue une fonction sociale à la propriété et à l'usage de la terre. Elle considère que sa possession ne constitue qu'un droit limité, circonscrit à l'intérêt commun, au bénéfice de la collectivité. Cette conception prédominait déjà dans l'organisation sociale de la période pré-hispanique, et elle a, par la suite, contribué à orienter la politique coloniale espagnole dans les noyaux de population indigène. Elle a également trouvé un écho dans les idéologies religieuses utopistes de cette dernière période.

Ce courant de pensée a inspiré les principaux leaders du mouvement agraire de la Révolution. Il a trouvé son expression générale dans la règle constitutionnelle, qui affirme l'autorité éminente de la nation sur la terre, et sa manifestation spécifique dans deux types particuliers de modes d'exploitation, consacrés par les lois agraires. Le premier de ces types consiste en une restitution des domaines communaux, sur la base de la législation coloniale ; le second résulte de la création des *ejidos*, qui sont constitués par des groupes de paysans pourvus de terres communales après démembrement des latifundia.

L'autre courant d'opinion voit dans la propriété privée pleine et entière de la terre le meilleur chemin vers le progrès et le bien-être. Les spécialistes affirment que les premiers indices de désintégration de la communauté et de constitution de certaines formes d'usufruit individuel, sinon de propriété, sont apparus dès l'époque pré-hispanique. Quoi qu'il en soit à cet égard, la Couronne espagnole a donné l'impulsion à l'appropriation privée de la terre, par le truchement des donations gracieuses et de la vente des domaines de l'État. Cette idéologie a prévalu pendant le XIXe siècle, fortifiant l'extension de la propriété privée au détriment de l'Église et des communautés indigènes. Elle a également été présente au cours de la réforme agraire, la lutte contre les latifundia n'ayant jamais impliqué une contestation du principe de la propriété privée et tendant seulement à éviter sa concentration excessive. Les lois agraires contiennent des garanties en faveur de la propriété privée et la politique agraire concrète a presque toujours tendu, depuis la Révolution, à favoriser celle-ci.

Ces deux conceptions n'ont, d'ailleurs, jamais été présentées comme des alternatives exclusives l'une de l'autre ; elles ont toujours coexisté, de façon plus ou moins harmonieuse, depuis le début de la réforme agraire. La conception communale n'a pas été officiellement soutenue comme une solution universelle ; elle n'a pas cessé, depuis l'époque coloniale, d'être considérée comme une politique de tutelle des couches les plus humbles du paysanne. En revanche, la conception libérale et individualiste a été mise en avant comme l'un des instruments du développement économique et elle a semblé pouvoir contribuer à la croissance d'une classe moyenne rurale. Comment expliquer, sinon, que la « petite propriété » se soit vu attribuer, dans la législation, une superficie vingt-cinq fois plus grande que celle de la parcelle des paysans groupés en *ejido* ?

Finalement, les vestiges d'une conception élitiste dérivée de la situation coloniale ne manquent pas de surprendre dans l'idéologie de réformateurs

agaires de la Révolution, imprégnés, par ailleurs, de radicalisme égalitaire. Les idées des réformateurs socialistes qui préconisaient, non seulement la collectivisation de la terre, mais aussi celle de la production, sont les seules à avoir dépassé ces contradictions. Elles ne sont, toutefois, jamais parvenues à se concrétiser dans la politique agraire réelle, si l'on excepte l'expérience manquée dans quelques ejidos collectifs, sous l'administration de Cardenas.

La législation actuellement en vigueur prévoit trois modes de tenure de la terre : la propriété privée, la tenure communale et l'*ejido*. Les deux premiers de ces trois systèmes existaient déjà avant la Révolution, alors que le dernier est une création de la réforme agraire mexicaine.

La propriété privée : le développement de la petite propriété résulte de la réforme agraire au même titre que celui de l'*ejido*. Le nombre des petites exploitations privées a, en effet, considérablement augmenté avec la réforme agraire, surtout à partir de 1930 (voir le tableau 1). Le risque d'expropriation des grands domaines, prévu par la législation agraire, a fait que leurs propriétaires ont vendu leurs terres en excédent ¹ à d'autres particuliers, ou à leurs métayers, avant d'être affectés par les expropriations. Par ailleurs, la libération des *peones* a créé une demande active de terres. Ces divers phénomènes sont à l'origine du développement de la catégorie des propriétaires privés, dont le nombre égale aujourd'hui à peu près celui des paysans groupés en ejidos, et qui possèdent la majeure partie du sol.

Tableau I
Nombre de *fonds* de terre (*sans* les ejidos)

1930	1940	1950	1960
609.912	1.210.682	1.258.260	1.337.232

Les propriétaires privés jouissent de toutes les garanties de pleine possession du sol et d'une complète liberté d'achat et de vente. La seule limite que la Constitution leur impose, touche à la dimension maximum des terres ne pouvant être affectées par les lois agraires dont ils peuvent disposer. Actuellement, cette limite maximum est de 200 hectares dans les zones non irriguées, de 100 hectares pour les cultures irriguées et de 150 à 300 hectares pour les terres de plantations, telles que le coton, la canne à sucre, le café, l'arachide ou l'agave. Ces limites étaient inférieures, à l'origine, mais elles ont été relevées sous le gouvernement du président Aleman (1946-1952), le prétexte officiel de cette réforme étant de stimuler les cultures commerciales des grandes entreprises agricoles. Cette opération a constitué le coup le plus dur porté à la réforme agraire depuis sa mise en vigueur.

Le régime légal de la propriété privée est confus et peu efficace. Une personne peut ainsi, par exemple, administrer une grande exploitation de plusieurs milliers d'hectares irrigués, dont les diverses parties appartiennent

¹ C'est-à-dire celles qui dépassent les limites de superficies fixées par les lois agraires.

nominalement à des membres de sa famille, à des amis ou à des prête-nom, sans violer les lois agraires. Une grande propriété dépassant les limites fixées par la loi peut même ne pas être affectée par celle-ci s'il n'existe pas dans les environs de village manquant de terres et demandant son démembrement.

L'un des buts de la réforme agraire et des politiques agraires qui l'on précédée au Mexique est de créer une masse d'exploitations familiales semblables à celles qui existent dans d'autres parties du monde. Cette idée a conduit à la définition de la « petite propriété », conçue comme une propriété privée, ne dépassant pas les limites fixées par la loi. En dépit de cette politique, la propriété n'en est pas moins demeurée très concentrée ; actuellement, les deux tiers des domaines privés comptent moins de cinq hectares et n'occupent que 1,3 % de la superficie privée totale, ou 10 % des terres de culture ; à l'inverse, 34 % des propriétés accaparent encore, en 1960, 98 % de la superficie totale et 90 % de celle des terres de culture, compte non tenu de celles appartenant *aux ejidos*¹.

Le minifundium continue donc à prédominer en dehors des *ejidos* et la majeure partie de la terre reste aux mains des grands propriétaires qui trouvent des artifices pour tourner la loi en regroupant plusieurs « petites propriétés ».

La communauté agraire : l'Espagne a accordé des titres de propriété communale à de nombreux villages indigènes. Plus tard, la législation libérale a établi que ces terres devaient être divisées et remises en tant que propriétés privées aux membres de la communauté villageoise. En fait, cependant, la majeure partie d'entre elles a été acquise légalement ou illégalement par des particuliers étrangers à cette communauté, aussi bien au XIXe siècle qu'au début du siècle actuel.

Les premières dispositions agraires de la Révolution ont prévu la restitution des terres aux villages et la confirmation de leurs droits sur elles. Depuis lors, le gouvernement a confirmé des titres de propriété portant sur quatre millions d'hectares appartenant à 523 communautés rurales. De son côté, le recensement de 1960 a enregistré un total de 8 700 000 hectares de terres communales, appartenant à 1915 villages.

Beaucoup de ces noyaux de population ont cessé depuis longtemps d'être des villages indigènes, en dépit du maintien de la forme de tenure communale, et il n'existe pas de législation claire se rapportant à ces communautés agraires.

Dans la majorité des cas, les habitants jouissent en usufruit permanent d'une partie de la terre labourable de la communauté ; ils la considèrent, en fait, comme une propriété privée et en font même commerce. La loi prévoit d'ailleurs la confirmation des propriétés privées ainsi définies, qui appartiennent réellement à des membres de la communauté. Cette situation a, toutefois,

¹ De ces chiffres doivent être soustraits ceux qui correspondent aux domaines communaux, municipaux, fédéraux et publics, qui sont englobés par le recensement dans le secteur autre que celui des *ejidos*, au même titre que les propriétés privées. Cet ajustement ne modifie d'ailleurs pas substantiellement le tableau, en particulier en ce qui concerne les terres de culture.

engendré nombre de conflits, les membres de la communauté qui ne disposent pas de terres contestant ces appropriations, d'autant plus que les distributions ont été effectuées de manière fort inégale.

Le régime communal de tenure avec attribution annuelle de lots égaux aux villageois qui les travaillent à leur profit personnel, n'est que très rarement appliqué. La tenure nettement communale ne se maintient que dans les zones où les conditions naturelles imposent une agriculture de subsistance primitive et où la pression démographique n'est pas trop forte. Les forces sociales et économiques s'opposent à ce mode d'exploitation, tant dans les zones prospères dans lesquelles se développe une agriculture de marché requérant certains investissements, que dans celles où s'exerce une pression démographique.

Le régime communal fonctionne mieux en ce qui concerne les bois et les prairies, pour lesquels la loi prévoit exclusivement une utilisation collective, sans parcellement. Là aussi, cependant, l'appropriation privée se manifeste dans quelques communautés, en particulier par le truchement d'exploitants forestiers bénéficiant de bonnes relations politiques ; ceux-ci parviennent, en effet, à se concilier les autorités locales et régionales et à exploiter à leur unique profit les bois communaux.

Le mode d'exploitation communal hérité de l'époque pré-hispanique et de la période coloniale, se trouve ainsi en pleine décomposition et il a peu de défenseurs dans le sein même des communautés rurales. La législation agraire, à ce sujet, est imprécise et inadaptée et l'on considère souvent, au niveau gouvernemental, que cette forme de tenure n'a plus de raison d'être aujourd'hui. Il est probable qu'elle ne tardera pas à disparaître définitivement.

L'ejido est, sans nul doute, la principale conquête de la réforme agraire. Ses origines lointaines sont également coloniales et remontent même à l'Espagne médiévale. Son origine immédiate tient à ce que, lors de la Révolution, la plus grande partie de la population paysanne n'appartenait pas à un village susceptible de bénéficier d'une restitution des terres communales. Cette population se composait essentiellement d'ouvriers agricoles fixes ou de journaliers et de travailleurs sans terre vivant d'un salaire misérable et exploités par les grands propriétaires dans des conditions semi-féodales. Prenant conscience de la force politique qu'ils venaient à représenter, ces paysans ont demandé à recevoir quelques profits de la Révolution qu'ils soutenaient.

Pour des raisons politiques aussi bien que pour des motifs d'équité et de justice sociale, les législateurs ont reconnu le droit des communautés villageoises à solliciter l'expropriation des haciendas, pour constituer les ejidos. Ces derniers étaient conçus comme devant fournir des terres suffisantes pour un usage personnel susceptible de servir de complément au travail salarié des ouvriers agricoles. Cette disposition a contribué, plus que tout autre, à modifier la structure agraire du pays, en favorisant l'apparition d'un nouveau mode d'exploitation du sol et en contribuant à la transformation radicale du système privé de tenure.

La loi confie le droit de réclamer la constitution d'un ejido aux collectivités de paysans groupées en noyaux de population et non aux individus.

L'*ejido* constitue ainsi une communauté agraire née du fractionnement des grandes propriétés dont la dimension dépasse les limites établies par la loi. Dûment enregistrés par les autorités, les membres de cette communauté peuvent exercer un droit d'usufruit individuel permanent sur une partie de ces terres, lorsqu'il s'agit de terrains de culture et un droit d'usufruit collectif en ce qui concerne les bois et les prairies. Dans la majorité des ejidos, chaque membre possède une parcelle de dimension fixe ; dans quelques-uns, l'exploitation a lieu de façon collective, aucune parcelle individuelle n'étant accordée.

Selon les termes de la loi, les membres des ejidos ne peuvent vendre, louer ou aliéner, de quelque manière que ce soit, la parcelle dont ils reçoivent la jouissance. Le seul droit de transmission dont ils disposent, concerne le transfert de leur parcelle à leur veuve ou à un fils. Ils perdent leurs droits sur celle-ci en cas d'abandon.

La législation sur la taille de la parcelle en ejido a changé. Elle a d'abord retenu une dimension de quatre hectares pour les terres de culture ; celle-ci est maintenant fixée à vingt hectares pour les terres de culture sèche et à dix hectares pour les sols irrigués. Dans la réalité, beaucoup de bénéficiaires ne reçoivent pas ce que stipule la loi. Dans les régions où les postulants sont nombreux et les terres rares, comme dans le Tlaxcala, chacun d'eux reçoit seulement un hectare. Dans d'autres régions, comme celle de La Laguna, ils se voient attribuer dix hectares de terres irrigables, mais l'eau dont ils peuvent disposer ne permet d'irriguer que quatre hectares ; le reste demeure inculte faute de moyens d'irrigation.

La dimension moyenne des parcelles de terre labourable atteint à peine 6,5 hectares actuellement. De plus, sauf dans quelques zones, comme celles des ejidos d'élevage collectif de Cánanea, créés en 1958, les terres non labourables qui constituent la majeure partie des ejidos ne sont que de peu d'utilité pour ceux qui se les voient attribuer. Elles servent à la pâture des animaux et à l'exploitation du bois, mais aucune de ces deux utilisations n'a reçu, jusqu'à présent, l'attention qu'elle mériterait. Les membres des *ejidos* restent essentiellement des cultivateurs, et non des éleveurs ou des exploitants forestiers.

Lente au début, la répartition des terres a pris son essor sous le régime de Cardenas et a décliné depuis lors. Le tableau 2 fournit des indications sur le rythme de celle-ci, depuis 1915.

Le gouvernement a confié la tâche de constituer les *ejidos* à la « Commission nationale agraire », qui a pris ensuite le nom de « Département des affaires agraires et de la colonisation ». Cet organisme se situe au niveau ministériel. Il a publié également un Code agraire, promulgué en 1934 et réformé depuis lors, ainsi que divers textes légaux et réglementaires.

Tableau 2
Distribution des terres des ejidos ¹

	Hectares	Nombre bénéficiaires
1916-1934	7.697.302	790.654
1935-1940	17.864.779	808.271
1941-1958	12.661.180	439.589
1959-1966	10.021.891	293.105
	48.245.152	2.331.619

Le processus administratif, qui régit la formation des *ejidos*, est lent et compliqué. L'initiative doit émaner des demandeurs eux-mêmes, qui sont également responsables de toutes les formalités aux différents niveaux administratifs. Le faible niveau culturel des paysans et leur ignorance en matière administrative, les obligent, en général, à recourir aux services d'intermédiaires, qui abusent souvent de la situation. A l'inverse, les grands propriétaires disposent des moyens techniques et financiers qui leur permettent de se défendre en justice et de retarder l'expropriation de leurs terres pendant de nombreuses années, sinon définitivement.

Les formalités et les dépenses auxquelles les paysans doivent se soumettre pour obtenir la constitution d'un *ejido*, *s'apparente*, finalement, plus à une action en justice qu'à un acte administratif exécuté par un gouvernement fort et décidé. La période de la présidence de Cardenas est pratiquement la seule qui ait fait exception dans ce domaine. Depuis lors, la politique agraire semble plus destinée à distraire une opinion publique qui attend encore un acte « révolutionnaire » de ses dirigeants, qu'à apporter une solution aux problèmes ruraux.

Certaines demandes sont en instance depuis plus de trente années et très peu obtiennent satisfaction en moins de dix ans. Parmi les 19 000 *ejidos* qui existent aujourd'hui, 5 % seulement sont parvenus à l'étape finale, c'est-à-dire au parcellement et à l'attribution définitive de leurs terres. La majorité n'ont que des titres provisoires de propriétés ; certains ejidos possèdent leurs terres de façon définitive, mais sans que les bénéficiaires individuels des parcelles aient encore reçu le titre de propriété prescrit par la loi. Par ailleurs, des

¹ Ces chiffres se rapportent à des attributions définitives. La première période s'achève avec la venue au pouvoir du président Cardenas. La seconde période correspond au gouvernement de celui-ci. La troisième englobe les présidences de Avila Camacho, Aleman et Ruiz Cortines. La dernière commence sous la présidence de Lopez Mateos et se termine sous celle de, Diaz Ordaz.

Les statistiques exposées dans ce tableau ont été communiquées par le Département des affaires agraires et de la colonisation. Elles incluent les restitutions, les dotations et les agrandissements des *ejidos* déjà constitués. Le nombre réel des bénéficiaires est, pour cette raison, inférieur à celui qui est publié dans le tableau, qui comprend, à la fois, les bénéficiaires d'une première dotation et ceux qui ont reçu une parcelle supplémentaire.

milliers de demandes, qui n'ont pas encore reçu de réponse, s'entassent dans les archives du « Département agraire ».

D'après le recensement de 1960, les *ejidos* comptent 1500 000 membres pourvus d'une parcelle, qui représentent à peine 25 % de la population active travaillant dans l'agriculture. Il faut ajouter à ceux-ci les 74 000 paysans dont la demande a été agréée mais qui n'ont pas encore reçu de terre. Or, le processus de répartition touche à sa fin, bien que seulement la moitié de la superficie susceptible d'être affectée par la réforme agraire ait été effectivement distribuée au cours des cinquante dernières années. Il est vrai que les domaines non démembrés comprennent, pour la plupart, des sols de mauvaise qualité, ou impropres à l'agriculture, sur lesquels seulement 200 000 paysans pourraient trouver un emploi, avec des coûts élevés ¹.

Ces données ont des implications politiques et économiques importantes. Elles signifient en particulier que, dans le cadre de la législation agraire et au rythme démographique actuel, une proportion croissante de la population paysanne échappera aux bénéfices de la réforme, en dépit de la forte émigration vers les villes.

Après la période où *l'ejido* a été considéré seulement comme un simple complément de l'économie familiale des journaliers, on est arrivé à le regarder comme la base même de l'économie agricole du pays. Il y a eu, dans cet esprit, plusieurs tentatives d'organisation de la production à ce niveau et le gouvernement a créé divers organismes pour le développement de l'économie des *ejidos*. Cependant, l'entreprise agricole, déguisée sous le titre de « petite propriété », est de nouveau considérée, depuis 1940, comme l'instrument optimum de développement agricole du pays ; elle relègue depuis lors l'*ejido* au second plan.

¹ Sergio Reyes Osorio, *El reparto de la Sierra* (Mexico, Centro de investigaciones agrarias, 1967). (Inédit.)

La structure agraire actuelle.

Le *mode* d'exploitation du sol : après cinquante années de réforme agraire, la répartition des propriétés agricoles du Mexique est la suivante :

Tableau 3
Structure agraire en 1960

Type de propriété	Nombre d'exploitations		Superficie totale		Superficie labourable		Superficie irriguée	
	no	%	000 ha	%	000 ha	%	000 ha	%
<i>Propriété privée</i>								
— de plus de 5 ha	447.334	(15,6 %)	123.200	(73 %)	12.200	(51,3 %)	1.862	(53,5 %)
— jusqu'à 5 ha	899.108	(31,4 %)	1.300	(1 %)	1.200	(5,3 %)	128	(5,5%)
— <i>Ejidos</i>	1.523.796	(53 %)	44.500	(26 %)	10.300	(43,4 %)	1.417	(41 %)

L'ejido s'étend sur moins de la moitié de la superficie labourable et sur une proportion semblable de la surface irriguée. De son côté, la propriété privée reste fortement concentrée. Si l'on ajoute aux parcelles des *ejidos*, généralement trop petites pour assurer la subsistance d'une famille de façon convenable, les propriétés privées de moins de cinq hectares, qui possèdent un caractère de minifundium encore plus accentué, il apparaît que 84 % de toutes les unités d'exploitation du pays englobent à peine 49 % des terres de culture. Étant donné les caractéristiques des sols et des climats qui prévalent dans la majeure partie du territoire, on peut considérer que ces exploitations constituent des unités de production « sous-familiales », incapables d'assurer le plein emploi et un revenu suffisant à une famille paysanne.

La population agricole : la population agricole se répartit comme suit :

Tableau 4
Population économiquement active dans l'agriculture

	1950		1960	
	Effectifs (en millions)	%	Effectifs (en millions)	%
Propriétaires	1,1	23	1,3	22
Membres des ejidos	1,3	27	1,5	25
Paysans sans terre	2,4	50	3,2	53
Total	4,8	100	6,0	100

Sources : Recensements agricoles, des *ejidos* et de la population, de 1950 et 1960. Les chiffres indiqués sont arrondis et ajustés en fonction de la conception différente des deux recensements. La catégorie des paysans sans terre comprend les journaliers et les membres des familles des chefs d'exploitation qui ne touchent pas de rémunération.

Le chiffre le plus remarquable qui apparaisse dans le tableau précédent concerne les journaliers. Plus de la moitié de la main-d'œuvre agricole appartient, en effet, à cette catégorie, les membres des *ejidos* représentant un autre quart et le reste comprenant les propriétaires, les fermiers et les métayers ¹. Il convient également de remarquer que l'effectif des paysans sans terre a augmenté de 33 % entre 1950 et 1960.

La main-d'œuvre agricole ne se distribue pas également entre les différents types d'exploitation et de la terre. Les minifundia privés, inférieurs à cinq hectares, qui occupent 5,3 % du sol labourable, procurent un emploi à 27 % des travailleurs de l'agriculture. Ils constituent, en conséquence, des domaines exploités de façon intensive ; cette exploitation intensive n'empêche pas, d'ailleurs, le sous-emploi d'une force de travail trop abondante.

Les *ejidos* regroupent 45 % de la main-d'œuvre agricole, sur 43 % du sol labourable. Ils offrent ainsi des possibilités d'emploi supérieures à celles qui existent dans les minifundia privés, ces possibilités restant toutefois inférieures à celles que l'on trouve dans les grandes exploitations appartenant à des particuliers.

Ces dernières utilisent, en effet, 28 % de la main-d'œuvre, alors qu'elles s'étendent sur 51 % des terres labourables (voir les tableaux 3 et 5). La faible densité de la main-d'œuvre employée par cette catégorie d'exploitations est, naturellement, due au recours à une technologie plus avancée et à des investissements plus poussés.

Tableau 5
La relation entre les différents types d'exploitations. (En 1960, en %)

	Superficie cultivée	Capitaux investis	Main-d'œuvre	Valeur de la production
Exploitation de plus de 5 hectares	45,7	62,0	28	51,4
Exploitations jusqu'à 5 hectares	6,4	7,5	27	5,5
<i>Ejidos</i>	47,9	30,5	45	43,1

¹ Le recensement de la population n'opère pas de distinction entre ces trois catégories, qui sont regroupées sous la rubrique des « agriculteurs qui travaillent pour leur compte ». Le recensement agricole les distingue, mais seulement en ce qui concerne les « chefs d'exploitation ». Les chiffres de ces deux recensements sont difficiles à harmoniser, et nous avons préféré utiliser exclusivement ceux du recensement de la population.

La relation entre les différents types d'exploitations.

On considère souvent que les deux principales formes d'exploitation du sol au Mexique, les ejidos et l'exploitation privée, constituent deux systèmes indépendants et même rivaux et exclusifs l'un de l'autre. Effectivement, si, dans le passé, certaines personnes ont affirmé qu'il fallait choisir de façon définitive entre l'*ejido* et la petite propriété, il n'en est plus de même aujourd'hui, les deux systèmes fonctionnant parfaitement l'un à côté de l'autre.

Les parcelles des *ejidos* et les petites propriétés se jouxtent et s'interpénètrent dans toutes les régions du pays ; les petits propriétaires et les membres des ejidos vivent fréquemment dans les mêmes villages. En outre, d'après le recensement de 1960, 18 % des membres des ejidos possèdent également de petites propriétés. Dans les zones irriguées, l'eau est répartie de la même façon entre les ejidos et les propriétés. De leur côté, les unions nationales de producteurs organisées pour les principales cultures, telles que le café, la canne à sucre ou le coton, regroupent indifféremment les membres des ejidos et les propriétaires.

Des conflits entre les uns et les autres se produisent cependant en certaines occasions. Les pages agricoles des journaux relatent souvent les plaintes des membres des ejidos à l'encontre des propriétaires qui profitent d'appuis politiques pour s'approprier leurs terres par des moyens illégaux, sinon même par la violence. Dans d'autres cas, ce sont des groupes de paysans sans terre réclamant la constitution d'un *ejido* qui envahissent pacifiquement de grands domaines privés, pour exercer une pression sur les autorités et les obliger à tenir compte de leurs demandes.

Diverses organisations paysannes de tendance militante signalent ces faits comme des symptômes d'une contre-réforme, fomentée par la nouvelle bourgeoisie dirigeante. Elles considèrent également que, si les mesures nécessaires pour accélérer la réforme agraire et protéger les masses rurales ne sont pas prises rapidement, des heurts violents susceptibles d'engendrer un climat révolutionnaire ne tarderont pas à se produire. Les organisations liées au gouvernement s'attachent, au contraire, à minimiser la gravité de ces événements, et prennent même, en de nombreuses occasions, des positions défavorables aux agissements des paysans. Ces attitudes pro-gouvernementales, font que ces derniers accordent de moins en moins de confiance à ces organisations trop proches du pouvoir.

La liaison entre les deux systèmes s'opère aussi à un autre niveau. Dans les zones dans lesquelles les ejidos ont été formés, les noyaux des grands domaines subsistent, en général, en tant que « petites propriétés ». Ces entreprises agricoles ont coutume d'offrir des possibilités de travail aux bénéficiaires des parcelles des ejidos et à leurs familles ; ne disposant pas d'une superficie suffisante, ceux-ci acceptent volontiers le complément apporté par un travail salarié. L'entreprise dispose ainsi de la main-d'œuvre qui lui est nécessaire, tout en apportant aux paysans des ejidos des ressources supplémentaires dont ils ont un besoin impérieux.

On affirme souvent que *l'ejido freine* le développement des relations capitalistes dans les campagnes et qu'il constitue, de ce fait, un obstacle au développement de l'agriculture. En réalité, et en dépit de la législation agraire, qui interdit ces opérations, les cas dans lesquels des entreprises privées contrôlent la production des *ejidos*, grâce à des contrats de fermage ou de métayage, sont de plus en plus courants, surtout dans les districts irrigués, permettant des cultures commerciales à haut rendement, dans lesquels des investissements indispensables peuvent difficilement être assurés par les petits paysans.

C. Le développement agricole.

[Retour à la table des matières](#)

Au cours des trente dernières années, la réforme agraire a beaucoup contribué, de manière directe ou indirecte, à l'accélération du développement du secteur agricole. À l'inverse de ce qui est fréquemment avancé, il apparaît que le processus de redistribution des terres, loin de freiner l'essor de l'agriculture, l'a, au contraire, grandement favorisé. Les informations sur la valeur de la production agricole à différentes époques et sur les taux de croissance correspondants, reproduites dans le tableau 6, démontrent ce fait.

Rappelons, à ce propos, que la décennie 1930-1940 a été marquée par le démembrement intensif des grands domaines, même en ce qui concerne les exploitations prospères et modernes, travaillant pour le marché. La période 1940-1950 a connu la consolidation de la réforme agraire, bien que la politique officielle ait alors favorisé à nouveau l'entreprise agricole privée; ainsi stabilisés, les *ejidos* ont participé pleinement à l'essor économique.

Comme dans d'autres pays, la croissance du secteur agricole ne se maintient pas à des taux comparables à ceux des autres secteurs de l'économie, en particulier ceux des industries de transformation et des services.

Ce développement agricole doit être considéré en relation avec la croissance démographique accélérée des dernières années. Dans cet esprit, il apparaît que le taux de croissance de l'agriculture a régulièrement dépassé ceux de la croissance de la population. La différence à l'avantage de l'agriculture est toutefois assez minime, et tend même à disparaître aujourd'hui. Cette tendance préoccupe les observateurs, les prévisions montrant qu'un déficit de l'offre de produits agricoles, en particulier des produits de l'élevage, risque de se manifester à partir de 1970.

Tableau 6
Produit national brut et produit agricole brut 1930-1965
 (En millions de pesos de 1959)

	P.N.B.	P.A.B.	Part du P.A.B. dans le P.N.B.
1930	9.389	2.909	30,9 %
Taux annuel de croissance 1930-1940	8,6 %	5,6 %	—
1940	21.468	5.044	23,5 %
Taux annuel de croissance 1940-1950	7,2 %	5,8 %	—
1950	43.300	8.920	20,6 %
Taux annuel de croissance 1950-1960	5,4 %	4,6 %	—
1960	73.482	14.018	19,0 %
Taux annuel de croissance 1960-1965	6,0 %	4,1 %	—
1965	98.200	17.272	17,6 %

Sources : E. Flores : *Tratado de economia agricola*, Mexico 1961.
 Banco Nacional de Comercio Exterior, Mexico, 1966.

Le développement agricole selon les types d'exploitation : l'analyse du processus de développement dans le secteur privé et dans celui constitué par les ejidos, montre que le secteur privé s'est développé plus vite que son concurrent. Selon certaines sources, le produit des ejidos aurait augmenté de 150 % entre 1940 et 1960, l'augmentation correspondante étant de 180 % dans le secteur privé ¹. Le fait que la situation se soit modifiée en fin de période, à l'avantage des ejidos, ne suffit pas à infirmer la tendance générale caractéristique de ces deux décennies.

Les comparaisons, au niveau global, sont trompeuses, il est vrai. Il ne faut pas oublier que les ejidos ne disposent pas des ressources de l'agriculture privée. Une comparaison établie à partir des trois types d'exploitation retenus par les recensements, est plus significative ; le tableau suivant, qui distingue les exploitations privées de moins de cinq hectares, celles de plus de cinq hectares et les *ejidos*, fournit les éléments d'une telle comparaison.

¹ Voir : M. Muller, *Changing patterns of agricultural output and productivity in the private and land reform sectors in Mexico* (Saint-Louis, Washington University, Department of Economics, 1966). Pour une analyse un peu différente, voir : F. Doving, *Land reform and productivity : the Mexican case, a preliminary analysis*, University of Illinois, Department of agricultural economics, Agricultural experiment station, novembre 1966.

Tableau 7
Indices de croissance de la production agricole par types d'exploitations (1940-1960)

	1940-1950	1950-1960	1940-1960
Plus de 5 hectares	198	184	364
Jusqu'à 5 hectares	147	93	137
<i>Ejid</i> os	131	154	202

Source : F. DOVRING, *Land reform and productivity : The Mexican case, preliminary analysis*, Department of agricultural economics, University of Illinois, Novembre 1966.

Ce tableau souligne l'excellence des résultats obtenus par les grandes et moyennes exploitations privées, mais il fait également apparaître la médiocrité de ceux des minifundia privés. L'*ejido* occupe une position moyenne entre les deux, et l'examen des données recueillies lors du recensement de 1960, confirme cette observation. Les ejidos ont, en effet, produit, au cours de cette année, 43 % de la valeur totale des récoltes, bien qu'ils n'aient disposé que de 30,5 % des capitaux existants dans l'agriculture (voir le tableau 5).

L'examen de la relation qui existe entre le capital, la main-d'œuvre et la production dans les trois types d'exploitations, permet de dégager une conclusion intéressante. Les exploitations privées de plus de cinq hectares disposent de 62 % des capitaux investis et n'utilisent que 28 % de la main-d'œuvre agricole ; leur production équivaut, cependant, à peu près, en pourcentage de la valeur de la production totale, à l'importance relative des terres de culture qu'elles occupent.

En revanche, les ejidos disposent seulement de 30,5 % des capitaux, alors qu'ils fournissent du travail à 45 % de la main-d'œuvre ; comme dans le cas des grands domaines privés, la part relative de leur production équivaut, cependant, à celle de la superficie de culture sur laquelle ils sont fixés. Cette comparaison montre, contrairement à ce que pensent certains critiques, que l'amélioration technique et la mécanisation des exploitations privées contribuent seulement à déplacer la main-d'œuvre, mais restent sans influence significative sur la production (voir le tableau 8).

L'inégalité du développement selon les régions : les inégalités de développement les plus grandes ne se manifestent pas en fonction des types d'exploitations, mais des variétés régionales et des genres de productions. Le problème principal de l'agriculture mexicaine est le manque d'eau et l'inégale distribution des pluies au cours de l'année. Les régions sèches ne permettent qu'une agriculture de subsistance à bas rendement, fondée sur le maïs, et l'agriculture commerciale n'existe guère que dans les terres irriguées du nord du pays. C'est ainsi que, en 1960, la production agricole de l'État de Sonora, situé dans le nord-ouest, a atteint une valeur de 888 millions de pesos, soit 1692 pesos par hectare cultivé ; dans l'État d'Oaxaca, situé dans le sud-est,

dont la population est quatre fois plus importante que celle de l'État de Sonora, la production par hectare cultivé n'a été que de 881 pesos au cours de la même année.

Tableau 8
Productivité comparée en 1960 (en pesos)

	Production par personne active	Production par hectare cultivable	Production pour 1000 pesos d'investissement
Exploitations de plus de 5 ha	5.299	630	763
Exploitations de moins de 5 ha	622	648	698
<i>Ejidors</i>	2.037	568	955

Note : un dollar : 12,50 pesos.

Les disparités régionales tendent, en outre, à augmenter, les taux de croissance les plus élevés revenant aux zones d'agriculture commerciale irriguée. Les cultures de coton, légumes, fraises, canne à sucre, alfa, sorgho et d'autres produits bénéficiant d'une forte demande nationale et internationale, y sont le plus couramment pratiquées.

La politique officielle favorise ces cultures par d'importants investissements consacrés aux travaux d'hydraulique et à l'infrastructure économique et sociale de ces régions qui bénéficient, par ailleurs, d'une proportion spécialement forte du crédit public et privé. De leur côté, les efforts limités du gouvernement en matière de recherche et de vulgarisation agronomiques s'appliquent surtout à ce secteur, qui bénéficie, en outre, de conditions de marché nettement plus favorables, que celles qui s'offrent aux autres régions agricoles.

Les zones d'agriculture commerciale, qui comprennent aussi bien des *ejidos* que des petites propriétés privées et de grandes exploitations modernes dont l'existence est en contradiction avec la législation agraire, ont donné l'impulsion au développement agricole du pays, et satisfont la plus grande partie de la demande interne et externe en produits du sol. De plus, ces zones peuvent encore augmenter leur productivité de façon considérable, grâce à l'amélioration des techniques.

Le nombre des exploitations de ce type ne dépasse pas 500 000, sur un total de trois millions. Deux autres millions d'exploitations pratiquent une agriculture de subsistance, fondée sur la consommation directe du maïs et ne vendent, sur les marchés locaux et régionaux, que le minimum indispensable à la satisfaction de leurs nécessités de base.

La haute productivité et les ressources potentielles de l'agriculture commerciale, de même que la structure de la demande de produits agricoles, font que ce secteur attardé ne peut que rester en marge du développement pendant une période indéfinie. Il ne tend pas moins, cependant, à englober un nombre toujours plus grand d'exploitations, en raison de la croissance démographique.

D. La politique agricole

[Retour à la table des matières](#)

L'expérience de la réforme agraire mexicaine montre que le processus de distribution des terres ne s'oppose pas au développement agricole, et qu'il constitue même, au moins au Mexique, un facteur décisif de croissance, grâce à la mobilité qu'il engendre dans les facteurs de la production. La politique agricole des gouvernements actuels diffère toutefois notablement de la politique de la réforme agraire pratiquée depuis la Révolution. Cette politique répond, en effet, davantage à des considérations empiriques très variables, liées aux pressions économiques nationales et internationales, qu'aux principes constitutionnels et à l'idéologie agrarienne de la mythologie révolutionnaire.

Bien que l'on ne puisse pas véritablement parler de planification agricole, il faut reconnaître que le gouvernement est intervenu de façon systématique dans ce domaine. Cette intervention est, en grande partie, responsable des progrès enregistrés au cours des dernières années.

Les travaux d'irrigation : il faut mentionner d'abord, à ce propos, les travaux d'infrastructure entrepris par les pouvoirs publics par le canal des commissions régionales de développement des bassins hydrographiques du Papaloapan, du Lerma, du Grijalva et d'autres, de même que les travaux effectués sous leur impulsion dans les districts d'irrigation. Le secteur privé a plus bénéficié de ces réalisations que les ejidos. Des informations récentes, fournies par le secrétariat aux ressources hydrauliques, montrent, en effet, que 54 % des 2 400 000 hectares irrigués appartiennent à 100 000 propriétaires, chacun d'entre eux ayant, en moyenne, treize hectares, alors que le reste est partagé entre 250 000 membres d'*ejidos*, dont la parcelle moyenne n'est que de 4,5 hectares.

Dans les districts d'irrigation, le gouvernement contrôle également l'utilisation et la distribution de l'eau, par le truchement de comités agricoles, comprenant des représentants des usagers. La distribution doit, en principe, s'effectuer de façon égalitaire, mais les membres des ejidos se plaignent souvent des faveurs et des manœuvres dont bénéficient principalement les moyens et grands propriétaires.

[Retour à la table des matières](#)

Recherche et vulgarisations agricoles : la recherche et la vulgarisation agricoles constituent un autre terrain d'action de la politique gouvernementale. Bien qu'elles se soient considérablement développées depuis quelques années,

ces deux activités sont toutefois encore loin de satisfaire les besoins réels du pays.

Les investissements publics dans ce domaine n'ont atteint que six pesos par agriculteur en 1965 ; il n'existe que 500 agronomes appointés par l'État pour ces tâches, soit seulement un agronome pour 6 000 exploitations. De plus, les ressources budgétaires consacrées à ce travail sont surtout utilisées dans les zones d'agriculture commerciale, en particulier dans les districts irrigués. Dans ces zones, les aides publiques ont profité essentiellement aux grands agriculteurs privés, qui ont les moyens techniques, culturels et financiers nécessaires pour les utiliser à plein. C'est ainsi, par exemple, que les grands exploitants et éleveurs privés forment la masse des assistants aux foires ou aux séances des campagnes d'expérimentation. À l'inverse, les membres des *ejidos* et les petits propriétaires ne tirent pratiquement rien de ces manifestations, qui ne sont pas conçues pour eux. Par ailleurs, les investissements consacrés aux zones de culture sèche, dans lesquelles ils sont les plus nombreux, sont très réduits ; il ne semble pas que les efforts des commissions spéciales créées récemment pour l'étude des possibilités de culture de végétaux adaptés aux régions semi-désertiques, puissent modifier sensiblement cette situation.

L'adoption des nouveautés techniques est, en effet, stimulée en grande partie par les débouchés offerts aux cultures commerciales, en particulier grâce aux initiatives des firmes privées qui achètent les produits et prêtent souvent aux agriculteurs les sommes nécessaires à leurs investissements, en échange d'un engagement de vente. Ce mécanisme d'innovations liées au jeu de l'offre et la demande de produits agricoles sur le marché libre est plus important qu'on ne le croit, mais il tend à se limiter aux zones d'agriculture commerciale.

Le crédit agricole : l'élément le plus important de la politique agricole de l'État réside probablement dans son activité de contrôle et d'orientation du crédit aux agriculteurs. Le gouvernement a créé les premières banques nationales et régionales spécialisées dans cette activité au début des années trente. Trois banques de crédit agricole fonctionnent aujourd'hui au niveau national, l'une d'elles se consacrant spécialement au secteur des *ejidos* ; de son côté, la Banque centrale gère un fonds de prêts aux agriculteurs.

Le rôle de ces banques dans le développement agricole est considérable, bien qu'il reste encore inférieur aux besoins. La Banco de *Credito ejidal* ne s'occupe que de 13 % des membres des *ejidos*. Les autres banques ne traitent qu'avec une proportion relativement petite des agriculteurs privés. Après le manque d'eau, l'insuffisance du crédit constitue le principal motif de plainte des agriculteurs. Les ressources du système financier public ne suffisent pas pour satisfaire les besoins des exploitants ; conscient de cette lacune, l'État tente, depuis quelques années, de canaliser le crédit privé vers l'agriculture. Les petits exploitants, en particulier ceux des *ejidos*, n'ont jamais inspiré confiance aux banques, qui doutent des garanties qu'ils peuvent offrir.

La Banco de *credito ejido*¹, spécialisée dans les prêts à cette catégorie d'agriculteurs, n'est pas seulement un organisme de crédit. Dans la majorité des cas, elle intervient directement dans la planification agricole des régions et dans l'organisation de la production. Ses crédits restent, toutefois, réservés en grande partie aux cultures commerciales, telles que la canne à sucre ou le coton. Il lui arrive même, à cet égard, de gérer des industries connexes, telles que les sucreries ou les usines d'égrenage du coton. Son activité de crédit proprement dite s'effectue par le canal d'un système bureaucratique assez lourd. Dans beaucoup de régions, pour être sûre de récupérer ses fonds, la banque surveille de très près leur utilisation qui doit se faire en accord avec les directives de ses propres techniciens.

Ce procédé conduit les membres des ejidos à ne plus prendre de responsabilités techniques indépendantes dans le domaine de la production ; il les rend complètement dépendants des techniciens de la banque, dont ils reçoivent les crédits sous la forme d'avances hebdomadaires. Dans diverses zones de culture sucrière ou cotonnière, les membres des ejidos sont devenus de simples employés de la *Banco de credito ejidal*. Les crédits qu'ils perçoivent prennent la forme d'un salaire journalier, versé en contrepartie de la production qu'ils livrent à la banque, qui se contente de leur fournir un état des comptes périodiques. Ils reçoivent alors un « bonus », dans le meilleur des cas, ou se trouvent, au contraire, avec une dette qui sera retenue sur leurs gains de l'année suivante.

Nombreux sont les membres des *ejidos* qui ne se satisfont pas de ces arrangements, et qui considèrent que les crédits ainsi reçus ne leur conviennent pas. Ils préfèrent parfois recourir, dans certaines régions, aux crédits de prêteurs locaux, qui se font souvent à des taux usuraires. Dans d'autres régions, ils voudraient faire des cultures plus rentables, mais ne peuvent y parvenir en raison des obligations qu'ils ont contractées envers la banque pour d'autres cultures.

Les plaintes les plus fréquentes ont trait au retard avec lequel les crédits sont effectivement versés, à la lenteur de l'établissement des comptes de liquidation, au fait que les engrais et les insecticides livrés par la banque ne correspondent pas toujours aux spécifications et, en général, à la corruption et à l'inefficacité du système. Celui-ci a permis, en effet, l'enrichissement illicite d'une pléiade de fonctionnaires malhonnêtes, qui bâtissent leur fortune aux dépens des *ejidos*.

Par ailleurs, les membres des *ejidos* ne peuvent bénéficier du crédit officiel qu'à la condition de constituer des sociétés de crédit « *ejidal* », ou des groupes solidairement responsables des sommes perçues. Or, il ne leur est pas possible de satisfaire à ces exigences si *l'ejido* n'est pas légalement constitué. Les nombreuses communautés qui n'ont pas encore reçu leurs titres de régularisation définitifs se trouvent donc automatiquement exclues des bénéfices de cette forme de crédit.

¹ Banque de crédit aux *ejidos*.

Il ne fait pas de doute que l'insuffisance du financement est l'un des principaux obstacles au développement de l'agriculture mexicaine. Les efforts officiels dans ce domaine ont, en conséquence, contribué de façon décisive à l'impressionnant développement agricole des dernières années. Cependant, il faut également reconnaître que la structure bureaucratique et la corruption des fonctionnaires des banques dépendant de l'État ont eu des effets sociaux et économiques négatifs sur l'organisation des *ejidos*, de même que sur les niveaux de vie et la liberté d'action de beaucoup de leurs membres.

[Retour à la table des matières](#)

Le mouvement coopératif : plusieurs tentatives tendant à l'organisation de la production des *ejidos* sur une base coopérative ont été effectuées au cours des années trente. De 700 à 800 *ejidos* collectifs ont été constitués à ce moment, en particulier dans les zones où la réforme agraire avait porté sur des plantations de cultures commerciales prospères, comme celle du coton dans la région de La Laguna, ou celle de l'agave, dans le Yucatan. Ces *ejidos* collectifs ont fonctionné de façon satisfaisante pendant quelques années, mais le changement dans la politique du gouvernement à l'égard des coopératives agricoles a provoqué la désintégration de ces ensembles, et leur transformation en *ejidos* de type courant divisés en parcelles.

De nombreuses raisons expliquent l'échec de l'agriculture collective au Mexique. Les principales tiennent à l'hostilité que les pouvoirs publics manifestent depuis 1940 à l'encontre des coopératives, à la corruption croissante des organismes mis au service des *ejidos* et au manque de formation de leurs membres. Dans ces conditions, il est assez surprenant que plusieurs *ejidos* collectifs parviennent encore à fonctionner avec de bons résultats économiques.

En dépit de ces obstacles, les *ejidos* collectifs établis dans les régions riches ont fait preuve d'une efficacité économique supérieure à celle de leurs homologues divisés en parcelles individuelles ¹. Au point de vue social, l'*ejido* collectif assure une meilleure distribution du revenu entre ses membres et facilite le développement de l'ensemble de la collectivité.

Il a malheureusement été trop « politisé » à une époque où l'oligarchie gouvernante l'identifiait avec le « communisme », et s'opposait au mouvement coopératif agricole pour des motifs idéologiques. Il n'en demeure pas moins vrai que l'*ejido* continue à être, en principe, un instrument adapté au développement des coopératives à la campagne ; il est également, sous cette forme, le plus susceptible d'assurer l'emploi optimum de la main-d'œuvre, grâce à la diversification des activités économiques, et de promouvoir le développement social des communautés constituées en *ejidos*. Le mouvement coopératif ne peut, toutefois, se développer dans un milieu politique et économique hostile, tel que celui qui a existé au Mexique pendant les vingt-cinq dernières années.

¹ S. Eckstein, *El ejido colectivo en México* (Mexico, 1966).

Une politique gouvernementale véritablement favorable pourrait seule en assurer le succès.

[Retour à la table des matières](#)

La politique des prix : divers organismes officiels sont intervenus en matière de prix agricoles au cours des dernières années. Cette politique des prix a été favorable aux producteurs de canne à sucre et de coton, grâce au mécanisme des prix garantis, mais elle a défavorisé les producteurs de maïs et de blé, au bénéfice des consommateurs urbains, par le truchement des prix maxima à la production. Dans l'ensemble, et comme dans beaucoup d'autres pays, la structure des prix doit être considérée comme plutôt défavorable aux agriculteurs.

Le bilan des différents aspects de la politique agricole du gouvernement montre clairement que les investissements publics et le crédit officiel ont avantagé l'agriculture. Il apparaît, en revanche, que le crédit privé et la structure du marché ont joué au détriment de la substance même de celle-ci. Au total, si l'on additionne ces facteurs contradictoires, il apparaît finalement que les transferts de capital au-dehors du secteur agricole, sont supérieurs à ceux qui se sont effectués à son profit ; le bilan global est donc négatif. Il y a eu, en d'autres termes, une diminution du revenu réel par tête dans l'agriculture.

E. Structure agraire et structure politique

[Retour à la table des matières](#)

La population paysanne a rempli un rôle politique de première importance au cours du dernier demi-siècle. La Révolution a été faite par les paysans armés, et la réforme agraire n'a été décidée et réalisée que grâce à leur pression constante. Aujourd'hui, vingt millions de personnes vivent à la campagne et une partie importante de la politique gouvernementale s'oriente vers la population rurale. Bien que la portion du budget de l'État affectée au monde rural ait varié, passant de 8,6 % en 1950, à 5,9 % en 1960 et à 10,7 % en 1966, il existe une forte « conscience paysanne » parmi les dirigeants et les hommes politiques mexicains, surtout au niveau de l'idéologie et des discours. Ce serait cependant une erreur de croire que l'influence et la puissance politiques des paysans correspondent à leur importance numérique.

Il faut considérer, avant tout, que la population paysanne n'est pas homogène. L'utilisation de divers critères de classification conduit à distinguer au moins six strates dans cette population : les grands propriétaires de latifundia traditionnels ou modernes, les moyens propriétaires prospères, les proprié-

taires d'exploitations familiales, les propriétaires de minifundia traditionnels ou modernes, les membres des *ejido* et, finalement, les travailleurs agricoles sans terres et les journaliers ¹.

Ces catégories sociales ne pèsent pas toutes du même poids dans le système politique. Ainsi, il apparaît, en premier lieu, que les grands et moyens propriétaires ont une importance économique et politique considérable, en dépit de leur petit nombre. Des représentants des grands propriétaires de l'époque « pré-révolutionnaire » subsistent parmi eux, mais cette catégorie se recrute pour l'essentiel chez les chefs d'entreprises agricoles liés aux milieux politiques « révolutionnaires ». Ils se regroupent dans un certain nombre d'« associations de producteurs », dont l'influence sur l'opinion publique peut être considérable. Ces associations font, en effet, des annonces dans les journaux, disposent de relations dans les milieux de hauts fonctionnaires fédéraux ou des États, en particulier au secrétariat à l'Agriculture, et ont des liens avec les banques et les autres institutions financières du secteur privé. Les grands propriétaires tirent ainsi un profit spécial de la politique agricole du gouvernement, et l'on peut supposer qu'ils se rangent parmi les principaux adversaires de la consolidation de la réforme agraire.

Contrastant avec la catégorie précédente, les propriétaires d'exploitations familiales ou de minifundia sont presque dépourvus d'influence politique, en dépit de leur importance numérique. Bien que beaucoup soient affiliés à la Confederación nacional campesina (Confédération nationale paysanne), rattachée au parti officiel, les associations de producteurs font passer leurs intérêts après ceux des grands propriétaires. Les propriétaires de toutes les petites exploitations privées ont, finalement, des ressources et un niveau de vie si réduits que leur participation politique est généralement presque nulle.

Les membres des ejidos sont, en revanche, légalement intégrés dans les structures administratives et politiques du pays. Tout ce qui touche au fonctionnement de cette institution dépend, en effet, du Département aux affaires agraires et, en dernière instance, de la Présidence agissant comme autorité agraire suprême. Tous les ejidos doivent élire un « commissaire » et un « comité de surveillance » directement responsables devant le Département aux affaires agraires. Par ailleurs, ces responsables élus participent aux comités régionaux et aux ligues agraires des États, qui forment, à leur tour, la Confederación nacional campesina. Les membres des ejidos se trouvent ainsi à la base d'une double hiérarchie politique : celle du gouvernement et celle du parti.

On pourrait penser qu'ils disposent ainsi d'un pouvoir effectif dans les structures politiques nationales. En fait, bien que les ejidos puissent se faire entendre au niveau du pays et exercer une pression sur les pouvoirs publics, d'ailleurs plus faiblement que les grands propriétaires, leurs membres se trouvent soumis à une véritable subordination politique. Leur intégration dans des organismes politiques directement inspirés et contrôlés par le gouverne-

¹ Voir : Rodolfo Stavenhagen, « La réforme agraire et les classes sociales rurales au Mexique », *Cahiers internationaux de sociologie* 34, 1963, ainsi que notre rapport : « Aspects sociaux de la structure agraire au Mexique », dans *Les problèmes agraires des Amériques latines* (Paris, C.N.R.S., 1967).

ment, empêche leurs organisations de jouer un rôle efficace en tant que groupes de pression indépendants.

De la même manière, la dépendance des membres des ejidos à l'égard du Département aux affaires agraires (en ce qui concerne l'attribution des terres) et du *Banco de crédito ejidal* permet un renforcement du contrôle officiel qui pèse sur eux. Cette organisation favorise, en outre, une certaine forme de « caciquisme ¹ qui se traduit par une mise à profit de leurs fonctions de commissaires de la part de membres peu scrupuleux des *ejidos*, qui utilisent abusivement leur position pour s'enrichir et exercer une autorité indue sur leurs compagnons. Elle se maintient uniquement parce qu'elle remplit une fonction de tutelle politique imposée d'« en haut ».

Il est vrai que les *ejidos* comptent aussi des leaders affiliés à des organisations indépendantes, généralement de gauche. Ceux-ci subissent, toutefois, toutes sortes de pressions au cours de leurs années de mandat, qui vont des tentatives de corruption à la persécution, à l'emprisonnement et même à l'assassinat. De plus, les organisations auxquelles ils appartiennent ne jouent pas un rôle important sur le plan national, et limitent, en fait, leur influence à quelques régions.

La dernière catégorie, qui est celle des journaliers agricoles, est à la fois la plus nombreuse et la moins représentée sur le plan politique. Il n'existe, dans l'ensemble du pays, que quelques petits syndicats de journaliers agricoles qui fonctionnent réellement. Ceux-ci constituent, de ce fait, la catégorie sociale la moins défendue et la moins organisée, et aussi celle dont le niveau de vie est le plus bas. Aucune des grandes organisations syndicales ou paysannes ne se préoccupe sérieusement du sort des trois millions de paysans sans terre. Cette attitude découle certainement de ce que toutes les autres catégories de paysans tirent un profit plus ou moins grand de l'exploitation de ces travailleurs, depuis le petit exploitant ou le membre d'un *ejido* qui emploient deux ou trois d'entre eux pour faire sa récolte, jusqu'aux chefs d'exploitations de coton ou de café qui ont besoin de plusieurs dizaines de tâcherons spécialisés à des périodes déterminées de l'année.

Il apparaît ainsi que la réforme agraire a profondément changé la structure du pouvoir dans le monde rural. La propriété de la terre n'est plus, en effet, le seul moyen d'obtenir le pouvoir économique et politique ; elle n'est même plus l'instrument principal du contrôle politique dans les régions agricoles. Au niveau régional, le contrôle du monde agricole est aujourd'hui exercé de plus en plus par les noyaux urbains formés par les villes de petite et moyenne importance, qui concentrent les activités économiques et politiques dont dépendent les campagnes.

Une bourgeoisie rurale tend, en outre, à se développer dans ces villes. Elle y tient la place d'une nouvelle classe dirigeante, qui parvient à assurer sa prééminence économique et politique, fondée sur le contrôle des activités agricoles, même quand elle n'a pas de lien direct avec la terre. Cette bourgeoisie rurale joue un rôle clé dans les nouveaux processus de formation du

¹ Le « caciquisme » est une forme de domination personnelle et de contrôle politique caractéristique de certaines régions rurales.

capital qui se déroulent dans les provinces mexicaines, ainsi que dans le fonctionnement des institutions politiques régionales qui ont tant contribué à la stabilité politique du pays dans ces dernières années.

Bien qu'elle ne soit pas seule en son genre, la principale organisation politique paysanne est la *Confederación nacional campesina*, créée en 1937 à l'initiative du président Cardenas. En tant qu'organisme de soutien du gouvernement dans son action de réforme agraire, elle résulte de la fusion de plusieurs organisations paysannes régionales qui s'étaient efforcées pendant longtemps d'unifier les agriculteurs pour la défense de leurs intérêts communs et, en particulier, de la réforme agraire, souvent en opposition avec le gouvernement fédéral.

La *C.N.C.* est l'une des trois grandes divisions du « Parti révolutionnaire institutionnel » ; elle se présente, de ce fait, comme un des piliers politiques du gouvernement. Sa puissance politique est toutefois moins grande que celle des deux autres divisions, principalement en raison de la faiblesse économique, du bas niveau culturel et du manque de conscience de classe de ses principaux affiliés, qui sont les membres des *ejidos*.

La structure nationale de la *C.N.C.* se fonde sur les « Ligues de communautés agraires », dans lesquelles se trouvent représentés les *ejidos* et sur les unions nationales qui regroupent les producteurs privés ou des *ejidos* en fonction des cultures pratiquées (canne à sucre, café, coprah, agave, etc.). Ainsi que nous l'avons précisé, les salariés agricoles ne sont pratiquement pas représentés dans cette organisation. De leur côté, les chefs de grandes entreprises agricoles ont leurs propres associations. Dans la pratique, la *C.N.C.* regroupe principalement les paysans qui ont déjà bénéficié de la redistribution des terres ; sa fonction est d'appuyer la politique agraire du président en place, et de négocier avec les diverses autorités la solution des problèmes locaux ou spécifiques qui affectent ses membres.

En tant que « division paysanne » du parti officiel, la Confédération dispose généralement d'un tiers des sièges à la Chambre des députés. Cela ne signifie pas, cependant, qu'il existe un « bloc paysan » à l'assemblée fédérale. Beaucoup de députés n'appartiennent à la division paysanne que pour la forme et proviennent, en fait, d'autres milieux. Arrivés au terme de leur mandat, ils continuent souvent leur carrière politique dans d'autres institutions.

La direction nationale de la *C.N.C.* étant complètement renouvelée tous les trois ans, il y a peu de continuité dans les tâches politiques de son Comité exécutif. La majorité des hauts fonctionnaires de la Confédération ne sont eux-mêmes pas d'origine paysanne ; lorsqu'il s'agit de politiciens professionnels, leur passage à la *C.N.C.* représente seulement une partie peu importante de leur carrière. De ce fait, beaucoup de hauts responsables y remplissent des fonctions après avoir occupé d'autres charges politiques, et avant d'accéder à d'autres postes dans l'administration publique. L'un de ses derniers dirigeants nationaux a ainsi été promu à la direction du Département aux affaires agraires au cours de l'un des récents mandats présidentiels, tandis qu'un autre a été nommé directeur de la Banque de crédit aux *ejidos*. Un troisième est devenu gouverneur d'un territoire fédéral. Cette interpénétration des organismes poli-

tiques et de l'administration publique - le parti et le gouvernement - démontre plus la subordination fonctionnelle des premiers à la seconde, que la force politique du paysanne organisé.

En résumé, il apparaît que les paysans ont accès au système politique, et que leur participation formelle à celui-ci est de plus en plus grande, en particulier par le canal de multiples organisations locales ou régionales. Mais, dans la structure politique actuelle, l'organisation équivaut souvent au contrôle et la participation est fréquemment synonyme d'aliénation.

La distribution de la terre n'a pas libéré le paysan mexicain de la série de contraintes économiques et politiques qui pèsent encore sur lui. Elle a, cependant, contribué à l'aider à recouvrer sa dignité d'homme, ce qui ne peut, en aucune manière, être considéré comme un résultat insignifiant.

Aperçu statistique ¹ - Mexique				
Rubrique	Année	Unité	Donnée	Observations
Superficie		km2	1.972.000	
<hr/>				
Population				
Population totale	1960	habitants	34.923.000	Recensement 8.4.60
	1966	habitants	44.145.000	Estimation milieu 1966
Taux d'accroissement		%	3,5	1963-66
Densité	1966		22	
Population active	1965	habitants	13.340.000	Estimation
Population active dans l'agriculture	1965	habitants	6.970.000	Estimation
Pourcentage de la population active dans l'agriculture	1965	%	52	
Utilisation des terres				
Superficie agricole	1960	1000 ha	23.817	Terres arables et cultures permanentes
	1960	1000 ha	79.092	Prairies et pâturages permanents
Terrains boisés	1960	1000 ha	43.619	
Nombre des exploitants agricoles			1.365	
	1960	milliers	169.084	
Superficie des exploitations	1960	1000 ha		
Terres irriguées	1960	1000 ha	3.515	Terres arables et cultures permanentes
<hr/>				
Commerce extérieur				
Importations (c.i.f.)	1966	Millions US	1650	
Exportations (f.o.b.)	1966	Millions US	1228	

(16) Sources : O.N.U. Annuaire statistique 1967. F.A.O. Annuaire de la production 1967.

¹ Sources : O.N.U. Annuaire statistique 1967. F.A.O. Annuaire de la production 1967.

V

Comment décoloniser les sciences sociales appliquées

[Retour à la table des matières](#)

C'est peut-être le destin des sciences sociales de ne pas refléter seulement les formes dominantes de l'organisation sociale de leur époque mais de devenir également l'un des moyens fondamentaux - comme elles l'ont toujours manifesté depuis leur naissance au sein de la pensée sociale et politique du siècle des Lumières - par lesquels s'expriment les courants radicaux et la conscience critique que ces mêmes formes d'organisation ont suscités ¹. Cette relation dialectique entre les sciences sociales et la société se retrouve dans les rôles ambigus et souvent conflictuels que les sociologues ² doivent assumer en tant qu'individus dans une société moderne.

¹ Cet article est une version légèrement révisée de la conférence que l'auteur a prononcée comme invité à la trentième réunion annuelle de la *Société for Applied Anthropology* qui s'est tenue à Miami du 14 au 18 avril 1971. Les opinions exprimées ici sont entièrement personnelles et ne reflètent pas celles des institutions avec lesquelles l'auteur est associé. Il tient à remercier Dorian Grunbaum, Otto Feinstein et Jeffrey Harrold pour leurs utiles commentaires sur la première version de ce texte.

² Nous avons traduit « spécialiste en science sociale » par « sociologue » (N. d. t).

Récemment on a cru nécessaire dans certains milieux de dénigrer l'anthropologie en général et sa variante appliquée, en particulier à cause de ses liens avec le colonialisme et l'impérialisme. Je pense qu'il s'agit là d'un développement sain car on a jusqu'à très récemment sous-estimé ou ignoré la relation historique entre le colonialisme et l'impérialisme comme systèmes mondiaux de domination et d'exploitation d'une part et l'utilisation des sciences sociales dans la gestion de l'empire d'autre part. On ne peut plus négliger cette étude. Il est devenu évident pour un grand nombre d'entre nous que les méthodes, les théories, les diverses « écoles de pensée », les objets mêmes de l'étude et de l'observation en anthropologie et dans les autres sciences sociales ont été profondément touchés par cette relation historique ¹.

Je précise tout de suite que je suis profondément convaincu de l'importance des apports de l'anthropologie et des autres sciences sociales au progrès de la connaissance, quels que soient leurs rapports avec le colonialisme et l'impérialisme. Je pense surtout à la connaissance des pays dits sous-développés et de tout ce qui les concerne. Je fais également partie de ceux qui reconnaissent le profond élan d'humanisme, de progressisme, de libéralisme et de radicalisme qui est intégré au développement de l'anthropologie, même dans certaines de ses variantes colonialistes.

Il me semble donc tout aussi faux de nier les relations historiques évidentes entre le colonialisme et l'anthropologie (ou entre l'impérialisme et la soi-disant sociologie du développement) - problème qui relève de la sociologie de la connaissance - que de considérer ces disciplines simplement comme des servantes de la domination colonialiste ou impérialiste.

Car c'est justement de la science de la société qu'ont surgi les critiques les plus fortes des systèmes coloniaux, de la domination impérialiste, des structures politiques totalitaires et de la société bourgeoise de classe. De nouvelles générations de sociologues radicaux apparaissent - surtout dans le Tiers-monde - qui mettent en cause certaines des affirmations élémentaires qui semblent fonder la science sociale dans les pays industriels. Pourtant il faut reconnaître que ces sociologues eux-mêmes sont un produit du type de développement général des sciences sociales.

Nous pouvons envisager les problèmes sous deux angles : les usages ou applications du savoir sociologique scientifique en général, la pratique professionnelle de la science sociale appliquée.

Comme tout savoir, le savoir scientifique d'ordre sociologique fait partie de l'héritage culturel de l'humanité. Il existe afin d'être utilisé ou appliqué par ceux qui peuvent et savent comment en faire usage. On peut tenir les sociologues pour partiellement responsables des usages auxquels le savoir qu'ils produisent est destiné. Mais il leur est pratiquement impossible de contrôler

¹ Les problèmes soulevés dans ce texte ne sont ni nouveaux ni originaux et l'auteur a conscience d'emprunter des sentiers battus. Il le conçoit plutôt comme une contribution au grand débat qui se déroule depuis quelques années au sein des sciences sociales et auquel participent de nombreux collègues de plusieurs disciplines et de pays différents. (Voir par exemple la discussion dans *Current Anthropology*, 1968; et chez les sociologues latino-américains, le débat entre Fals Borda et Solari dans la revue *Aportes* 1968-1971.)

réellement le processus, s'ils restent dans les limites établies du jeu scientifique (recherche, publication, enseignement). Ce sont les règles du jeu qu'il faut changer.

La question tourne autour de deux points importants la nature et la qualité de la recherche, la diffusion de l'information aux utilisateurs potentiels. Mais ces deux aspects sont intimement liés et ils se conditionnent réciproquement.

Habituellement, on critique les études anthropologiques parce qu'elles s'occupent de sociétés de petite taille et partielles. On pense que cette optique ne permet pas de dégager les problèmes plus vastes et les relations nécessaires à une compréhension significative de la réalité. La critique radicale exige une approche holistique en termes d'unités sociales globales et de sociétés totales. Cependant, il ne suffit pas d'affirmer que les populations tribales ou paysannes ou les communautés villageoises sont intégrées dans des totalités plus larges (vérité qui n'a pas échappé aux anthropologues dès le début). La tâche de l'anthropologie consiste à mettre à nu les mécanismes qui relient l'unité d'étude anthropologique traditionnelle à la société globale. Elle consiste à découvrir les relations mutuelles et réciproques, à analyser les clivages, les conflits et les contradictions. Il ne s'agit pas là d'un problème qui relève de l'idéologie, comme certains l'aimeraient, mais de la méthodologie de la recherche et d'une théorie adéquate.

L'anthropologie, en général - en se concentrant sur la petite taille, l'isolé et le traditionnel - n'a pas pu traiter de façon satisfaisante les aspects théoriques impliqués par ces liens et ces relations. Peu nombreux sont les anthropologues, ayant fait du terrain chez des populations tribales ou paysannes, qui possédaient une théorie - ou même une orientation théorique générale - pour les aider à expliquer des liens de cette nature. Contrairement aux sociologues et aux spécialistes de science politique, les anthropologues n'ont pas consacré beaucoup d'attention à l'interprétation des sociétés nationales dont faisait partie leur objet d'étude. En moyenne, les anthropologues étaient assez naïfs en ce qui concerne les structures sociales ou les systèmes mondiaux (je ne parle pas des études consacrées aux cultures nationales ou au « caractère » national, qui sont assez nombreuses). En fait, les recherches anthropologiques dans les pays sous-développés ont été bien trop liées à la culture, aux deux sens du terme. D'une part, malgré les affirmations contraires faites au nom du relativisme culturel, chaque fois que l'on envisage les problèmes du changement social, nous trouvons des modèles linéaires fondés sur l'affirmation que la modernisation ou le développement conduiront nécessairement à un genre de structure sociale semblable à celle des sociétés capitalistes et industrielles de consommation dont nous faisons partie. D'autre part, en mettant en lumière, et plutôt plus que moins, en réifiant la culture comme un concept, l'anthropologie a été incapable de traiter les problèmes soulevés par l'analyse des systèmes sociaux globaux.

Les théories concernant les sociétés nationales (ou les systèmes mondiaux) ne sont évidemment ni vraies ni fausses d'un point de vue absolu. Tout simplement, elles sont plus ou moins pertinentes lorsqu'on essaye d'expliquer adéquatement un ensemble de faits observables et leurs relations mutuelles. Pour autant que je puisse en juger, aucune des théories existantes ne peut être vérifiée ou testée directement. Elles reflètent nécessairement les valeurs de

ceux qui les utilisent, mais, selon leur possibilité d'expliquer des ensembles particuliers de faits, elles se montreront plus ou moins adéquates à long terme. Et ceci, bien sûr, concerne ce que l'on cherche à expliquer.

Souvenons-nous de la discussion entre Robert Redfield et Oscar Lewis, il y a quelques années, au sujet de l'interprétation de la structure sociale d'un village paysan mexicain, Tepoztlan. Il est évidemment impossible d'affirmer que l'une des interprétations est vraie et que l'autre est fausse. Nous pouvons seulement dire que certains faits semblent mieux expliqués dans l'une des deux interprétations. Un débat similaire, et qui a des implications importantes pour les programmes d'action, s'est développé autour du concept de « la résistance paysanne au changement » (voir Huizer, Erasmus et Foster, 1970). Selon notre choix de valeurs nous accepterons les théories qui essaient d'expliquer le « conservatisme paysans » ou nous préfererons celles qui insistent sur « l'esprit de révolte paysan ». Notre choix déterminera l'importance que nous accorderons aux différents types de données empiriques.

À un certain degré de généralité, les théories concernant la structure sociale et la dynamique des forces sociales ne peuvent absolument pas faire l'objet d'une vérification au sens précis du terme. Ce n'est que dans une perspective historique qu'elles pourront être confirmées ou infirmées. Il faut plutôt les considérer comme des modèles.

Mais je voudrais aller un peu plus loin. En paraphrasant une maxime de la bonne vieille sagesse populaire anglo-saxonne on peut dire que la preuve de la théorie se trouve dans la praxis. Par là, j'entends qu'à long terme c'est son utilité en tant que moyen d'action au service de groupes sociaux organisés qui permet de valider une théorie de la société et surtout du changement social. Karl Marx formulait ainsi cette idée : « La théorie devient une force matérielle dès qu'elle s'empare des masses ». Cela nous amène au problème de la relation entre l'idéologie et les valeurs d'une part, la théorie de l'autre. Une théorie validée empiriquement devient une connaissance (et non pas la « vérité » dans un sens absolu). La connaissance est nécessairement relative, elle n'est pas sans ambiguïtés et elle est sujette à une constante révision. Elle peut devenir une idéologie lorsqu'on l'utilise comme un guide pour l'action. Et si elle est validée par la praxis (c'est-à-dire par le comportement organisé et volontaire de groupes sociaux) elle cesse d'être une « simple » théorie et elle devient une réalité sociale. On peut rétorquer que cet argument nous fait tomber dans le piège de la prophétie qui s'accomplit d'elle-même. Je ne crois pas que cela doive nous décourager, car si nous pensons que l'homme n'est pas simplement un jouet aveugle des forces historiques mais qu'il fait également sa propre histoire, à l'intérieur des limites nécessaires que cette même histoire lui impose, alors la prophétie qui s'accomplit d'elle-même devient l'une des multiples forces dynamiques dont l'humanité se sert pour forger son futur.

Qu'est-ce que cela signifie en termes concrets ? Prenons l'exemple d'un problème anthropologique bien connu. On pense généralement que les programmes de développement communautaire ne réussissent pas comme ils le devraient (ou deviennent des échecs flagrants) parce qu'ils sont incapables de susciter réellement la participation communautaire. Il en est ainsi parce qu'ils sont fondés sur des raisonnements erronés qui proviennent d'orientations théoriques inadéquates concernant la structure sociale des villages et leurs

liens avec la société globale. Plus précisément, ils ignorent ou ne prennent pas au sérieux les réseaux de domination, les structures de pouvoir et de conflits potentiels entre les différents groupes sociaux (c'est-à-dire les classes sociales) aux niveaux local et régional, quand ils ne perpétuent pas en fait (comme c'est souvent le cas) les inégalités qu'ils prétendent supprimer. Cependant lorsque les conditions de la lutte sociale deviennent claires (parce qu'elles ont été identifiées et analysées correctement, et moins par le sociologue que par les parties concernées elles-mêmes) alors les communautés (ou une bonne partie d'entre elles) deviennent effectivement des forces dynamiques pour un changement social progressiste. En témoigne le potentiel de mobilisation des paysans à propos de la réforme agraire dans la plupart des pays d'Amérique latine.

La théorie sociale la plus communément admise a été incapable d'aborder ces phénomènes et, habituellement on demande assez tardivement aux sociologues d'expliquer *ex post* ce qui aurait dû être évident depuis le début. C'est pourquoi je pense que la théorie sociale la plus féconde est celle qui peut être validée par la solution pratique des problèmes quotidiens de la vie concrète et non pas par une vérification à l'aide de statistiques considérables. Ces problèmes pratiques touchent de plus en plus les sociologues à travers le monde et ils nous poussent à soulever la question du rapport entre le chercheur et la société globale au sein de laquelle il agit.

Je suis toujours ému par les préfaces des monographies publiées sur l'Amérique latine, où l'auteur reconnaissant exprime son remerciement à Don Simpatico, Dona Gracias et aux autres habitants serviables de San Pedro ou de San Miguel (ou tout autre nom de *barrio* ou de village) sans la collaboration et l'hospitalité desquels son étude n'aurait jamais pu être écrite. Et pourtant combien de fois ces communautés et ces informateurs utiles, dont les vies sont si soigneusement mises à nu par des chercheurs compétents, finissent-ils par prendre connaissance des résultats de la recherche ? Fait-on des efforts pour leur faire parvenir les conclusions scientifiques et les découvertes de la recherche ? Essaie-t-on de traduire notre jargon professionnel en concepts ordinaires que les gens pourraient comprendre d'eux-mêmes et grâce auxquels ils pourraient apprendre quelque chose ? Et, ce qui est plus important, à l'élaboration desquels ils pourraient contribuer grâce justement à un tel dialogue ? Ne faudrait-il pas recommander que les institutions de tutelle s'efforcent d'assurer, avec la participation directe des chercheurs eux-mêmes, que les résultats des recherches puissent ne pas dormir dans les revues spécialisées, les bibliothèques universitaires ou les limbes des dossiers administratifs ? Peut-on attirer l'attention des organisations paysannes sur les livres analysant les paysans ? Peut-on en discuter avec elles ? Peuvent-elles les utiliser ? Est-ce que les études sur les migrants urbains peuvent aider les syndicats et les associations volontaires à mieux comprendre et donc à mieux résoudre leurs problèmes ? Ne peut-on pas dépouiller les études sur les mouvements sociaux, les rébellions populaires et les révolutions de leur appareil scientifique et universitaire et les mettre à la disposition des révolutionnaires ?

Je pars du principe que la valeur scientifique de tels travaux est suffisante pour qu'on puisse s'engager dans ce processus de « dé-élitisation ». Ce n'est pas toujours le cas. Je ne suis pas sûr qu'une grande partie de la production anthropologique survive à la confrontation décisive avec son Objet transformé

en Sujet agissant. Ce n'est pas seulement d'un processus de dé-élitisation dont nous avons besoin, mais aussi d'un processus de démystification, et la responsabilité directe du chercheur s'y trouve engagée. (Il y a quelques années, C. Wright Mills a déjà proposé d'ouvrir cette voie dans *L'Imagination sociologique*, mais une poignée seulement de sociologues ont essayé de le suivre.)

Un triste reflet de l'état de notre discipline nous a été donné lors des quelques rares occasions où des membres des groupes étudiés par les anthropologues ont eu la possibilité de commenter nos travaux : ils l'ont toujours fait dans les termes les moins flatteurs ! Si on laisse de côté ses jeux d'esprit, une récente étude d'un important porte-parole des Indiens américains, qui affirme que ce peuple a été, plus que tout autre au cours de l'histoire, maudit à cause de la présence des anthropologues, devrait faire réfléchir un grand nombre d'entre nous (Deloria Jr, 1969, p. 83). Et on aurait tort de rejeter cette omelette littéraire comme l'échantillon d'un casse-tête¹ innocent. Je me suis souvent demandé ce qui resterait de concepts comme celui de culture de pauvreté, inventé par les gens riches et cultivés, si les pauvres avaient le droit de parole pour diagnostiquer leurs propres problèmes (sur ce point voir Valentine 1968 et *Current Anthropology* 1969). Et quels seraient les résultats si les paysans à *encogido* rencontraient les anthropologues *entron* sur un pied d'égalité (cf. Erasmus, 1968).

En Afrique noire francophone, les intellectuels et les étudiants ont tendance à classer les sociologues étrangers en visite (surtout les Français) selon leur degré de décolonisation intellectuelle avant de commencer à juger leurs capacités professionnelles. Dans ces pays l'identification entre le colonialisme et l'ethnologie est telle que même le nom et la nature de la discipline sont tombés dans le mépris et sont rejetés par de nombreux Africains (voir Jaulin 1970 et Copans 1971 pour une critique de l'ethnologie française néo-coloniale).

Néanmoins, dans la plupart des cas, les spécialistes du monde universitaire et de la recherche (surtout lorsqu'ils rentrent dans leur pays) ont peu de moyens pour contrôler les usages bons ou mauvais (ou tout simplement la non-utilisation) des fruits de leur travail. On entend souvent dire chez les « radicaux » que le produit sociologique n'est réellement utile qu'aux gouvernements répressifs, aux classes exploiteuses ou aux impérialistes égoïstes. Certains jeunes sociologues radicaux partant de ces principes refusent maintenant de publier leur travail ou de poursuivre une recherche. Bien qu'il soit certainement nécessaire de temps à autre de retarder ou de refuser la publication des résultats d'une recherche en raison du tort possible qu'elle peut causer aux groupes en cause, ceux qui s'en tiennent là se « radicaliseront » peut-être, mais resteront à l'écart de toute activité sociologique significative. Le problème, me semble-t-il, consiste à sauver la science sociale et à faire en sorte qu'elle serve à des fins humanitaires et non destructives. Il ne s'agit pas d'abandonner le terrain.

Comme je l'ai dit précédemment, je considère qu'une partie du problème relève de la diffusion du produit de la recherche au sein du public désiré. Et

¹ Jeu de mot intraduisible (N. d. t.).

pourtant il ne s'agit pas seulement d'une question de transmission de l'information. Car la nature et les caractéristiques de cette transmission (si elle est assurée au cours de la recherche elle-même, au moyen d'un dialogue créateur entre le chercheur et l'Objet-Sujet de la recherche) se transformeront en un processus d'apprentissage mutuel, et ainsi la nature même de l'activité scientifique se verra modifiée. Transposée dans la problématique de la recherche, c'est ce que Paulo Freire appelle *dialogics* dans sa *Pédagogie des Opprimés* (1970).

justement, l'un des aspects les plus critiquables et de plus en plus critiqué, de la science sociale, du moins en ce qui concerne le Tiers-monde, est qu'elle se concentre surtout sur l'étude des opprimés - de l'extérieur. Il devrait être évident maintenant que les causes de l'oppression, ou de l'exploitation, ou de la dépossession (relative ou absolue) ou tout simplement de l'arriération et du traditionalisme, se trouvent dans le fonctionnement de systèmes globaux, dans la nature des relations qui unissent les opprimés et leurs oppresseurs (ou si ces termes choquent les sensibilités de ceux qui les trouvent trop imprégnés par des jugements de valeur, disons : les dépossédés et les privilégiés) en un système global. Nous devons donc essayer de faire parvenir aux premiers non seulement le savoir scientifique les concernant, mais aussi celui qui explique le fonctionnement du système. Et ceci implique de porter l'attention sur l'autre pôle de la relation et peut-être le pôle le plus important : celui des groupes dominants.

La compréhension véritable et totale des forces sociales engagées dans un processus de changement exige plus qu'une analyse des groupes sociaux prétendus sous-privilégiés ou des mouvements sociaux contre les systèmes établis de domination. Elle implique l'étude du système de domination lui-même et surtout des mécanismes par lesquels les groupes sociaux au sommet, c'est-à-dire les élites, s'intègrent dans la structure générale. Il faut étudier leur réaction et leur participation au processus de changement ; comment ils agissent pour maintenir, adopter ou modifier les systèmes existants. C'est dans cette direction que je vois s'ouvrir un nouveau champ de recherche, très vaste, pour le sociologue radical. Par rapport au nombre d'études sur les Indiens, les paysans, les populations tribales, les pauvres des villes, les migrants marginaux, l'étude scientifique des élites et des groupes de décision aux échelons supérieurs de l'édifice social est encore très rudimentaire. On pourrait penser qu'à cause de ses origines sociales, de son éducation universitaire et de sa place au sein de la structure sociale, le sociologue est bien placé pour mener des études de ce genre. Pourtant, jusqu'à présent, son éducation scientifique et intellectuelle ne semble pas l'avoir poussé dans cette direction. En concentrant ses efforts sur les « opprimés » d'une société, le sociologue révèle précisément les tendances les plus sujettes à une critique radicale : l'approche paternaliste ou « coloniale » dans l'étude de la société. L'anthropologie, plus que toute autre science sociale s'est trouvée entravée par ces limites. Et c'est peut-être pour cette même raison qu'il lui appartient de rompre avec son propre passé et de tracer de nouvelles voies.

Combien d'études a-t-on faites des élites politiques et des processus de décision ? du fonctionnement des bureaucraties ? des entrepreneurs (non seulement en tant qu'innovateurs ou modernisateurs mais comme formant des groupes d'intérêts politique et économique) ? des groupes d'affaires étrangers

dans les pays sous-développés ? de la corruption chez les leaders syndicaux ? de la publicité et de la manipulation des idéologies, des opinions, des attitudes, des préférences et des émotions les plus intimes ? du rôle des propriétaires fonciers dans le maintien de la société agraire traditionnelle ? du *cacicazgos* ou du *coronelismo* local et régional ? de l'influence des missions diplomatiques étrangères sur la politique nationale des hiérarchies ecclésiastiques ; des cliques militaires du rôle des mass media ; des systèmes d'éducation oppressifs ; ou simplement des aspects multiples et variés de la répression (physique, culturelle, psychologique, économique) par les groupes dominants pour maintenir le statu quo ? Lorsqu'on étudie les communautés indiennes, combien de fois analysons-nous les systèmes politiques régionaux ? Lorsqu'on étudie les villages paysans, portons-nous suffisamment d'attention au fonctionnement des systèmes du marché national ? Lorsqu'on décrit les pauvres des villes, quel rôle attribuons-nous à la spéculation foncière et aux intérêts économiques dans le développement des villes ? Lorsqu'on se tourne vers le migrant rural pris dans un processus d'industrialisation, sommes-nous suffisamment conscients du rôle et de la fonction des entreprises multinationales dans la définition des niveaux d'investissement et des possibilités technologiques et d'emploi ? Lorsqu'on juge des effets des programmes de développement communautaire, de santé ou de nutrition au niveau local, que savons-nous exactement des processus bureaucratiques et politiques impliqués ? À l'évidence, ce sont des domaines difficiles à explorer pour le chercheur de terrain. Car, par tradition, nous avons choisi la voie de la moindre résistance. Il est plus facile d'entrer dans la hutte d'un paysan que dans le bureau d'un directeur ; de plus, le paysan a très peu de chances de lire notre rapport de terrain.

Néanmoins, nous devons faire face à ces nouveaux défis si l'on veut éviter que la science sociale ignore le processus de changement social qui est en train de se dérouler dans les pays sous-développés. Nous devons nous servir de notre imagination sociologique, devenir des observateurs et peut-être même des observateurs participants des institutions et zones d'activité qui sont significatives. Ce n'est pas facile et un tel changement d'objectif va rencontrer des difficultés énormes - mais non pas, je l'espère, insurmontables.

Le savoir sociologique a cessé depuis longtemps d'être simplement universitaire. Comme tout savoir scientifique, il est devenu (et devient de plus en plus) un élément du pouvoir (économique, social, politique). D'où la prolifération rapide d'« équipes de penseurs », de banques de données, de centres de documentation, de centres de synthèse, etc. Le chercheur universitaire (et surtout le jeune chercheur) ne peut plus choisir sa recherche simplement en suivant ses lubies intellectuelles. Son choix est déterminé par les financements possibles, par la spécialisation thématique ou géographique des instituts universitaires, par « la mode scientifique » (qui est peut-être aussi tyrannique à sa manière que la mode féminine) et par d'autres considérations institutionnelles. Dans ces conditions l'accumulation du savoir suit des schémas prédéterminés, sur lesquels le chercheur individuel exerce relativement peu de contrôle. Face à cette situation il a le choix entre les trois solutions suivantes :

a) Il peut continuer tout simplement à produire de l'information - comme un ouvrier dans une chaîne qui fabrique des pièces détachées - sans s'occuper de son utilisation finale. Mais cette aliénation scientifique se trouve contredire

totallement le rôle de l'intellectuel dans la société, en tant qu'humaniste et que critique social.

b) Ou bien il peut produire un savoir correspondant aux interprétations dominantes et établies de la société. Il accepte et utilise dans son travail les fondements qui garantissent la continuité et la stabilité des systèmes sociaux existants. J'inclurai dans cette rubrique la plupart des études concernant l'acculturation, la mobilité des classes sociales, la modernisation, les conditions socio-économiques des attitudes et comportements individuels, les monographies de communauté, etc., menées dans le cadre du fonctionnalisme et du behaviorisme. Bien que ces recherches aient contribué de façon très importante à l'accumulation des connaissances en général, elles ont exercé peu d'influence sur le changement des schémas dominants de l'utilisation de ces mêmes connaissances et sur la distribution du savoir productif parmi les différents groupes sociaux. Je fais volontairement ici une comparaison entre l'accumulation du capital et l'accumulation du savoir dans une société capitaliste, dans la mesure où les deux processus expriment le mode dominant de l'organisation économique et sociale.

c) Mais, troisièmement, il peut essayer d'offrir d'autres explications, d'explorer de nouvelles voies théoriques et d'exercer sa critique intellectuelle des « vérités » établies ou admises, et en même temps promouvoir la redistribution du savoir de la façon suggérée plus haut. Dans ce cas, l'accumulation du savoir peut devenir dangereuse aux yeux de ceux qui contrôlent les institutions universitaires ou politiques. Notre chercheur aura de moins en moins accès aux sources de financement, son contrat pourra ne pas être renouvelé et il pourra être obligé de quitter l'université. Dans les cas extrêmes il sera obligé de quitter le pays pour ne pas être mis en prison. Ce procédé est devenu courant ces dernières années dans certains pays d'Amérique latine comme le Brésil ou l'Argentine. Mais je ne pense pas qu'il soit propre à la partie méridionale de l'hémisphère ou à l'hémisphère occidental.

Bien que l'accumulation du savoir soit un élément du pouvoir, il ne sert pas toujours nécessairement à maintenir les structures existantes du pouvoir. Au contraire il peut et doit devenir un instrument du changement qui permettra, grâce à l'éveil et au développement d'une conscience critique créatrice, aux sans-pouvoir, aux opprimés, aux tyrannisés, aux colonisés, d'abord de mettre en question, puis de renverser (voir FaIs Borda, 1970, qui souligne les aspects positifs de la subversion) et enfin de transformer les systèmes existants.

Cela nous conduit directement à envisager le rôle d'un sociologue comme allant bien au-delà de la technique connue de l'observation participante : ce serait un rôle que j'appellerai d'observation militante, c'est-à-dire un rôle de militant et d'observateur. J'entends par là une véritable synthèse entre l'étude du processus de changement social et la participation à ce même processus. Mais non pas, comme c'est souvent le cas, du point de vue de l'administrateur, d'un manipulateur extérieur ou du visiteur participant mais passager (variété commune de l'anthropologue appliqué). Ce serait au contraire une participation qui se situerait plutôt au niveau de l'organisateur politique, de l'agitateur social (au sens le plus noble de cette expression très décriée) ou du « poisson dans l'eau » pour reprendre une métaphore chinoise adéquate. Ainsi l'action et

la recherche seraient réunies dans l'intention d'améliorer la connaissance et de contribuer au changement.

Non seulement l'observation militante améliorera la compréhension scientifique du processus social tel qu'il se déroule réellement (et non pas tel qu'on le reconstruit après l'événement) mais elle contribuera également à transformer les activistes qui ne se soucient pas de la recherche, ou les militants, en observateurs minutieux de leur propre action. Évidemment ce n'est pas là une solution uniforme pour l'anthropologie en général, car tous les mouvements sociaux - dont la variété est grande - ne peuvent pas espérer compter un sociologue qualifié dans leurs rangs et dévoué à leurs objectifs. C'est là plutôt une suggestion pour des sociologues engagés et qui s'intéressent à certains types de mouvements sociaux non seulement en tant qu'observateurs mais peut-être surtout en tant que participants. Et espérons enfin que cela aidera à améliorer la qualité de l'action sociale elle-même.

L'engagement actif d'un grand nombre de sociologues dans les mouvements révolutionnaires d'Amérique latine prouve bien qu'il ne s'agit pas là d'une spéculation oiseuse. Puis-je me permettre d'exprimer ici publiquement mon humble admiration et mon hommage à ceux (aussi bien les sociologues que tous les autres) qui se sont engagés ainsi et surtout à ceux qui ont rencontré la mort ou subi la torture, l'emprisonnement et la répression pour avoir incarné certains des idéaux les plus nobles de l'homme. Mais si l'on fait abstraction de toute émotion personnelle, ces mêmes mouvements révolutionnaires ont démontré la nécessité impérieuse d'une analyse sociologique scientifique, c'est-à-dire d'un rapport constant entre la théorie, les faits et la pratique. N'aurait-on pas évité certaines des erreurs et des fautes tragiques que beaucoup de ces mouvements ont connues, s'ils s'étaient engagés dans une analyse continue de la réalité sociale qu'ils contribuaient eux-mêmes à former, au lieu d'appliquer mécaniquement des théories et des schémas Préexistants ? Ou est-ce là trop attendre de la science sociale autant que des mouvements révolutionnaires ? J'avoue ne pas posséder une réponse toute prête pour cette question.

Cependant, en dépit des avantages qu'il y a à poser les problèmes de la recherche à ce niveau, il existe de grands domaines d'étude où cette approche est tout simplement impossible. Par ailleurs surgit la question épineuse du point de vue et de l'objectivité. L'une des contributions fondamentales de la science sociale au savoir est justement le développement de techniques et de méthodes de recherche qui ont permis aux chercheurs individuels de distinguer plus ou moins clairement entre le fait et la norme, entre ce qui se passe réellement et ce qu'ils aimeraient voir se produire. Cet apport de la science sociale ne devrait pas être rejeté par les sociologues radicaux. L'observation fondée théoriquement, scientifiquement, et pratiquée par des observateurs qualifiés, la perspective comparatiste si chère aux anthropologues et aux sociologues, la possibilité pour les sociologues de se libérer des perspectives étroitement déterminées d'une classe sociale, d'un groupe minoritaire ou d'une sous-culture, tout cela est un acquis précieux, et peut contribuer à l'étude convenable des mouvements sociaux dans lesquels le chercheur en tant qu'individu se trouve engagé.

De plus il faut noter le rôle très important du sociologue en tant que professeur, non seulement d'université. La révolte mondiale des étudiants contre l'université et les écoles en général en tant que système de domestication devrait être particulièrement utile aux sociologues pour les aider à se « décoloniser » eux-mêmes dans leur propre contexte universitaire. Les sociologues en tant que professeurs peuvent devenir des forces puissantes dans le processus de décolonisation à tous les niveaux. Nous avons la responsabilité d'aider à la mise sur pied de systèmes d'éducation qui libèrent l'être humain au lieu de le mettre au service des systèmes établis de domination.

Examinons maintenant le problème de l'engagement direct des sociologues pour ce qui est de l'application de leur savoir.

On définit habituellement la science sociale appliquée comme la réalisation par un sociologue qualifié d'un objectif qu'il n'a pas déterminé personnellement mais qui l'a été par un autre groupe ou une institution. Objectif dont la définition a des conséquences directes sur la gestion des affaires humaines.

Dès qu'un sociologue vend son travail au plus offrant sur le marché ou met son savoir au service d'un gouvernement, d'une bureaucratie, d'un parti politique, d'un syndicat, d'une organisation internationale ou d'un mouvement révolutionnaire, il peut difficilement faire croire qu'il n'est qu'un observateur neutre. Il est directement engagé dans les systèmes de valeur et les idéologies de ces groupes ou de ces organisations avec lesquels il collabore ou au service desquels il se met, ou encore contre lesquels il travaille. Lorsqu'un sociologue industriel adopte l'idéologie du *management* (cf. Baritz, 1960, pour une critique pertinente) ou lorsqu'un anthropologue appliqué contribue à améliorer l'administration coloniale ou à intégrer les Indiens dans les sociétés nationales d'Amérique latine, il lui faut faire face à un choix et c'est seulement en termes de reconnaissance consciente des implications de ce choix qu'il peut exercer son activité. L'importance de ces constatations pour la pratique d'une science sociale appliquée est capitale : leur ignorance ou leur oubli par les sociologues appliqués (dont un grand nombre se considèrent comme des techniciens « amoraux ») a conduit les sciences sociales appliquées dans l'impasse qu'elles connaissent aujourd'hui.

L'époque des sociologues innocents est révolue. Ceux-ci, heureux de leur savoir tout nouveau à propos des êtres humains, faisaient un peu de « technologie humaine », en croyant que tout était pour le mieux et sans s'interroger sur les implications plus profondes de leur action. Personnellement je pense que la différence entre les sociologues qui participent sciemment aux programmes contre-révolutionnaires en Asie du Sud-Est ou aux projets du style « Camelot » en Amérique latine et ailleurs, et les médecins qui expérimentaient sur les cobayes humains dans les camps de concentration nazis, est seulement de degré et non de nature. Le résultat final est le génocide. Pourtant il est vrai que ce sont là des cas extrêmes dont les aspects moraux sont assez évidents et à propos desquels la communauté scientifique mondiale a eu largement la possibilité de faire connaître ses sentiments.

Mais tous les cas ne sont pas aussi nets. Analysons donc brièvement deux des situations particulièrement pertinentes dans le cas des pays sous-dévelop-

pés, celui de la science sociale appliquée dans le contexte de l'aide internationale et dans le cadre du développement national.

L'aide technique internationale est devenue dans la deuxième moitié du vingtième siècle quelque chose qui ressemble à ce que l'activité missionnaire chrétienne chez les païens était auparavant. On y retrouve le même apostolat zélé, la même justification morale, la même naïveté à propos des réalités politiques et économiques, la même soumission envers le système international de domination et le même manque de jugement critique. Les sociologues qui travaillent à différents types de programmes de développement dans le cadre international (que ce soient des projets d'aide bilatérale ou ceux liés aux organisations internationales) n'ont pas remis en cause, jusqu'à récemment, les considérations de base qui fondent une telle aide. Un certain nombre de ces considérations sont des erreurs théoriques encore largement répandues dans les milieux sociologiques : elles concernent la nature du sous-développement, les caractéristiques du processus de développement et les relations entre les parties développées et sous-développées du monde (cf. Franck 1969 ; et Stavenhagen, 1968). Cependant cette même expérience a démontré depuis plus de vingt ans (pour ceux du moins qui tiennent à comprendre) le vide d'un grand nombre de ces considérations et l'inutilité de beaucoup de ces programmes. Le programme andin auquel plusieurs gouvernements sud-américains et institutions internationales firent une grande publicité il y a quelques quinze ans (et grâce auquel beaucoup de sociologues et d'anthropologues se firent la main) a été mis sagement de côté. L'enseignement fondamental ou élémentaire concernant le développement communautaire a été remis en question au sein des différentes institutions des Nations Unies. Dans le cas du *Peace Corps*, le « Comité des volontaires de retour » a procédé à une démystification de tout le projet. On pourrait citer d'autres cas. Les sociologues engagés dans ces programmes ont été les premiers à reconnaître leurs limites. C'est là une de leur contribution positive : ils ont contribué ainsi au développement de cette critique radicale que j'ai proposée plus haut.

Bien qu'on n'en ait pas beaucoup parlé, les équipes professionnelles des experts et des techniciens d'un certain nombre d'organisations internationales ont exprimé récemment de graves doutes et de sérieuses critiques à propos des opérations dans lesquelles elles sont engagées et à propos des orientations fondamentales qui semblent guider les actions de ces organisations. Bien que certaines de ces critiques tendent tout simplement à une plus grande efficacité des programmes existants, une bonne partie d'entre elles porte sur les thèses implicites (et souvent explicites) concernant le processus de développement. Beaucoup de ces sociologues sont devenus de simples rouages des bureaucraties internationales qu'ils servent. Cependant il y en a d'autres qui se sont engagés dans la douloureuse démarche qui consiste à repenser et à reformuler les conceptions de base de l'assistance technique internationale multilatérale. Il est vrai que ces organisations ne mettent évidemment pas en doute les principes qui fondent le système capitaliste international. Ainsi la F.A.O. vise bien à élever la productivité agricole dans le monde mais espère y parvenir en consolidant l'entrepreneur moyen qui produit pour le marché. Le B.I.T., malgré sa conception tripartite, considère les employeurs privés et les salariés comme les éléments permanents de la scène sociale. L'U.N.I.D.O. ne conteste pas le rôle de l'entreprise privée dans le développement industriel. Et évidemment les banques internationales de développement conçoivent leur propre

rôle comme complémentaire de celui des entreprises géantes multinationales. Et pourtant, même dans ce cadre général et malgré le fait que l'assistance technique internationale ne soit qu'une goutte d'eau dans l'océan si l'on considère les besoins du développement du Tiers-monde, il est assez évident que les sociologues ont fourni une contribution importante. Par exemple en Amérique latine, la Commission économique des Nations Unies, l'E.C.L.A., a joué un rôle décisif depuis vingt ans dans la formation de ce qu'on pourrait appeler une prise de conscience latino-américaine à propos du sous-développement économique et social et de la dépendance étrangère de cette région. Quel que soit l'état actuel des politiques préconisées par l'E.C.L.A., il est indéniable que même ceux qui les rejettent aujourd'hui ont profondément subi l'influence des courants de pensée économique et sociale suscités par les activités de cet organisme.

Évidemment, les programmes d'aide internationale sont loin de constituer une révolution sociale et, si on les considère séparément, leurs efforts paraîtront minimes. Dans ce cas le rôle du sociologue appliqué, tel que je le conçois, est d'agir au mieux de ses capacités au sein du cadre institutionnel qu'il a choisi comme terrain d'action, conformément à son engagement moral personnel.

Par exemple, les sociologues qui travaillent dans le cadre d'un projet d'assistance technique internationale sur la réforme agraire joueront un rôle complètement différent selon qu'ils travaillent, disons au Chili, ou dans un programme du même genre élaboré par le régime actuel du Brésil ou même par le gouvernement militaire du Pérou (qui s'est engagé à appliquer une réforme agraire radicale). Dans ce cas, la variable clé est le type de réforme que les gouvernements nationaux veulent entreprendre et non pas l'orientation de l'organisme international.

Les organisations internationales ne sont pas monolithiques ; ce sont plutôt, comme toutes les bureaucraties, des monstres à plusieurs têtes. Un certain degré de souplesse leur est inhérent et il existe toujours une brèche dans leur structure pour le sociologue engagé. Bien plus grande, je pense, qu'au sein des institutions militaires ou des agences de renseignement.

Mais la situation du sociologue appliqué originaire du Tiers-monde qui travaille dans son propre pays est bien plus complexe et me paraît bien plus importante. Il se retrouve en effet au sein d'un maelström de courants professionnels, politiques et moraux contradictoires et conflictuels.

Tout d'abord, il est motivé par un désir profond et sincère de changer l'ordre des choses pour le bien de son peuple auquel il s'identifie complètement. C'est cette motivation qui probablement l'a conduit à choisir le métier de sociologue.

Deuxièmement, il est désireux d'exercer sa profession au mieux de ses capacités, car les possibilités d'emploi dans le monde universitaire et dans la profession en général sont très limitées.

En troisième lieu, il est conscient, comme un grand nombre de ses camarades étudiants ou de ses collègues, des causes et de la nature du sous-

développement de son pays et du fonctionnement de l'impérialisme ou du néo-colonialisme dans la mesure où ils *affectent directement* les possibilités de développement de son pays. Mais il ne s'agit là très souvent que d'une prise de conscience viscérale. Il sent les problèmes mais ne les saisit pas *intellectuellement*. Cela conduit parfois à un nationalisme et même à un chauvinisme exacerbé : c'est l'attitude du « nous le savons déjà ; vous n'avez rien à nous apprendre » envers les étrangers. Pourtant le nationalisme est devenu une force puissante et l'éthique nationale, comme l'a démontré Adams (1968) est un élément important de la formation des sociologues latino-américains.

Quatrièmement, il prend conscience de la structure du pouvoir et des classes de son propre pays ainsi que des conflits d'intérêts entre les groupes dominants (propriétaires fonciers, bureaucratie, bourgeoisie dépendante, etc.) et les masses opprimées (Indiens, paysans, marginaux urbains, classe ouvrière).

Par ailleurs le gouvernement de son pays (quelle que soit sa coloration politique) a défini le développement économique et social comme un objectif national et a mis sur pied un certain nombre d'organismes dont le but officiel est de promouvoir un tel développement (bureau de la planification nationale, institutions régionales du développement, programmes d'action communautaire, services de médecine préventive et de santé publique, etc.).

Le sociologue *qui* s'oriente vers l'application s'irrite de ce qu'un grand nombre de postes de responsabilité dans ces programmes sont occupés par des politiciens illettrés, par des médecins étroits d'esprit, par des architectes ignorants du milieu social et par d'autres spécimens de la vermine inculte et technocratique. Il sait que toutes les erreurs et tous les échecs qu'ont connus ces programmes sont dus à l'ignorance inexcusable des réalités sociales, et qu'un sociologue, bien au fait des dernières techniques de recherche, sera capable de leur en remontrer. Dans ce contexte, il se trouvera bien un patron attentionné (un professeur d'université, un ami au gouvernement ou un oncle maternel bien introduit) pour venir lui proposer un projet pas très bien financé ais engageant : voilà sa chance de montrer ce qu'il sait faire.

Hélas, notre sociologue bien intentionné et ambitieux se trouve bientôt embarqué dans la tracasserie bureaucratique, la paperasserie administrative, les luttes politiques internes et un manque général de réceptivité pour ses idées novatrices. Bien plus, on ne lui accorde jamais de pouvoir et il n'y a rien de plus irritant. Si bien qu'il se trouve obligé d'admettre sa défaite et d'abandonner doucement la sociologie à moins qu'il ne résiste et ne combatte le système, avec des résultats mitigés.

J'exagère à peine en traçant ce portrait stéréotypé. En vérité, le dilemme du sociologue aux idées avancées est terrible. Le besoin de « faire quelque chose » pour contribuer au changement social à quelque niveau que ce soit dans un pays aussi pauvre, est très grand. Évidemment de petits et de grands changements se déroulent partout. Un grand nombre d'entre eux, surtout en Amérique latine, semblent être, à première vue, véritablement révolutionnaires lorsqu'on les examine dans le contexte des structures sociales traditionnelles, surtout dans les zones rurales. Ceci nous conduit au problème de la transformation structurale dont on débat avec passion dans les milieux

latino-américains. Quels sont ces changements « structureaux » ? Dans quel cas l'action sociale est-elle véritablement révolutionnaire et dans quel cas est-elle « simplement réformiste » ?

Il est courant chez les radicaux de rejeter un grand nombre de programmes comme « réformistes » (c'est-à-dire qui ne tendent pas à des changements significatifs mais plutôt à consolider les systèmes existants d'exploitation grâce au processus de modernisation) et d'exiger, en retour, de véritables changements révolutionnaires. Bien que je sois fondamentalement d'accord avec ce point de vue, je ne pense pas qu'il puisse être un prétexte à se retirer de l'activité professionnelle. C'est plutôt un défi pour orienter son activité dans une direction plus significative.

Un examen attentif montre d'ailleurs que la distinction entre « réforme » et « révolution » est assez imprécise. Si nous sommes certains de pouvoir reconnaître le produit fini, nous ressemblons plutôt aux aveugles du proverbe qui cherchent à identifier l'éléphant révolutionnaire en tâtant ses diverses extrémités. Cependant les révolutions ne sont jamais un produit fini et une analyse plus précise d'un certain nombre de révolutions récentes nous démontrerait qu'elles subissent toutes de l'intérieur des réformes constantes. Les révolutions qui ne les pratiquent pas et *qui* vivent du mythe de la perfection achevée, tombent dans l'univers du bureaucratisme et du totalitarisme d'où il leur est de plus en plus difficile de s'échapper.

Par ailleurs, si le « réformisme » en tant qu'idéologie est, à l'évidence, contre-révolutionnaire, des réformes précises des structures sociales et économiques ont des sens différents dans des contextes historiques différents. Ainsi, il y a certainement des réformes dont le but principal et la fonction sont de prévenir tout type de changement plus profond et de consolider les systèmes en place. L'« Alliance pour le progrès » tombe dans cette catégorie. Ce sont des réformes contre-révolutionnaires.

D'autres réformes sont « réformistes » en ce sens qu'elles visent à réaliser un certain nombre de changements importants qui exigent un ajustement des structures existantes sans pour autant modifier les bases du pouvoir politique et économique des classes dirigeantes du pays. L'abolition du servage en Russie, le *estatuto da terra* au Brésil, la reconnaissance du droit d'organisation et de grève aux travailleurs, la nationalisation de certaines industries ou de certains services de base dans les pays dépendants et, bien sûr, un certain nombre de programmes de distribution des terres dans les pays d'Amérique latine, relèvent de cette catégorie. Ces « réformes réformistes », en l'absence de révolutions sociales et politiques complètes, constituent un aspect nécessaire et inévitable du développement social. Le sociologue radical ne peut pas ne pas les approuver et les soutenir même lorsqu'il sait - ou sent - qu'elles « ne vont pas assez loin » ou « qu'elles éludent les vrais problèmes ».

Finalement, il y a les « réformes révolutionnaires », celles qui touchent les centres nerveux des systèmes existants de domination, qui résultent de la pression organisée des masses populaires et qui mettent en cause très clairement la position relative des classes sociales opposées dans la société. C'était certainement le cas des réformes agraires mexicaines et boliviennes à leur début et des réformes agraires actuelles au Chili et au Pérou. La

nationalisation du système bancaire (comme au Chili) en est un autre exemple. Les réformes révolutionnaires sont un tremplin pour des transformations ultérieures ; qu'elles soient utilisées dans un tel sens ou non, dépend évidemment de facteurs politiques très concrets.

Ce n'est pas tellement la fonction des réformes elles-mêmes, que la place qu'elles occupent au sein du processus global de développement et de leurs liens, avec les autres types d'action, qui permet de décider si les réformes d'un certain type deviennent finalement révolutionnaires ou non. Si bien qu'on ne devrait pas les juger de façon isolée mais plutôt dans le cadre de leurs relations avec la société globale. Par exemple, la réforme agraire mexicaine était révolutionnaire au début jusqu'en 1949 mais la même réforme (fondée sur les mêmes prémisses, les mêmes mécanismes et la même idéologie) est devenue conservatrice dans le cadre de la structure économique et sociale actuelle du Mexique. Le rôle des réformes dans la société n'est qu'une expression des relations entre les différentes forces sociales et politiques en présence, et c'est la dynamique de ces relations qui décide si les réformes sont réformistes ou peuvent devenir révolutionnaires.

Dans ces conditions, les sciences sociales appliquées doivent redéfinir constamment leur rôle, sinon elles deviendront des appendices technocratiques pour des politiques sur lesquelles elles ne peuvent avoir aucune influence. J'ai rencontré peu de sociologues appliqués qui voient la situation de cette façon. Habituellement, ils acceptent une série de consignes politiques du sommet et, s'ils essaient de redéfinir vraiment les problèmes, c'est dans des termes opérationnels plutôt que politiques. Aujourd'hui les critiques fondamentales viennent plutôt de la nouvelle génération de sociologues, et très souvent des étudiants.

Il est évident, par exemple, que le rôle d'un sociologue ou d'un anthropologue qui participe à des programmes de diffusion des innovations techniques en agriculture, variera fondamentalement selon que ces programmes se déroulent dans le cadre d'une réforme agraire radicale et s'adressent aux paysans qui bénéficient de cette réforme, ou qu'ils se situent dans le contexte traditionnel de grandes propriétés où les systèmes de stratification sont rigides et où seule une poignée d'entrepreneurs modernistes est capable de tirer profit de ces innovations. Le même raisonnement s'applique aux programmes de santé et de nutrition, de développement communautaire, de coopération, etc.

Un problème particulièrement pertinent aujourd'hui en Amérique latine est l'*indigenismo*. C'est le terme pour désigner les divers programmes gouvernementaux qui tendent à incorporer les populations indiennes « arriérées » dans le courant de la vie nationale. Récemment les sociologues radicaux, en particulier ceux du Mexique et du Pérou, ont critiqué violemment ces programmes. On ne peut évidemment remettre en cause l'objectif élémentaire de l'*indigenismo* : l'amélioration du niveau de vie des populations indiennes. Ce sont les prémisses idéologiques qui fondent l'*indigenismo* que l'on remet en question. Et celles-ci relèvent des conceptions prédominantes concernant le soi-disant problème indien et la nature du processus du développement national. Traditionnellement, les anthropologues envisageaient les sociétés indiennes d'Amérique latine d'après un certain nombre de critères culturels qui les plaçaient à l'écart de la soi-disant culture nationale. On considérait les

changements subis par ces sociétés comme un processus d'acculturation. On appelait systèmes de castes, les systèmes régionaux où entraient en contact Indiens et non-Indiens. L'hypothèse de base pour les *indigenistas* est la suivante : un processus accéléré d'acculturation dirigée ou de changement culturel aidera à briser ce système de castes, élèvera les communautés indiennes au niveau de l'environnement et permettra d'intégrer les Indiens comme des membres à part entière de la société nationale. Il était rare que l'on analyse la nature de la société nationale elle-même. On considérait les mécanismes grâce auxquels les classes dominantes de cette société nationale (et auparavant de la société coloniale) intégraient de fait les Indiens dans un système d'oppression et d'exploitation depuis la Conquête et surtout depuis l'expansion de la production capitaliste dans l'agriculture, comme un arrière-plan historique mais non pas comme un élément pertinent pour expliquer la situation actuelle. En refusant de reconnaître les caractères essentiels de la société nationale à laquelle appartiennent les communautés indiennes (pour ne pas parler de la nature de l'État comme expression d'un système de classes national), les *indigenistas* faisaient retomber directement toutes les responsabilités de l'arriération de ces communautés sur elles-mêmes, sur leur culture, sur leurs systèmes de valeur et même avec ironie sur leur prétendu isolement. (J'ai déjà critiqué ailleurs - Stavenhagen 1963 - cette conception et j'ai avancé une autre interprétation des faits.)

Est-ce le rôle des anthropologues appliqués de l'*indigenismo* d'accélérer la disparition des cultures indiennes ? De leur imposer les valeurs urbaines des classes moyennes d'une société bourgeoise compétitive et destructive ? De sanctionner, au moyen d'une politique officielle, la prolétarianisation ou la marginalisation accélérée des populations indiennes ? De consolider, grâce à leur action, des formes plus nouvelles et peut-être plus inhumaines d'exploitation économique ? Voilà quelques-unes des questions que la nouvelle génération *indigenistas* est en train de se poser. Évidemment, ces processus se déroulent d'eux-mêmes et les *indigenistas* officiels soutiennent qu'ils sont en train de les combattre au moyen d'un paternalisme éclairé, d'une assistance technique, de programmes éducatifs et de tout ce qui s'ensuit. Les critiques cependant ne désarment pas pour autant et préféreraient voir le nouveau type l'*indigenismo* comme une puissante force dynamique qui ne servirait pas seulement de palliatif bureaucratique pour des cultures agonisantes et des paysans opprimés, mais qui pourrait contrer l'ethnocide tel qu'on le pratique couramment en Amérique latine (voir la récente « Déclaration des Barbades » signée par onze anthropologues préoccupés par ce phénomène, 1971, de même que Jaulin 1970) et qui pourrait servir de point de ralliement pour la transformation révolutionnaire non seulement des communautés indiennes mais des sociétés nationales elles-mêmes (À propos des discussions récentes sur l'*indigenismo* se reporter à Bonfil et autres, 1970, et Villa Rojas, 1968).

Cet exemple nous montre que le rôle du sociologue appliqué, dans le cadre du développement national, ne peut être neutre. Il ne peut rester fidèle aux principes éthiques de sa science et en même temps refuser de prendre position sur les plus vastes problèmes idéologiques et éthiques des processus sociaux dans lesquels il se trouve impliqué comme praticien. Et comme le montre le cas de l'*indigenismo*, cela ne relève pas du choix entre la science et la

politique mais entre un type de pratique scientifique dans la politique et un autre.

Il est évident que la science sociale appliquée, qu'elle soit d'inspiration romantique, officielle, bureaucratique ou radicale ne peut modifier d'elle-même, et quelle que soit son importance, les forces sociales qui sont au travail. Mais le sociologue engagé se doit de soulever les problèmes, de poser des questions embarrassantes, de mener les critiques à leur ternie, de créer de nouveaux modèles. Et s'il le peut, d'engager l'action nécessaire.

Références

[Retour à la table des matières](#)

ADAMS Richard. - « La ética y el antropólogo social en América Latina. »
(*América Indígena*, XXVIII, 1, 1968.)

BARITZ L. - *The Servants of Power : History of the Use of Social Science in American Industries*. (Middleton, Conn., Wesleyan University Press, 1960.)

BONFIL Guillermo *et al.* - « De eso que llaman antropología mexicana. »
(Editorial *Nuestro Tiempo*, S.A., Mexico, 1970.)

COPANS Jean. - « Quelques réflexions. » (*Les Temps Modernes*, no 293-294, 1970-1971.)

Social Responsibilities Symposium (with the participation of Gerald D. Berreman, Gutorm Gjessing, Kathleen Gough and others). (*Current Anthropology*, 1968.)

Subscribed to by eleven anthropologists at the Symposium on Inter-Ethnic Friction in South America. (*Declaration of Barbados*, 1971.)

DELORIA Vine Jr. - *Custer Died for Your Sins : An Indian Manifesto*. (Avon Books, New York, 1969.)

ERASMUS Charles. - *Community Development and the Encogido Syndrome*. (*Human Organization*, 27, 1, 1968.)

FALS BORDA Orlando. - « Ciencia y compromiso. » (*Aportes*, 8, 1968.)

- FALS BORDA Orlando. - « La crisis social y la orientacion sociologica : una réplica. » (*Aportes*, 15, 1970.)
- FALS BORDA Orlando. - *Subversion and Development : The Case of Latin America*. (Foyer John Knox, Geneva, 1970.)
- FRANCK André G. - « Latin America : Underdevelopment or Revolution. » (Monthly Review Press, New York, 1969.)
- FREIRE Paulo. - *Pedagogy of the Oppressed*. (Herder and Herder, N.Y., 1970.)
- HUIZER Gerrit. - « Resistance to Change and Radical Peasant Mobilization : Foster and Erasmus Reconsidered. » (*Human Organization*, 29, 4, 1970 [with comments by George Foster and Charles Erasmus].)
- JAULIN Robert. - *La paix blanche : introduction à l'ethnocide*. (Seuil, Paris, 1970.)
- SOLARI Aldo. - « Algunas reflexiones sobre el problema de los valores, la objetividad y el compromiso en las ciencias sociales. » (*Aportes*, 13, 1969.)
- SOLARI Aldo. - « Usos y abusos de la sociologia : una duplica. » (*Aportes*, 19, 1971.)
- STAVENHAGEN Rodolfo. - « Clases, colonialismo y aculturacion. » (*America Latina*, 6, 4, 1963.)
- STAVENHAGEN Rodolfo. - « Sept thèses erronées sur l'Amérique latine » : voir plus haut.
- VALENTINE Charles A. - « Culture and Poverty : Critique and Counter-Proposals. » University of Chicago Press (CA Book Review in *Current Anthropology*, 1969, 10, 2-3, 1968.)
- VILLA ROJAS Alfonso. - « En torno a la nueva tendencia ideológica de antropologos e indigenistas. » (*America Indigena*, XXIX, 3, 1969.)

Fin du texte.